l'unité

N° 280 — 5 F | L'hebdomadaire du Parti socialiste | 27 janvier 1978



LE «BON CHOIX» DE LA DROITE

Pierre Mauroy

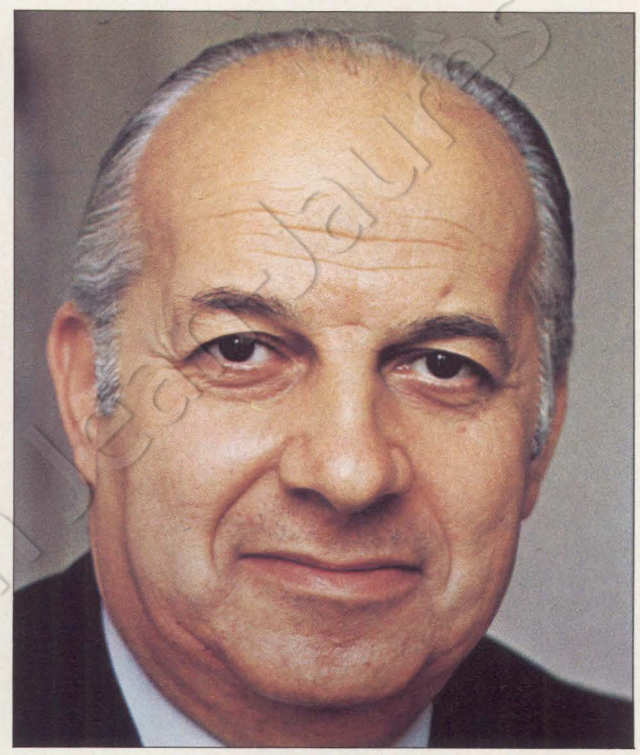


Héritiers de l'avenir

35 F

collection
"Les grands leaders"
dirigée par
Claude Glayman

Claude Estier



La plume au poing

Préface de François Mitterrand

35 F

collection
"Les grands journalistes"
dirigée par
Claude Glayman

Stock

Cdt Fondation

sommaire

FRANCE

6

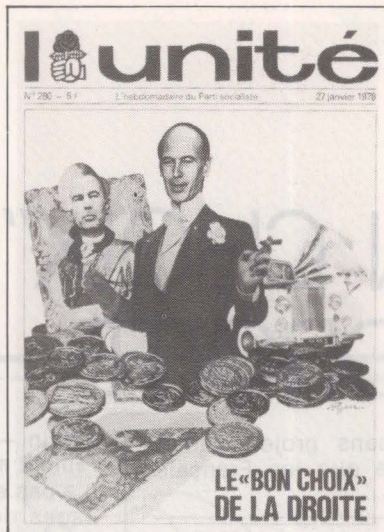
L'EDITORIAL DE CLAUDE ESTIER

SPECIAL ELECTIONS

7 à 16

A L'EST ENFIN DU NOUVEAU !
- ▶ Strasbourg : Une chance de battre la droite
- ▶ Mulhouse : La rose contre le trèfle
- ▶ Lunéville : Haby en fait trop, Lhommée fait ce qu'il faut
- ▶ Thionville : L'alliage à gauche a pris
- ▶ Epinal : Thibers a une bonne image
- ▶ Metz : Alice au pays des déconvenues
- ▶ Charleville : L'homme qu'il faut pour l'emploi
- ▶ Lettre d'un Alsacien à un journaliste de « l'Unité », par Roger Siffer
- ▶ La droite gardera sans doute l'Alsace mais n'aura plus la Lorraine, par Gérard Le Gall
- ▶ « Ne nous trompons pas d'adversaires », par Alain Boublil





4

LE « BON CHOIX » DE LA DROITE, PAR GUY PERRIMOND

SOCIAL

22

C.G.T. : LE MALAISE CHIFFRÉ, PAR MICHELE KESPI

SOCIETE

23

I.N.C. : D'ACCORD, PAS D'ACCORD, PAR MARIE-JOSE BERNARDOT

MONDE

24

ARGENTINE : LE « MUNDIAL » CONTRE LA JUNTE, PAR FRANCIS PISANI

26

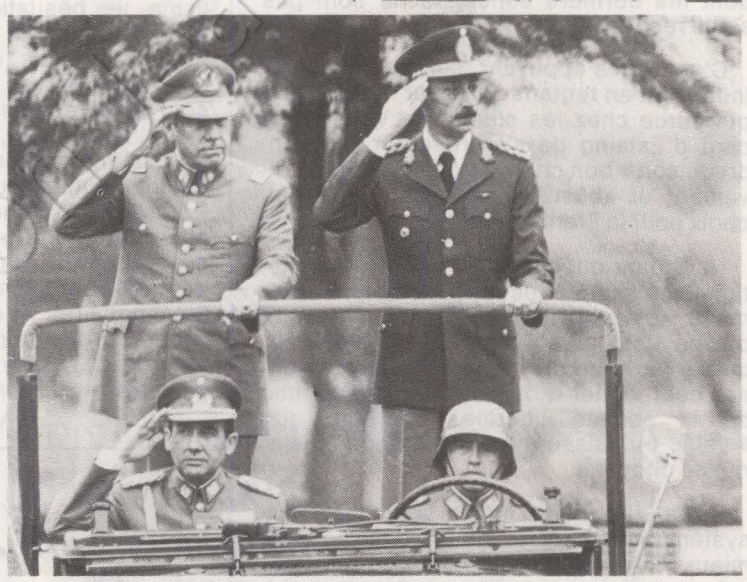
ITALIE : DEUX SUR UNE BALANÇOIRE, PAR MARC SEMO

SPECTACLES

28

L'ŒUVRE AU NOIR, PAR CLAUDE GLAYMAN





PHOTOS ET DESSINS
Barrigue (pages 25, 27), Bodis (pages 9, 13), Demoulin (pages 7, 17, 23), Keystone (pages 32, 33), Pascal Lebrun (pages 9, 11, 13, 15, 30), Pym (pages 1, 24), Schatzberg (page 29), Solo (pages 5, 14, 20, 32, 33), Sygma (pages 15, 16, 23, 24, 26, 27, 28).

BULLETIN D'ABONNEMENT
A RETOURNER
41, BOULEVARD MAGENTA
75010 PARIS

Je soussigné .....

demeurant .....

.....

désire souscrire un abonnement à « l'Unité » :

- ▶ abonnement d'un an (150 F) ☐
- ▶ abonnement de six mois (90 F) ☐

et vous adresse la somme correspondante par chèque bancaire ☐

par chèque postal ou virement au C.c.p. « l'Unité » : 30 349 80 La Source ☐

Date Signature

LE "BON CHOIX" DE LA DROITE

Que cache le discours châtié et policé du chef de l'Etat ? La volonté de faire durer un régime basé sur l'exploitation, le fric et l'injustice.

Pour lui, quelques chiffres soigneusement préparés. Contre lui, tout le reste. Pour lui, un indice des prix en plus faible hausse en décembre, un nombre de chômeurs plus bas, un déficit du commerce extérieur presque correct... Et la peur — qui est le commencement de la sagesse — des leaders de droite. Une peur dont les derniers sondages ne sont pas seuls responsables...

C'est en s'appuyant sur ces « bons » indices et en tentant d'ignorer l'inquiétude qui perce chez les siens que Valéry Giscard d'Estaing devait présenter, ce vendredi, son « bon choix » pour la droite, hâtivement et abusivement baptisé « le bon choix pour la France » !

Naviguant difficilement entre deux fonctions que ses prédécesseurs avaient assumées, le « président-chef d'une majorité qui ne l'est plus » a donc dû intervenir, quitter les hauteurs où il feint de se cantonner pour vanter aux Français les charmes de la société libérale. Charmes qui, semble-t-il, laissent insensibles une majorité de citoyens.

Certes, les mass media vont reprendre systématiquement le couplet du « ça-va-mieux ». A vrai dire, manipulant les prix, créant des « stages » pour retirer des statistiques les jeunes chômeurs et limitant la consommation des Français en pesant sur les hausses des salaires afin de réduire les importations, il aurait été étonnant que le gouvernement n'arrive pas à obtenir quelques indices utilisables. Mais il est vraisemblablement trop tard pour que de tels artifices suffisent à reconstituer une majorité.

Un avenir sans projet

Car quel « bon choix » le président de la République peut-il proposer, si ce n'est celui qui, depuis des décennies, préside aux destinées de la France ? Derrière les mots de liberté et de changement, se dissimule une société profondément inégalitaire, la France réduite à gérer les intérêts de quelques multinationales, une industrie démantelée, un centralisme effréné, des citoyens dans le meilleur des cas « protégés » ou assistés. Le « bon choix », c'est l'école d'Haby, la spéculation foncière, l'information manipulée. C'est le chômage, la France endettée. Le « bon choix » de Giscard, c'est aujourd'hui reproduit demain : un avenir sans projet. Faut-il poursuivre, répéter ce que les Français savent déjà ?

Seuil d'incompétence

Car elle est étrange, cette France de janvier 1978. Les partis de droite hésitant entre l'union sacrée et le match de catch, ne sachant plus s'il vaut mieux se battre en espérant encore gagner, ou se placer pour être, une fois battus, « le recours ».

Une administration qui prend ses distances avec un gouvernement qui, à ses yeux, n'existe déjà plus. Une administration qui n'adhère pas à la politique qui lui est indiquée et qui ne sent aucune force derrière les ordres qu'elle reçoit, qui juge le pointillisme, les hésitations du pouvoir non pas comme la preuve d'une crise « gouvernementale », mais comme le reflet d'une crise plus lourde, plus grave, impliquant pour être résolue des changements profonds. Il y a un an, lorsque Raymond Barre fut désigné au poste de Premier ministre, quelques-uns crurent avoir trouvé un « patron ». L'homme était rond, cultivé, presque « vierge », et son image d'économiste pouvait faire illusion. Aujourd'hui, affirment sans précaution certains hauts fonctionnaires « nous sommes sûrs d'une chose : il a atteint son seuil d'incompétence ». Car, livré à lui-même, le Premier ministre — qui, un moment, crut avoir un destin — a tout juste une fonction. Qu'il remplit mal : il y a fort longtemps que l'on n'a pas entendu l'un des premiers personnages de l'Etat comparer une campagne électorale à un « marécage »...



Le « malaise » du gouvernement trouve sa source plus haut. Avec un président de la République qui ne sait plus s'il est acteur ou arbitre, qui hésite entre ses rôles, qui joue à la politique, mais ne gagne jamais complètement un pari, un président qui croit agir parce qu'il change les objets — ou les hommes — de place. Et au fil des mois la « présence », la crédibilité du gouvernement s'est estompée, la maîtrise des choses disparaissant.

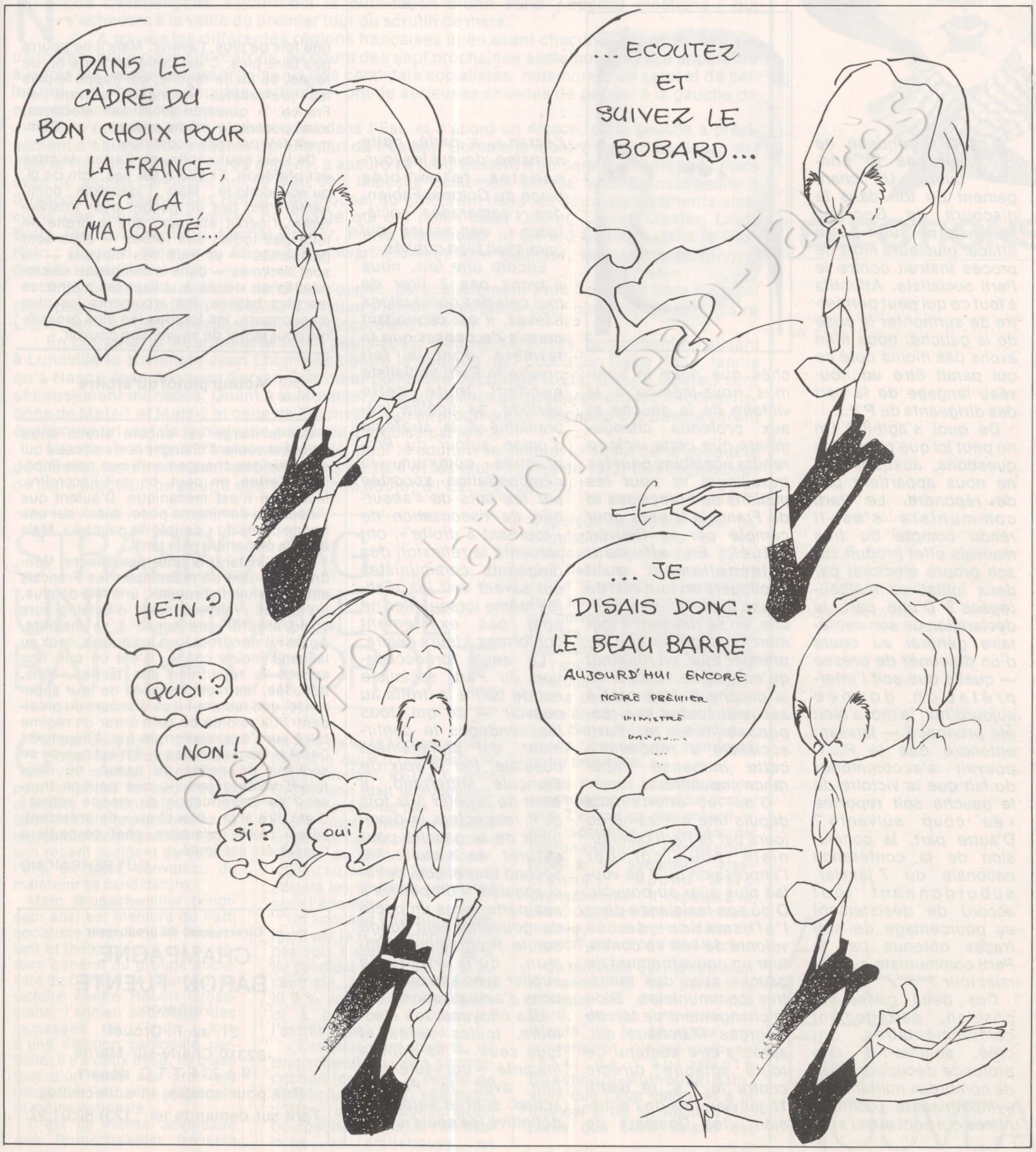
Oubliettes et queues de poisson

Reste donc, arme suprême, la « colonisation » par des hommes sûrs de l'administration. Pour se faire obéir, le gouvernement en est réduit à placer dans les directions des différents ministères des membres des cabinets ministériels. Ce qui permet d'assurer des « coups », mais qui, par contre coup, pousse l'administration au silence, à l'autocensure. Ce qui explique — entre autres — les oubliettes où sont tombés les différents projets gouvernementaux, les dossiers queue de poisson. Pèsent sur toutes les réformes promises non seulement ce que l'on appelle les « intérêts de classe », la volonté des groupes de pression, mais aussi, en ces temps où fleurit le pantouflage, la tendance à « protéger » ceux qui un jour vous feront un pont d'or. Car, à part l'argent, la carrière, rien ne vient motiver les responsables actuels.

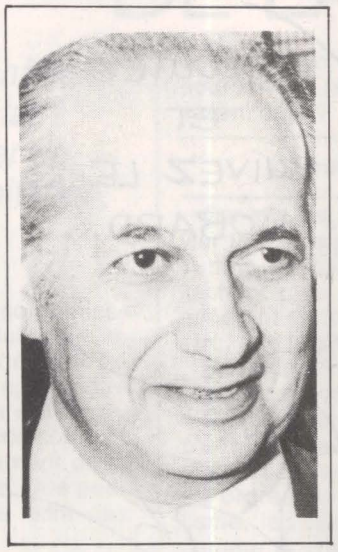
Peu à peu, les députés majoritaires ont, eux aussi, succombé à la déprime. Habitués à n'être que des godillots, ils avaient encore, voici peu de temps, l'assurance de conserver, dans les rapports entre Paris et la province, un certain pouvoir. Et de bénéficier d'un minimum de considération. La dernière session parlementaire leur a permis de s'interroger sur leur rôle : tout d'abord, on leur a fait perdre leur temps, puis, avec des procédures d'urgence, on leur a fait adopter tout et n'importe quoi. Allez, après cela, expliquer aux électeurs l'importance de la fonction, surtout lorsque les crédits d'équipement s'épuisent et que la manne ministérielle a tendance à tarir. Et, comme bon nombre d'entre eux revenaient inquiets de leur passage dans leur circonscription, on comprend qu'ils ne portent point leurs leaders dans leur cœur.

Ce n'est pas le programme de Blois — au fait, qui en parle encore ? — ou la petite guerre de leurs formations qui les rassurera. On peut même parier que le discours présidentiel de vendredi ne leur sera que de peu de secours. Certes, il permettra de multiplier les discours, de peindre en rose,

→


DANS LE CADRE DU BON CHOIX POUR LA FRANCE, AVEC LA MAJORITÉ...
...ECOUTEZ ET SUIVEZ LE BOBARD...
HEIN ?
QUOI ?
NON !
SI ?
OUI !
... JE DISAIS DONC : LE BEAU BARRE AUJOURD'HUI ENCORE NOTRE PREMIER MINISTRE

l'éditorial de Claude Estier



UNE hirondelle ne fait pas le printemps. Un changement de ton dans le discours de Georges Marchais ne suffit pas à effacer plusieurs mois de procès instruit contre le Parti socialiste. Attentifs à tout ce qui peut permettre de surmonter la crise de la gauche, nous n'en avons pas moins noté ce qui paraît être un nouveau langage de la part des dirigeants du P.c.f.

De quoi s'agit-il ? On ne peut ici que poser des questions, auxquelles il ne nous appartient pas de répondre. Le Parti communiste s'est-il rendu compte du très mauvais effet produit sur son propre électorat par deux initiatives malheureuses ? D'une part, la déclaration de son secrétaire général au cours d'un déjeuner de presse — quelle que soit l'interprétation donnée aujourd'hui, le mot a bien été prononcé — laissant entendre que le P.c.f. pouvait s'accommoder du fait que la victoire de la gauche soit reportée « au coup suivant » ? D'autre part, la conclusion de la conférence nationale du 7 janvier, subordonnant tout accord de désistement au pourcentage de suffrages obtenus par le Parti communiste au premier tour ?

Ces deux prises de position, parfaitement complémentaires, ont créé, semble-t-il, une profonde déception chez de nombreux militants ou sympathisants communistes qui sont aussi attachés que nous le sommes nous-mêmes à la victoire de la gauche et aux profonds changements que cette victoire rendra possibles pour les travailleurs et pour les millions de Françaises et de Français laissés pour compte par le Pouvoir actuel. En affirmant solennellement qu'il appliquera en tout état de cause la discipline à gauche, en se refusant à tout marchandage au soir du premier tour, en répétant qu'en cas de victoire de la gauche il était prêt à assumer toutes ses responsabilités, le Parti socialiste a répondu à cette immense espérance populaire.

D'où les efforts faits depuis une quinzaine de jours par le Parti communiste pour corriger l'impression qu'il ne voulait plus aller au pouvoir. D'où son insistance dans l'affirmation de sa volonté de voir se constituer un gouvernement de gauche avec des ministres communistes. D'où le changement de ton de Georges Marchais, qui, après s'être abstenu de toute attaque directe contre le P.s. le mardi 17 janvier, lors de l'émission « les Dossiers de l'écran », a parlé, cette semaine, devant les journalistes rassemblés place du Colonel-Fabien, des « camarades socialistes », expression qui paraissait bien oubliée.

Encore une fois, nous n'avons pas à tirer de tout cela des conclusions hâtives. Il est cependant permis de penser que la fermeté dont a fait preuve le Parti socialiste pendant toute cette période, sa fidélité inébranlable à la stratégie d'union autour du Programme commun, la démonstration apportée par les faits de l'absurdité de l'accusation de « tournant à droite », ont alimenté la réflexion des dirigeants communistes qui savent voir les réalités même lorsqu'elles ne sont pas exactement conformes à leurs désirs.

La seule préoccupation du Parti socialiste est de battre la droite au pouvoir — ce qui, tous les sondages le confirment, est parfaitement possible. Par la voix de François Mitterrand, il vient de répéter à la fois qu'il respectera la discipline de la gauche pour assurer sa victoire au second tour et que, celle-ci acquise, il proposera à ses partenaires un pacte de gouvernement fondé sur le Programme commun, qu'il vient de publier avec ses propositions d'actualisation.

Les citoyens, les électeurs, toutes celles et tous ceux — ils sont la majorité — qui veulent en finir avec le Pouvoir actuel, sont et seront en définitive les seuls juges.

une fois de plus, l'avenir. Mais il ne pourra pas faire plus. C'est cette sorte de fin de règne, de fin de régime, qui frappe le plus les journalistes étrangers arrivant en France. A quarante jours des élections, tous posent la même question : « Comment cela pourrait-il continuer ? »

Or, cela peut continuer. Certes, la crise est profonde. Et elle n'est pas, loin de là, qu'économique. Mais l'idéologie dominante n'est pas un hochet pour intellectuels. Il serait étonnant que la droite ne jette pas toutes ses forces — elles sont puissantes — et tous ses moyens — ils sont énormes — dans la campagne électorale. Et en vienne à utiliser les méthodes les plus basses, les arguments les plus mensongers, les fraudes les plus grossières pour tenter de sauver son pouvoir.

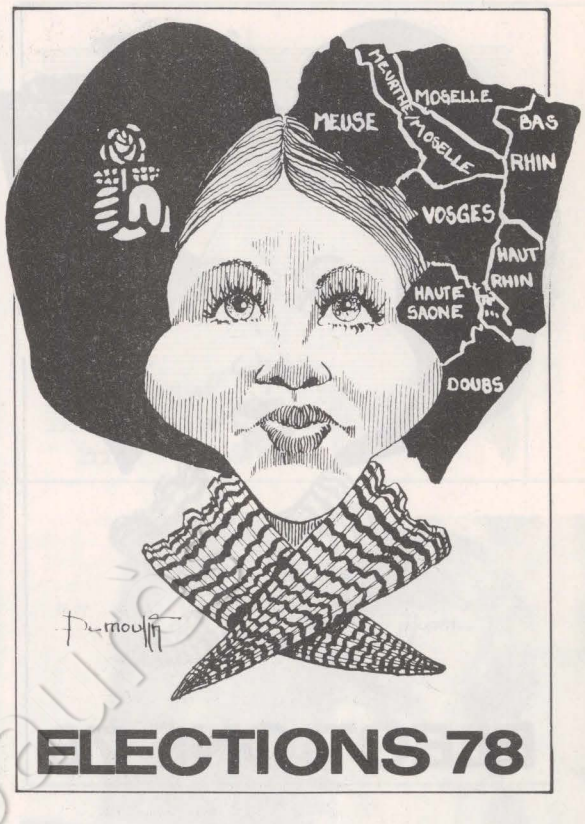
Acteur plutôt qu'arbitre

Car la marge est encore étroite entre ceux qui veulent changer la vie et ceux qui ont peur des changements que cela implique. Certes, on peut, on doit l'accroître. Mais rien n'est mécanique. D'autant que l'idéologie dominante pèse, aussi, sur une bonne partie du « peuple de gauche ». Mais de cela on parlera plus tard...

Pour l'instant, la lutte est ailleurs. Vendredi, tendant de rassembler les Français autour de lui, de brouiller, une fois de plus, les cartes, Valéry Giscard d'Estaing aura voulu assurer une survie à sa majorité. Après lui viendront tous les autres, ceux au langage moins châtié. C'est ce que l'on appelle la répartition des tâches. Mais, décodés, les mots décapés de leur apparence, que restera-t-il du discours du président ? La volonté de faire durer un régime basé sur l'exploitation, le fric, l'injustice ! Derrière les promesses — il n'est que de se souvenir de celles du passé, où elles furent nombreuses —, que peut-on trouver ? La reproduction du monde actuel ! C'est dire si le « bon choix » du président, acteur plutôt qu'arbitre, chef de partis à l'occasion, est limité.

GUY PERRIMOND

Directement du producteur
CHAMPAGNE
BARON FUENTE
Vigneron
21, av. F.-Drouet
02310 Charly-sur-Marne
19 à 23 F T.T.C. départ
Prix pour comités et collectivités
Tarif sur demande tél. : (23) 82.01.97.



Nous commençons aujourd'hui la publication d'une série « spécial élections » qui s'achèvera à la veille du premier tour du scrutin de mars.

A travers les différentes régions françaises et en axant chacune de nos études sur un thème, nous nous efforcerons, au cours des sept prochaines semaines, de faire apparaître à la fois les visages et les arguments des candidats socialistes, notamment de ceux et de celles qui — n'étant pas députés sortants — ont de sérieuses chances de gagner à la gauche de nouvelles circonscriptions.

Notre première étape nous conduit dans l'Est, et d'abord en Alsace, où la gauche a précisément d'autant plus à gagner qu'elle part de très bas. Comme le montre Gérard Le Gall, c'est déjà le P.s. qui, ces dernières années, a assuré sa progression. Il en sera de même le 12 mars avec de jeunes candidats qui se sont déjà imposés localement comme Marc Brunschweiller à Strasbourg et Jean-Louis Hoffet à Mulhouse, qu'entourent dans les deux départements alsaciens une pléiade d'hommes de qualité qui ont noms Jean Oehler, Lucien Ganter, Louis Boltz, Pierre Lagarrigue, Michel Gruner, Pierre Mammoser et Gérard Schotter dans le Bas-Rhin ; Bernard Wemaere, Etienne Bannwarth, Jean-Pierre Baumler, Bernard Reimeringer, dans le Haut-Rhin.

Progrès aussi à attendre dans les Vosges, particulièrement avec Serge Thibers à Epinal (voir page 10) et à Saint-Dié avec Christian Pierret, bien placé pour battre le sous-ministre Lionel Stoleru, dernière recrue du parti giscardien.

En Lorraine, la Meurthe-et-Moselle peut causer d'autres surprises, notamment en élisant à Lunéville le socialiste Jean Lhommée contre le ministre de l'Education René Haby, tandis qu'à Nancy Jean-Jacques Servan-Schreiber comme le secrétaire d'Etat Claude Coulais sont sérieusement menacés. Quant à la Moselle, on y surveillera particulièrement les circonscriptions de Metz-1 et Metz-2 et celle de Thionville, où les progrès des candidats socialistes seront également un test de la nouvelle audience conquise par le P.s.

Les élections de 1973 avaient marqué, pour le courant socialiste, le début de la conquête de l'Ouest, confirmée par les cantonales de 1976 et les municipales de 1977. Des législatives de mars prochain on pourra dire sans aucun doute : à l'Est, du nouveau !

C. E.

STRASBOURG : UNE CHANCE DE BATTRE LA DROITE

C'est de son lit d'hôpital que Marc Brunschweiller va mener campagne pour emporter le siège de la première circonscription du Bas-Rhin. Un grand nombre de lettres d'encouragement après son récent accident de voiture l'ont, en effet, convaincu de maintenir sa candidature.

Marc Brunschweiller (vingt-sept ans) est membre du Parti socialiste depuis 1974. Protestant et théologien, il est secrétaire général du groupe socialiste du Conseil de l'Europe. Sa victoire contre Robert Grossmann, l'ancien secrétaire des jeunesses de l'U.d.r., lors d'une élection cantonale partielle, il y a deux mois, l'a placé tout d'un coup aux premiers rangs de l'actualité régionale et même nationale.

C'est ce même adversaire que Brunschweiller trouvera en face de lui le 12 mars sous la bannière du R.p.r. (Radius, le député sortant, ex-U.d.r., dont Grossmann était le suppléant, ne se représente pas : à noter que le jeune conseiller général socialiste l'avait battu aux cantonales de 1976). Emile Koehl, adjoint au maire de Strasbourg, portera les couleurs centristes sous l'étiquette C.d.s.

Un sondage effectué récemment par le R.p.r. donnait 32 % des voix à son candidat, 30 % au candidat socialiste, 20 % au centriste, 7 % au communiste et 8 % au candidat écologiste et à celui ou à ceux de l'extrême gauche réunis.

« Les jeux sont ouverts, dit Brunschweiller. Cette circonscription (en gros le centre de Strasbourg) a la réputation d'être une circonscription bourgeoise ; mais, si l'on examine les statistiques, on s'aperçoit que c'est faux. La population ouvrière et les employés représentent 52 % des habitants. A noter aussi qu'on y compte un pourcentage important de l'intelligentsia universitaire. Le canton de la gare, par exemple, est très populaire. Dans le quatrième — l'ancien canton du maire de Strasbourg Pflimlin —, la gauche a obtenu, lors de la dernière élection, 44 % des suffrages. Sans même que nous y ayons beaucoup manifesté notre présence. »

Des thèmes spécifiques de la campagne du candidat socialiste ? « Tout ce que prévoit le Parti socialiste en matière de régionalisation correspond bien à la sensibilité alsacienne », répond Marc Brunschweiller. Il exposera le bilan, dérisoire et même catastrophique, de vingt-cinq ans de gestion de la droite en Alsace.

Un exemple qui montre bien la médiocrité du personnel politique de droite : André Bord, ancien ministre et député de la deuxième circonscription, n'a pas voulu, en 1964, de l'autoroute Strasbourg-Mulhouse-Bâle, alors que l'Etat était prêt à la financer à 100 %. Aujourd'hui, parce que cette liaison est →

A L'EST DU NOUVEAU



absolument nécessaire, les Alsaciens devront la financer de leurs deniers. Autre exemple : lorsque Chirac était Premier ministre et avait mis sur pied ses deux plans de relance, les élus alsaciens n'avaient rien à proposer... et n'eurent pas un centime.

Le danger pour Brunschweiller : une campagne à l'américaine de Grossmann, contre laquelle il serait difficile aux militants de Strasbourg de faire face. Et surtout l'arrivée en tête du centriste au premier tour. Les observateurs font en effet remarquer que, dans les milieux centristes strasbourgeois, on préférerait voter Brunschweiller que Grossmann. Cet affidé de Chirac fait, comme son maître, peur à la bourgeoisie alsacienne. On pense aussi que pas une voix communiste ne devrait manquer au second tour au candidat socialiste : « La poussée de la gauche est tellement neuve, ici, remarque un observateur, que personne — des communistes à l'extrême gauche, en passant par les écologistes — ne voudrait priver d'une voix un candidat qui a des chances de battre la droite. »

MULHOUSE : LA ROSE CONTRE LE TREFLE

La situation politique à Mulhouse est apparemment des plus ambiguës. Une ambiguïté que le député-maire Muller n'a cessé d'entretenir. Elu comme « réformateur », donc député de l'opposition, en 1973, Emile Muller avait quitté le Parti socialiste après le congrès d'Epinay. Il fait actuellement partie du « Mouvement démocrate socialiste de France » de Max Lejeune et est encore perçu par une partie de l'électorat

LA DROITE GARDERA SANS DOUTE L'ALSACE... MAIS N'AURA PLUS LA LORRAINE

Marc Brunschweiller, le soir de sa victoire sur Robert Grossmann, dans une cantonale partielle.



Dans la grande région Est où, pour les besoins de l'étude, nous avons fédéré l'Alsace (Bas-Rhin, Haut-Rhin) et la Lorraine (Meurthe-et-Moselle, Moselle, Meuse, Vosges), la droite bénéficie depuis longtemps de ses meilleurs soutiens. Dès le référendum du 28 septembre 1958, la cause est entendue. Seule la Basse-Normandie leur ravit au fil de la Ve République la palme des régions les plus gaullistes. Fidélité indéfectible jusqu'au référendum du 27 avril 1969, dont le résultat entraîna le départ du général de Gaulle. Cinq ans après, lors de l'élection présidentielle de mai 1974, Valéry Giscard d'Estaing, s'il réussit son meilleur résultat en Alsace, s'impose plus difficilement en Lorraine : ici François Mitterrand atteint la majorité dans cinq circonscriptions et en Meurthe-et-Moselle. Jusqu'à présent, les consultations législatives ne furent guère aussi favorables à la gauche : de novembre 1958 à mars 1973, ses diverses composantes ne purent l'emporter qu'à sept reprises dans cinq des trente-quatre circonscriptions. Encore convient-il de préciser qu'Emile Muller, député socialiste de Mulhouse en 1958 et 1962, « tournera casaque » pour se faire élire en 1973 sous l'étiquette « réformateur ». Bref, si on peut légitimement parler pour la gauche, notamment en Alsace, de « terres de mission », on décèle néanmoins des signes manifestes de mutation.

De 1965 à 1974, François Mitterrand gagne dix points en Alsace, treize points en Lorraine, et jusqu'à dix-huit points en Moselle ! Lors des derniers scrutins législatifs, le P.S. assume seul la croissance de la gauche. Il se développe partout — notamment en Moselle, dans la Meuse et les Vosges — alors que le P.c. subit dans les six départements une lente érosion. Entre 1967 et 1973, le premier passe de 9,6 à 16,1 %, tandis que le second régresse de 15,4 à 13,1 %.

En dépit d'une forte concentration ouvrière, le P.c. demeure traditionnellement faible en Alsace et relativement modeste en Lorraine. Son meilleur score alsacien sous la IVe République et sous la Ve République (13 % en 1946) atteint à peine son niveau le plus bas de la IIIe République (12 % en 1932). En Lorraine, il réunit en 1956, avec 26 %, sa meilleure performance et, depuis, il régresse plus qu'en moyenne au niveau national. Entre un P.s. (ou U.g.s.d.) qui retrouve depuis 1967 un rôle actif de développement (voir tableau) et un P.c. en perte de vitesse, la concurrence sera particulièrement intense et décisive pour l'avenir. Ici, peut-être plus que nulle part ailleurs — maintien de la

LETTRE D'UN ALSACIEN
UN JOURNALISTE DE "L'U

PAR ROGER SIFFER

mulhousien comme un socialiste. C'est ce courant que le candidat du P.s., Jean-Louis Hoffet, trente-sept ans, directeur de l'Université populaire d'Alsace, aura à remonter.

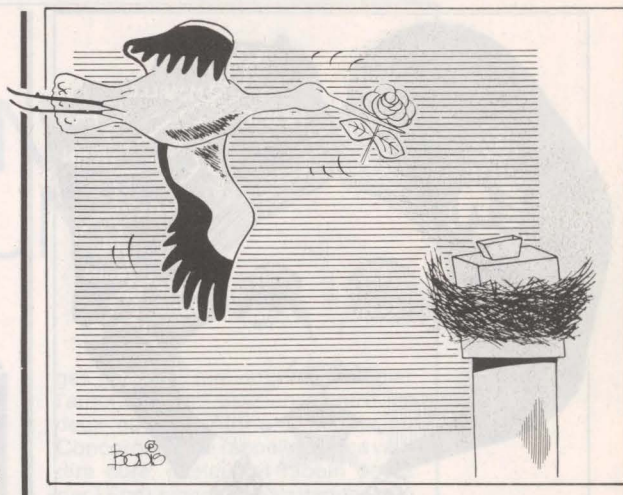
Mais, si Muller conserve une certaine popularité en tant que maire, il est de moins en moins bien considéré en tant que député. Les Mulhousiens n'apprécient guère cet élu qui ne tient pas de permanence et n'accorde que très difficilement des audiences dans sa mairie. A noter aussi que les communes suburbaines, qui constituent 12 % de l'électorat de cette première circonscription du Haut-Rhin, aimeraient bien avoir un député qui ne soit pas le maire de Mulhouse, président du Sivom, qui régente tout à leur détriment.

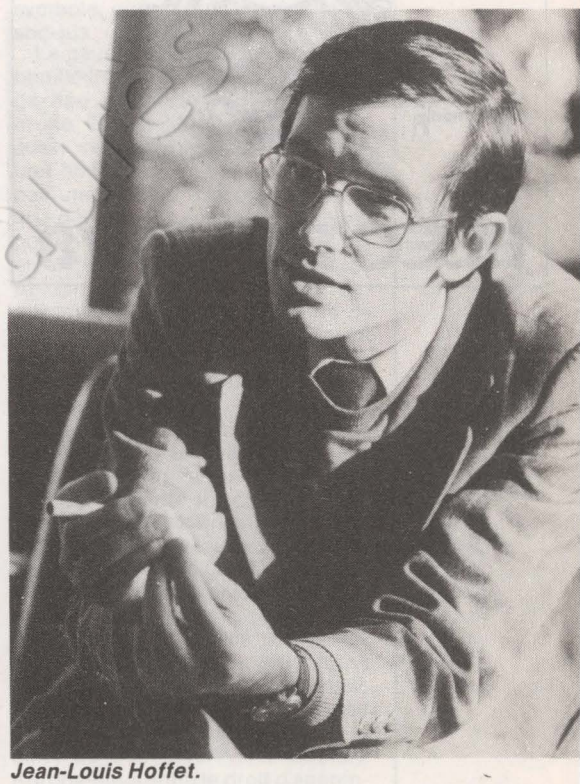
La droite mulhousienne s'est également trouvé un candidat R.p.r. : Laurent Horter. « Je ne suis au R.p.r. que depuis un an. Chirac m'a investi, mais moi je n'avais pas voté le budget », déclare à qui veut le croire ce nouveau venu dans le monde politique. Le candidat chiraquien est en effet issu d'un mouvement apolitique de droite : « Mulhouse demain », qui avait présenté une liste lors des dernières élections municipales et qui faisait figure d'opposition à Muller. Le résultat de l'opération : la gauche n'avait obtenu que 12,5 % des suffrages. Alors qu'aux cantonales, en dépit de la jeunesse et d'une insuffisante implantation de ses candidats, elle avait atteint une moyenne de 19 % sur la ville.

Cependant, le candidat R.p.r. ne fait pas le poids. C'est en tout cas ce que l'on dit dans le chef-lieu du Haut-Rhin, où le duel Hoffet-Muller apparaît comme essentiel. On fait aussi remarquer que le maire de Mulhouse n'avait conservé sa place à l'hôtel de ville qu'avec 29 % des suffrages des inscrits.

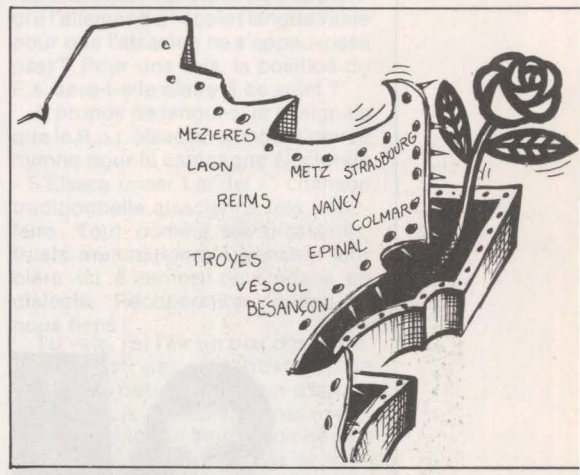
Il y aura, cependant, pour le candidat socialiste un autre handicap : les écologistes. Antoine Waechter, le leader de l'écologie alsacienne, figure de proue du mouvement écologiste national, est candidat. Lors des dernières élections municipales, les écologistes avaient atteint le score de 13,1 % des suffrages exprimés au premier tour. Réussiront-ils la même performance ? Sur quel candidat se porteront leurs voix au second tour ?

Logiquement, elles devraient aller au candidat socialiste. Jean-Louis Hoffet n'a-t-il pas créé, il y a huit mois, un comité de quartier à la Fonderie-Hasenheim ? Ce comité lutte, entre autres, contre la mise à grand gabarit du canal Rhin-Rhône qui coupe- →

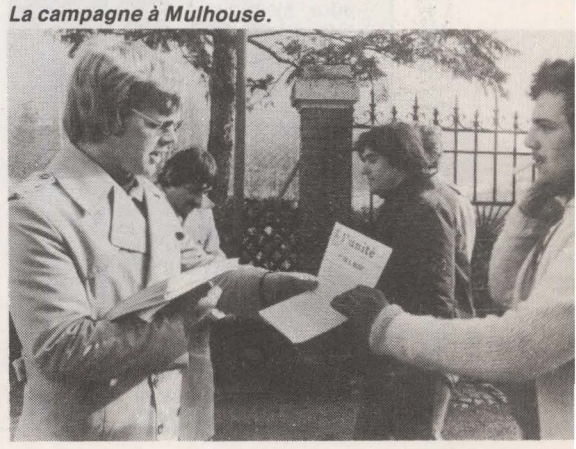




Jean-Louis Hoffet.



La campagne à Mulhouse.



pratique religieuse, forte concentration ouvrière, problèmes aigus de chômage et de mutation économique —, on pourra tester l'écho de l'appel du P.c. aux chrétiens et apprécier la sanction démocratique de l'interprétation du Programme commun. Après les succès des cantonales de mars 1976, où le P.s. fit la conquête de douze cantons (deux pour le P.c., un pour le M.r.g.), et les résultats des dernières municipales, où le P.s. triompha à Verdun, Commercy, Mayange, Woippy, Rombas, Guénange, Lunéville, Longuyon, Epinal, Neufchateau, Gobbey, Wittenheim, Schiltigheim, Bisheim, gageons que le P.s. — qui a su devenir dans l'Est en 1973 la première force de la gauche — confirmera largement la tendance. Le P.c., avec ses nouvelles municipalités de Thionville, Yutz, Behren-les-Forbach, Longwy, Jœuf..., pourra-t-il refaire une partie du terrain perdu ?

Si, avec vingt-six nouveaux candidats sur trente-quatre, la forte progression socialiste en Alsace et en Lorraine contribuera à la réalisation, voire au dépassement de l'objectif national des « 7 millions de voix », elle permettra aussi à la gauche d'engranger de belles victoires. Dans les Vosges, Serge Thibers à Epinal, Christian Pierret à Saint-Dié, dans la Meuse, René Vigneron à Verdun, en Meurthe-et-Moselle, Job Durupt à Nancy-2e et Jean-Claude Bouillé à Thionville devraient l'emporter et renforcer l'action de Jean Bernard (Meuse 1re) dans la région. Jean Lhommée, Jean-Paul Chagnollaud, Jean Laurein peuvent créer la surprise à Lunéville, à Toul et à Metz. Outre ses deux sièges de 1973 à Briey et à Thionville-Ouest, le P.c. peut l'emporter à Longwy.

Dans l'Est, la droite, qui était hégémonique dans un passé récent — en 1973 la gauche n'était-elle pas absente au second tour dans huit circonscriptions et n'y eut-il pas dix triangulaires ? —, pourrait ici plus qu'ailleurs se déchirer à belles dents. A Strasbourg, récemment, Marc Brunschweiller a su trouver la brèche. Les 12 et 19 mars, la droite conservera probablement l'Alsace, mais elle n'aura plus la Lorraine !

GERARD LE GALL

LA GAUCHE ELECTORALE DANS L'EST

DEPARTEMENTS	F. MITTERRAND 2e tour 1965	U.G.S.D. 1967	1968	1973	P.C. 1967	1968	1973	TOTAL GAUCHE * 1973	F. MITTERRAND 2e tour 1974
Bas-Rhin	**20,1 %**	**5,4**	**7,9**	**12,2**	**9,3**	**7,2**	**7,6**	**21**	**32,9**
Haut-Rhin	**25,9 %**	**13**	**10,3**	**12,5**	**8,7**	**7**	**8,4**	**23**	**34,2**
Moyenne Alsace	22,6 %	8,7	9	12,4	9,1	7,2	7,9	22	33,5
Meurthe-et- Moselle	**41,3 %**	**14,1**	**11,7**	**14,9**	**25,6**	**20,4**	**23,3**	**42,5**	**50,5**
Moselle	**28,2 %**	**4,3**	**9,1**	**16**	**16,5**	**13,7**	**14,6**	**33**	**46**
Meuse	**33,3 %**	**12,8**	**17,7**	**26,6**	**16,2**	**15,2**	**13,2**	**41,5**	**45,8**
Vosges	**37,09 %**	**14,7**	**15,6**	**25,2**	**14,8**	**10,8**	**13,4**	**39,9**	**45,7**
Moyenne Lorraine	34,43 %	10,2	10,8	18,5	19	15,4	16,9	38	47,04 %

*** P.s. - P.c. - P.s.u. - Extrême gauche.**



ELECTIONS 78



rait ce quartier en deux. Canal auquel les écologistes alsaciens sont farouchement opposés.

La campagne de Jean-Louis Hoffet et de ses camarades se fera sur le thème de la reconquête de Mulhouse : « Mulhouse est la seule grande ville d'Alsace a avoir été très longtemps socialiste », remarque Jean-Louis Hoffet. François Mitterrand avait obtenu, à l'élection présidentielle de 1974, de 41 % à 60 % selon les quartiers.

Une seule phrase sur l'affiche du candidat, en quadrichromie : « Jean-Louis Hoffet, le député socialiste pour Mulhouse », et le poing et la rose. Mais une rose bleue. En réponse au trèfle bleu de la campagne de propreté prônée par Muller pour sa ville. Un symbole ?

LUNEVILLE: HABY EN FAIT TROP, LHOMMEE FAIT CE QU'IL FAUT

René Haby joue au baby-foot. René Haby à l'école avec « ces enfants qu'il connaît si bien » (sic). René Haby à la boucherie. René Haby « dans les rues de Virecourt ». René Haby au conseil municipal...

Non, ce n'est pas l'album des photos de famille. Pas non plus le bulletin municipal : pour le moment, René Haby doit se contenter d'être ministre de l'Education. Il n'a aucun mandat électif... Et cela lui manque ! C'est pourquoi René Haby, candidat aux prochaines élections législatives dans la circonscription de Lunéville, a cru bon de financer (comment ?) un journal bien à lui, « le Journal de Lunéville et de l'arrondissement »

Beau papier, ma foi, et des photos du cher René à — presque — toutes les pages. Faut ce qu'il faut ! Il est vrai que le candidat Haby n'est pas très bien parti. D'abord, il a du mal à se remettre de son échec retentissant à Lunéville lors des municipales de 1977 : la liste d'Union de la gauche, conduite par Jean Lhommée, socialiste, candidat en mars prochain, est passée avec 51,8 % des voix. Et, sur sa propre liste, le ministre de l'Education n'arrivait qu'en dixième position ! Dure réalité du panachage autorisé dans les villes de moins de trente mille habitants...

Et surtout, le P.s. a beaucoup progressé depuis 1973, où il faisait 13,35 % des voix. Aux cantonales de 1976, Jean Lhommée est élu conseiller général, devançant au premier tour le candidat communiste avec 23 % des voix contre 14 %. Le phénomène s'amplifie encore aux dernières élections municipales : dès le premier tour, la liste du P.s. atteint 33 % des voix.

La circonscription de Lunéville est donc considérée comme l'une des « meilleures » par la fédération socialiste de Meurthe-et-Moselle. Le tandem composé par Jean Lhommée, cinquante-cinq ans, nouveau maire de Lunéville — un directeur d'école à l'ancienne, économe de paroles et porté sur l'action —, et Daniel Reiner, professeur de mathématiques à Blainville, part gagnant.

Mais ce n'est pas joué d'avance : Haby a perdu la mairie à huit cents voix près... Et la droite « met le paquet » pour gagner cette fois-ci : M. de Tahlouët, conseiller général P.r., aurait bien aimé tenter sa chance au premier tour. Pas question, a-t-on décidé en haut lieu : Haby doit être le candidat unique de la droite... A Lunéville et dans les villages alentour, c'est depuis six mois un défilé incessant de ministres : Michel d'Ornano, Simone Veil, Christian Beullac, Pierre Méhaignerie, tous sont allés « au charbon » pour soutenir leur « cher ami » Haby. Lequel s'est soudain souvenu, après trente-huit ans d'absence, qu'il était « un enfant du pays » et passe ses week-ends à inaugurer les chrysanthèmes tous azimuts... « Il remue beaucoup de vent », affirme un commerçant de Lunéville. Pas tellement le genre qui plaît ici...

EPINAL: THIBERS A UNE BONNE IMAGE

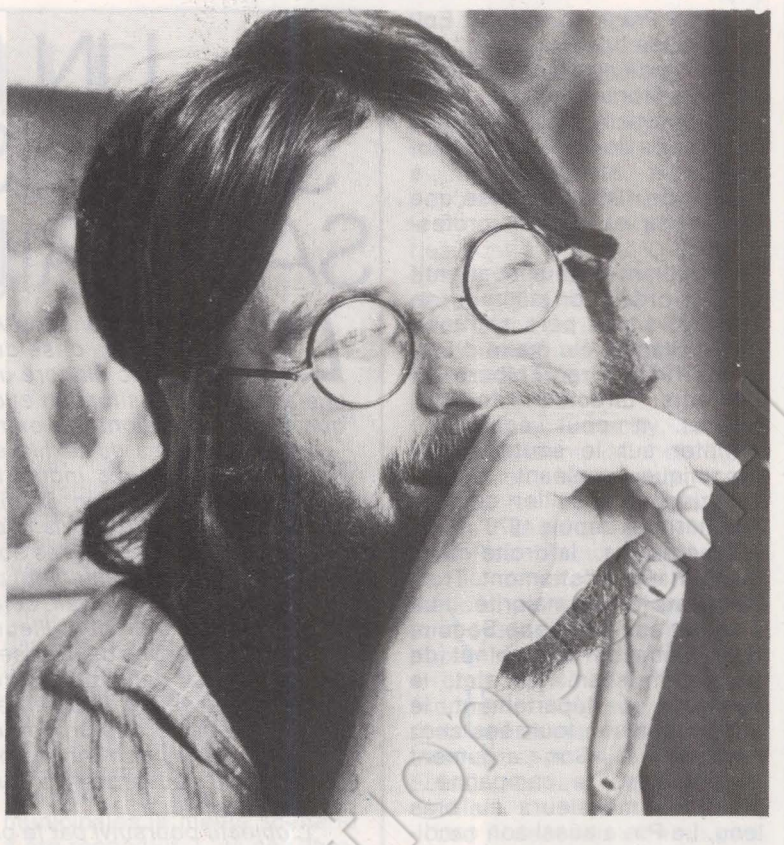
Moustache en brosse, regard doux derrière des lunettes, Serge Thibers n'a pas l'allure du candidat classique. « C'est un grand honneur pour moi d'avoir été désigné », dit-il sans fausse modestie. Il se présente en effet sous les couleurs du Parti socialiste à Epinal. Avec une bonne chance d'emporter le siège.

A trente-huit ans, Thibers « le Chat », ainsi qu'il se surnomme lui-même, affronte ce baptême du feu avec résolution et bonne humeur. Mais avec une pointe de trac. Encore étonné de son ascension. Né en Algérie, il appartenait à une famille de petits colons. La guerre et des drames familiaux l'obligent à travailler dès seize ans et à s'ins-

LETTRE D'UN ALSACIEN A UN JOURNALISTE DE "L'UNITE"

PAR ROGER SIFFER

Comment va se comporter l'Alsace lors des prochaines élections ? Il nous a semblé intéressant d'avoir l'avis d'un Alsacien « représentatif », de quelqu'un qui se bat pour que les droits et particularités de l'Alsace soient reconnus. Nous nous sommes donc adressés au chanteur compositeur Roger Siffer, qui a déjà alerté l'opinion dans nos colonnes : « Les Alsaciens sont-ils les derniers Indiens d'Europe ? », s'interrogeait-il dans un entretien accordé à « l'Unité » en mai 1976 (voir notre numéro 207). Il faut également rappeler qu'en 1974 Roger Siffer, à l'occasion de l'élection présidentielle, s'était prononcé en faveur du candidat unique de la gauche, François Mitterrand. Qu'attend-il aujourd'hui de la consultation qui approche ? Il a répondu librement, sous forme d'une lettre amicale adressée à notre collaborateur Jean-Paul Liégeois.



Salü, salü, tout va bien. A part l'autobus qui est cassé et les emmerdements dus à ma rupture de contrat avec ma maison de disques (histoires d'affiches, etc ; enfin, tu vois !). Ma copine et ma fille te remercient de ton bonjour. Et, à propos de merci : je te remercie pour la tribune libre que tu me proposes dans ton canard. J'avoue que c'est pas de la tarte, parce que va sonder les Alsaciens en ce moment... qui sont déjà pas faciles en temps normal. Et, en plus, quand je pense à la façon dont vous autres, Parisiens, allez disséquer ce que je vais dire...

L'Alsace face aux élections ? Je crois qu'il faut d'abord te dire comment je sens l'Alsace actuelle. Je ne vais pas te faire un show, mais l'Alsace est le plus beau et le plus vert des pays. Sauf que... Et c'est là qu'on va y arriver.

L'Alsace est la région la plus sous-scolarisée de France. Pour 1974-1975, l'académie de Strasbourg, avec 56,6 % des jeunes de seize ans scolarisés, était au vingt-quatrième rang parmi les vingt-cinq académies. En 1968, elle tenait déjà le même rang, mais avec 44,3 % de jeunes scolarisés. Pour les jeunes de dix-sept et dix-huit ans, l'Alsace a un taux de scolarisation au-dessous de la moyenne nationale de 1968. Parallèlement (et, là, je n'ai plus les chiffres exacts en tête), on a appris récemment — et « de source officielle », comme ils disent — que l'Alsace compte le plus fort pourcentage de femmes sous-qualifiées au mètre carré en France. A part ça, il y a une baisse inquiétante de la natalité (en dix ans, de 26 000 naissances par an à 20 000), dans des proportions supérieures à la moyenne nationale. Une mortalité supérieure d'un cinquième à la moyenne nationale.

Et, pour mémoire, l'Alsace est dans le groupe de tête des régions dont le produit de l'impôt sur le revenu est supérieur à la moyenne française... Encore des chiffres : l'Alsace a versé deux fois plus dans les caisses de l'Etat (5 123,10 F par habitant en 1974) que le Limousin (2 175,50 F), alors que la moyenne française était cette même année de 3 271,4 F. Mais elle se trouve à la dernière place en ce qui concerne le taux de progression des enveloppes financières.

Je sais, tous ces chiffres sont rasoirs... mais, si on (François Mitterrand) parle de reconquérir l'Alsace, il vaut mieux ne pas imaginer la région prospère et dodue des prospectus publicitaires. Alors, un dernier chiffre et j'arrête : mille sept cents gravières abandonnées polluant la nappe phréatique, plus grande réserve d'eau potable d'Europe ; la superficie d'un village alsacien rayé de la carte tous les ans ; et ce gravier — nouvel or du Rhin — exporté vers l'Allemagne, la Suisse, la Hollande, à des prix de 50 à 60 % inférieurs à ceux du marché français.

Voilà la situation face aux élections. Et encore, je ne parle pas des autres problèmes... Culturels, par exemple. 80 % des gens parlent l'alsacien, mais pour combien de temps encore ? Il y a eu, à mon avis, il y a quatre ans, le fait le plus important de l'histoire récente de l'Alsace. La population a occupé un terrain où devait se construire une usine de plomb déclarée nocive en Allemagne. Les occupations de terrains de futures centrales nucléaires ont suivi. C'était le début des mouvements écologistes alsaciens. Avec, pour première conséquence, la naissance spontanée d'une « Internationale alsaco-bado-suisse » (l'Allemand n'est plus l'ennemi) et, surtout, deuxième conséquence, une prise de conscience politique. Puisque c'est le pouvoir en place qui promotionne ce genre d'industries, peut-être que du côté de l'opposition on trouverait éventuellement... Seulement, voilà : chez les uns du Programme commun, on est carrément pour, et chez les autres, localement, on reste flous... Alors, tu vois qu'il est assez difficile de prophétiser les résultats en Alsace. D'un côté comme de l'autre... Je pense que, pour les élections, l'Alsace ne peut être qu'en tête pour les abstentions.

Bien sûr, t'as pas besoin d'avoir mangé la sagesse à la cuillère, comme on dit chez nous, pour deviner quels pourraient être les arguments massues de dernière minute (on est habitués !). J'espère cependant que l'anticléricalisme traditionnel ne jouera pas à fond sur les problèmes du Concordat. Dieu sait pourtant que je suis anticlérical ! Mais le Concordat en Alsace est un symbole. C'est un truc qui date de Napoléon, aboli en France en 1905. Seulement voilà, en 1905, nous, on était allemands. Et le fait d'être allemands, à part le maintien du Concordat, nous a aussi valu une Sécurité sociale à 90 %. Entre autres avantages. Peut-être que les stratèges parisiens feraient bien d'étudier l'autonomisme alsacien d'entre les deux guerres. Alors, s'attaquer au Concordat (je te rappelle que ça veut dire curé, pasteur et rabbin payés par l'Etat) signifierait s'attaquer à un symbole, donc aussi aux avantages sociaux...

La gauche s'intéressera-t-elle aux bouilleurs de cru ? C'est la chasse gardée de certains députés de droite. En Alsace, tu sais, c'est pas aussi simple. C'est pas seulement une histoire de schnaps, et surtout pas une histoire d'alcoolisme (tous les députés de droite en Alsace pourraient donner les proportions en chiffres de production de schnaps et d'importation de whisky, par exemple). En fait, ne plus faire de schnaps, ça signifie un changement radical de la faune et de la flore : les arbres fruitiers sont abandonnés et remplacés par des résineux qui poussent vite. D'où changement de l'humidité, nouvelle faune, etc. Sans parler des immenses terres abandonnées. J'arrête sur ce point.

En tout cas, j'espère que la gauche sera claire au niveau de la langue. Qu'on ne verra plus d'instituteurs français, même s'ils ont une prime de difficulté de langue, (véridique) parachutés en Alsace dans des villages... où 80 % des enfants ne comprennent pas un mot de français (si jamais un de tes confrères ne croit pas ce que je raconte, je lui paie le billet de train pour venir vérifier). Aurons-nous enfin le droit d'apprendre l'allemand à l'école (langue vitale pour que l'alsacien ne s'appauvrisse pas) ? Pour une fois, la position du P.s. sera-t-elle claire à ce sujet ?

A propos de langues, je te signale que le R.p.r. alsacien a choisi comme hymne pour la campagne électorale « S'Elsass unser Landel » : chanson traditionnelle alsacienne très populaire. Tout comme les brasseries, trusts multinationaux, vendent leur bière ici à renfort de slogans en dialecte. Récupération, quand tu nous tiens !

Tu vois, j'ai l'air un peu désabusé, mais c'est pas par hostilité, je t'assure. Tout comme bien d'autres Alsaciens, je ne demande pas mieux que ça change, et mon espoir ne date pas d'hier (je ne sais pas si tu te souviens, mais j'avais déjà soutenu Mitterrand à la dernière élection présidentielle, ce qui m'avait valu pas mal d'insultes). Seulement voilà : j'estime, comme d'autres et peut-être davantage, que l'Alsace vaut mieux que des promesses faites pour les campagnes électorales et oubliées ensuite...

Cela dit, le vin d'Alsace est toujours aussi bon. Et j'espère qu'on te reverra bientôt à la maison. Amitiés.

P.s. Si jamais cette « tribune » passe dans ton journal, n'oublie pas de dire qu'ils veulent exploiter des mines d'uranium dans la plus verte des vallées, le Val de Villé. »



taller en France. Il choisit Epinal à cause des Images... Là, il gagne sa vie diversement : O.s. un an à Montefibre par exemple. A vingt-cinq ans, il reprend ses études de droit et de philosophie à Strasbourg et à Nancy. En 1969, il épouse une Vosgienne et devient professeur.

Ce militant sérieux et attentif doit sa promotion au rang de candidat à son père spirituel, Pierre Blanck, élu maire d'Epinal en 1977. Serge Thibers est d'ailleurs directeur de son cabinet. Il peut également compter sur le soutien d'un dynamique suppléant : Gilbert Didierjean, conseiller général de Charmes depuis 1976.

Face au P.s., la droite manifeste un léger flottement. Trois candidats de la majorité... Le plus sérieux : Philippe Seguin, R.p.r., attaché au cabinet de Barre. Christian Poncelet, le seigneur du département, le pilote dans ses tournées chez les maires. Son argument majeur dans la campagne : jouer les messieurs au bras long. Le P.r. a aussi son candidat, un ami de Lionel Stoleru, ex-militant C.f.d.t. qui vient d'être victime d'une décision parisienne : un schreibérien, André Bœuf, a annoncé sa candidature à la mi-janvier. Sans doute faut-il y voir un effet de la concurrence sauvage entre Poncelet et Stoleru, le second se présentant à Saint-Dié... au grand dam du premier, qui voit arriver avec déplaisir un sous-ministre dans son fief. Symptomatique des bagarres que se livrent sans tendresse R.p.r. et P.r. dans toutes les régions.

Dans ces circonstances, le candidat socialiste est bien placé D'autant que la circonscription est favorable : tous ses conseillers généraux sont de gauche ; la ville d'Epinal elle-même a un maire socialiste depuis mars 1977. Et les législatives de 1973 n'avaient vu la défaite de Pierre Blanck que de 900 voix... .

Serge Thibers n'a pourtant rien de triomphaliste. Sa campagne, il la mène sur le thème de l'ouverture d'esprit. « Dans cette région, dit-il, les gens sont fidèles Ils l'ont été au gaullisme, mais se sentent trahis par lui aujourd'hui. Ils ne savent pas encore très bien où voter. Ils ont été séduits par le socialisme. Mais ils ne sont pas encore conquis. »

UN PLAN SOCIALISTE POUR SAUVER LE TEXTILE

L'Est, le département des Vosges en particulier, est touché de plein fouet par la crise du textile. La fédération du P.s. des Vosges a donc élaboré un plan textile qui propose à la fois une analyse de la situation et quelques éléments pour une politique. Nous en publions des extraits :

« Les industries du textile et de l'habillement fournissent près de 13 % des emplois industriels en France. Mais ces emplois diminuent de 5 % par an. En dix ans, le nombre des entreprises a été réduit de moitié, et la production, en 1975, est revenue au niveau de 1969. Les salaires sont en retard de 15 % dans le textile et de 30 % dans l'habillement par rapport à la moyenne française. Et les conditions de travail, déjà pénibles, s'aggravent.

Il faut donc chercher ailleurs que dans les exigences des travailleurs les raisons de la crise : dans la sous-consommation textile (12,9 kg par habitant, contre 19 kg en R.f.a. et 25 kg aux Etats-Unis), aggravée par l'austérité du plan Barre ; dans les importations sauvages à des prix de dumping ; dans les difficultés rencontrées par les entreprises pour investir ; et dans l'absence de politique du gouvernement qui n'encourage pas la sauvegarde de cette activité...

L'objectif poursuivi par le plan des socialistes vosgiens est de donner un ballon d'oxygène aux industries du textile et de l'habillement, pour leur permettre de passer le cap des cinq ans et d'améliorer les conditions de travail et d'emploi.

Ainsi, nous devons prendre des mesures contre les importations sauvages pour rétablir une situation normale. En échange, les entreprises moyennes — sur elles repose l'avenir de l'industrie textile — devront investir pour s'adapter à la concurrence internationale. Elles en auront les moyens grâce au soutien du système bancaire, nationalisé dans son intégralité, et grâce à l'aide directe des pouvoirs publics. Les grands groupes industriels seront restructurés, en particulier dans les fibres, grâce aux nationalisations. N'oublions pas qu'une part notable des importations vient de filiales des groupes qui investissent à l'étranger...

Il faut donc contrôler étroitement ces investissements à l'étranger par la voie contractuelle et dans le cadre de la planification.

Ces mesures devraient permettre une revalorisation du travail. La reconquête du marché intérieur et la présence sur les marchés extérieurs supposent un effort constant de créativité et de qualité des produits. Or, produit de qualité = main d'œuvre plus qualifiée = salaires plus élevés et meilleures conditions de travail.

L'avenir des industries de ce secteur peut et doit passer par les moyennes entreprises. Mais elles doivent faire effort pour développer leur créativité et leur combativité, travailler en commun pour prospecter les marchés nouveaux. Enfin, les mesures salariales du Programme commun permettraient de retrouver un marché « porteur », donc un accroissement de la production, donc une reprise de l'embauche.

Dans les Vosges, certaines mesures spécifiques s'imposent : implanter un important secteur bancaire, améliorer la distribution, créer un office « qualité Vosges », qui aiderait à la créativité des entreprises par un atelier de création de modèles, ou par la formation de travailleurs plus qualifiés, et encouragerait la reconversion vers des « créneaux » plus intéressants.

Enfin, ce plan doit s'intégrer dans un programme de développement régional, le désenclavement des Vosges et la création d'un secteur tertiaire. »

CHARLEVILLE: L'HOMME QU'IL FAUT POUR L'EMPLOI

C'est dans la deuxième circonscription des Ardennes que se présente Jean-Paul Bachy, responsable à l'Emploi et à la Formation professionnelle du P.s. et conseiller municipal de Charleville depuis les dernières élections.

Une circonscription assez hétérogène, puisqu'elle comprend la moitié du chef-lieu, Charleville-Mézières, vieux bastion socialiste, le plateau de Rocroi, zone forestière où l'influence du P.s. ne date pas d'aujourd'hui, et la vallée de la Meuse, qui regroupe toutes les activités industrielles de la région. Des P.m.e. assez archaïques — forges, fonderies, mécanique — souvent spécialisées dans un créneau limité : clouteries, boutonneries... Les usines les plus importantes sont souvent passées, ces dernières années, sous contrôle étranger : Arthur Martin, à Reiée, est maintenant dans l'orbite du groupe suédois Electrolux. Même scénario à l'usine Rhône-Poulenc de la pointe de Givet, qui négocie en ce moment son rachat par la General Motors. Du moins ces entreprises ont-elles évité la fermeture immédiate. Ce n'est pas le cas de toutes : le département compte aujourd'hui sept mille chômeurs et détient le record pour le chômage des jeunes : 65 % des demandeurs d'emploi sont des jeunes. A cela s'ajoute un chômage partiel non négligeable : on estime que plus de la moitié des entreprises travaillent au-dessous des horaires normaux.

Bref, la situation est plus qu'inquiétante : « Tout le potentiel industriel de la région est en chute libre. Sans parachute, car il n'existe aucune diversification industrielle. Il est donc urgent d'implanter de nouvelles industries. » Mais les Ardennais, c'est sûr, attendront de voir des usines s'installer chez eux pour y croire. Ils gardent de mauvais souvenirs de l'affaire Ford, qui devait créer six mille emplois dans les Ardennes avant... d'aller à Bordeaux aider Chaban-Delmas à conserver son siège. D'autant qu'aux dernières municipales le même scénario a été reconduit. L'usine Clare, filiale d'un groupe américain fabriquant du matériel électronique, avait, trois mois avant les élections, passé un contrat avec Charleville pour s'y installer... avant d'aller à Cambrai, où le secrétaire d'Etat aux P. et T., Norbert Ségard, souhaitait aider un candidat P.r. !

Dans le rapport des forces en présence, la gauche est pratiquement sûre de l'emporter. La deuxième circonscription avait voté pour François Mitterrand à 56 % en 1974. Le député sortant, l'ancien maire socialiste de Charleville, André Lebon, qui souhaite, à soixante-sept ans, laisser la place à d'autres, était élu depuis 1967. Dans la vallée de la Meuse, la plupart des mairies sont à gauche. C'est dire que le candidat R.p.r., un parachuté qui s'occupe des sections d'entreprise du R.p.r., et le candidat giscardien, peu influent dans la région, ont peu de chances.

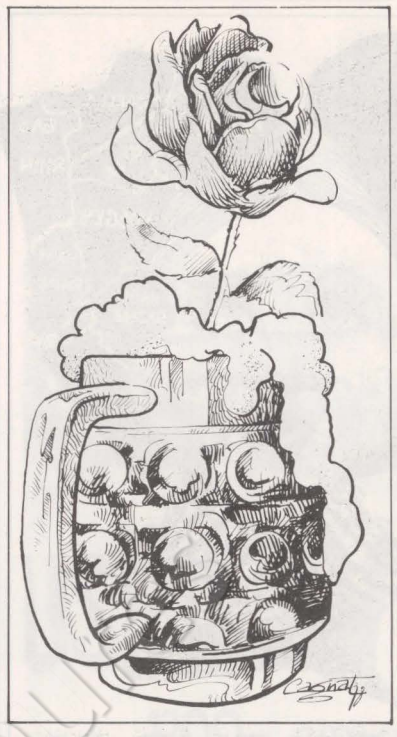
Face à eux, Bachy, comme son suppléant, Michel Ridrimont, sont des « enfants du pays ». Né à Charleville, de vieille souche ardennaise, Jean-Paul Bachy, professeur au Conservatoire des arts et métiers, est venu à Paris après ses études secondaires. Et, depuis plusieurs années, il a « repris le collier » chez lui. Ridrimont, lui, est directeur d'études et maire d'une petite ville de sept mille habitants, Fumay, reprise à la droite l'an dernier.

Les Ardennais, en tout cas, ont conscience que le chômage prend chez eux des proportions dramatiques. Et qu'il peut provoquer des drames comme celui survenu en début de semaine. En licenciant son personnel, une entreprise a privé de travail un de ses plus anciens employés : trente-trois ans de maison. Agé de cinquante-cinq ans, marié et père de quatre enfants, il ne l'a pas supporté. Il s'est suicidé lundi dernier.

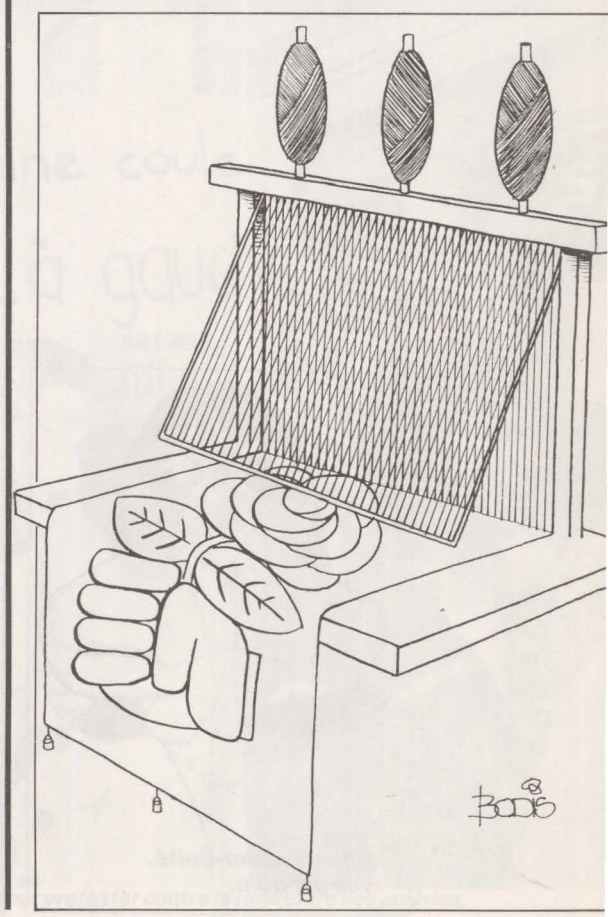
THIONVILLE: L'ALLIAGE A GAUCHE A PRIS

Thionville-Est est sur la liste rouge de tous les états-majors politiques : au cœur du pays sidérurgique et minier, cette circonscription sera sans aucun doute le test le plus significatif de l'évolution politique en Lorrraine.

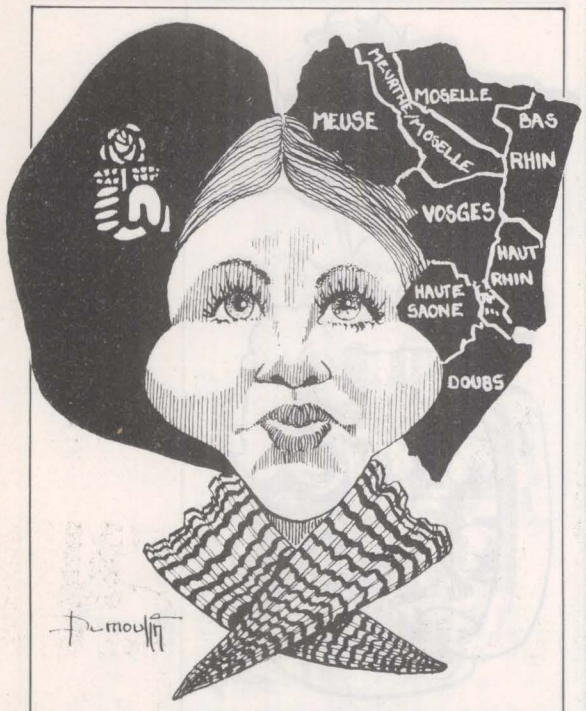
▶ Test, d'abord, de l'effondrement du capital confiance détenu par la droite dans une région qui fut longtemps un bastion de la majorité : Robert Schuman, qui obtint trois mandats législatifs consécutifs, y est encore considéré comme la « gloire locale ». Et, en 1968, le républicain indépendant Scnebelen obtenait quelque 70 % des voix !







→



Mais rien ne va plus pour la droite depuis les législatives de 1973, où le total des voix de gauche au premier tour a dépassé 40 %. Et, en 1974, François Mitterrand a atteint plus de 47 % des voix dans cette circonscription.

▶ Test, aussi, de l'évolution du rapport des forces au sein de la gauche. « Longtemps, explique un élu socialiste de Thionville, le P.c. était seul ici face au M.r.p. » Presque inexistant, le P.s. émerge brutalement en 1973. Jean-Claude Bouillé (instituteur) et son suppléant Pierre Cordier (ouvrier sidérurgiste), qui porteront encore en mars prochain les couleurs du P.s., réalisent un score de 17,5 % des voix. Le P.c. arrive toujours en tête de la gauche avec 23 %.

En 1976, la poussée se confirme : sur trois cantons à renouveler, le P.s. en prend deux. Dans le canton de Sierck, à dominante rurale, le candidat socialiste réunit dès le premier tour 49 % des suffrages ! Au printemps dernier, la gauche emporte quatre des cinq principales villes de la circonscription — dont Thionville, qui « tombe » avec 51 % de voix pour la liste d'Union de la gauche...

La « majorité » semble avoir, cette fois-ci, peu d'espoir de conserver le siège de député actuellement détenu par Henri Ferretti (P.r.), qui se représente. D'autant que trois autres candidatures de droite sont annoncées. A tel point que l'on craint fort, dans l'entourage d'Henri Ferretti, que le député sortant n'atteigne même pas les 12,5 % des inscrits, pourcentage nécessaire pour se maintenir au second tour...

Une dégringolade qui s'explique, bien sûr, comme partout en France, par l'échec économique et social de la droite au pouvoir Mais cet échec a pris ici des dimensions catastrophiques. La crise de la sidérurgie touche de plein fouet cette région : les « trois vallées », comme l'on dit ici pour désigner les vallées industrielles de l'Orne, de la Fensch et de la Moselle, comptent quelque 60 000 emplois liés à la sidérurgie. La direction d'Usinor à Thionville vient d'annoncer 3 000 licenciements — sur 4 150 emplois... A Sacilor-Sollac, 8 700 suppressions d'emplois sont prévues. Mais le gros de la liquidation n'est pas fait. On parle de 20 000 licenciements à venir... Commentaire du sous-préfet : « C'est une région surpeuplée, il n'est pas mauvais que les gens partent un peu ! »

Avec la crise, le phénomène frontalier s'est encore accentué. Les cars allemands parcourent jusqu'à 60 kilomètres pour chercher une main-d'œuvre considérée comme « travailleuse et peu revendicative » : il y a aussi des travailleurs immigrés français...

Autre donnée spécifiquement locale, de caractère politique celle-là : les répercussions de ce que l'on appelle ici l'« affaire Pariset ». Il s'agit, on s'en souvient, de ce jeune conseiller municipal socialiste « passé » au Parti communiste en septembre dernier. « Il était au P.s. depuis à peine six mois », commente un militant socialiste de Thionville. Elu sous l'étiquette socialiste, Patrick Pariset s'est donc retrouvé conseiller municipal communiste... faisant ainsi basculer du côté du P.c. le fragile équilibre politique au sein de la municipalité. Reste à savoir comment les électeurs de gauche apprécieront ce ralliement.



Alice Saunier-Seïté, vue par Solo.

METZ: ALICE AU PAYS DES DECONVENUES

« J'avais à choisir entre seize circonscriptions, a déclaré Alice Saunier-Seïté ; j'ai choisi Metz. » En toute simplicité.

Avis aux électeurs de la deuxième circonscription de Metz. Madame le Ministre des Universités leur fait un grand honneur ! En fait, ce choix s'explique facilement : Metz-2 est considérée comme une chasse gardée de la majorité, un placement sûr. A tel point qu'en 1973 la droite se payait le luxe de maintenir trois candidats au second tour contre le candidat socialiste.

Parachutée parisienne, Alice veut mettre tous les atouts de son côté. Pas un jour sans que sa photo ne passe dans le journal local, « le Républicain lorrain ». « C'est dans les appartements de Mme Puhl-de-Mange, directrice du « Républicain lorrain », que se fait la politique à Metz », commente Serge Barcelimi, secrétaire de la fédération socialiste de Moselle. Hélas ! tout le monde, dans la majorité, ne l'entend pas de cette oreille : les candidats locaux n'ont pas l'intention de se laisser marcher sur les pieds. Jean-Louis Masson, R.p.r., s'y voyait déjà. Et, trois jours après l'annonce de la candidature d'Alice Saunier-Seïté, dix mille affiches réclamant « Metz aux Messins » étaient placardées dans la ville !

Marie Judlin, déléguée régionale à la Condition féminine et candidate du Parti radical, n'a pas apprécié non plus cette concurrence « déloyale ». Pourtant, tout a été fait pour obtenir son retrait. Décorée par Raymond Barre de l'Ordre national du mérite, Marie Judlin s'est vu proposer la succession de Nicole Pasquier à Lyon. Peine perdue ! Marie Judlin s'obstine : elle refuse la promotion, reste candidate. Et l'on murmure dans son entourage que, faute de pouvoir se maintenir au second tour, elle n'appellerait pas à voter pour la majorité ! Un beau pavé dans la mare...

La gauche risque fort de bénéficier de l'empoignade. De 20 % en 1973, les voix de gauche sont passées à 48,2 % lors de l'élection présidentielle de 1974. Jean-Pierre Masseret, le jeune candidat du P.s., ne craint pas d'affirmer : « Un second tour m'opposant à Alice Saunier-Seïté pourrait être favorable à la gauche. » La surprise, en effet, pourrait bien venir de ce côté-là.

"NE NOUS TROMPONS PAS D'ADVERSAIRES"

Les difficultés de la sidérurgie et du textile, surtout en Lorraine et dans les Vosges, sont le fait du désinvestissement massif des industriels français et non d'avantages déloyaux accordés aux pays en voie de développement

Cette semaine vient de s'ouvrir à Genève la phase finale des négociations pour l'abaissement des droits de douane entre les pays signataires du Gatt (1). Plus de quatre ans après la Déclaration de Tokyo, dernière manifestation des grands pays industriels triomphants avant la hausse du prix du pétrole, le « Tokyo round » s'engage vers le but théorique de faire franchir au monde un pas supplémentaire vers le libre-échangisme. Mais les données du problème ont changé. L'Occident, entre-temps, a connu, et connaît toujours sa première grande crise de l'après-guerre, et l'heure est davantage aux vieux démons du protectionnisme qu'aux élans du désarmement tarifaire. Le commerce international a permis un accroissement considérable de l'offre de marchandises dans chaque pays et a imposé un effort de productivité salutaire à ceux qui n'y étaient pas naturellement prédisposés. Mais l'expansion des échanges a accru l'interdépendance entre les pays, a fortifié les firmes multinationales et est à l'origine d'une instabilité chronique de la plupart des économies, par l'amplification des déséquilibres de chacun. Enfin, des crises sectorielles graves sont intervenues du fait d'une concurrence extérieure souvent effrénée, posant à la collectivité des problèmes sociaux considérables dont on ne sait plus vraiment s'ils ne sont pas de nature à détruire l'« avantage mutuel » cher aux théoriciens du libre-échange.

Le moment est donc venu de réfléchir à une meilleure insertion des Etats dans le commerce international. La poursuite du libéralisme à tout va ne débouchera que sur un protectionnisme à tous crins, générateur d'aggravation de la crise. L'abdication préfigure le repli sur soi. Il faut donc, au-delà des discours lénifiants et des belles paroles, arrêter de nouvelles règles de conduite commerciales, lucides et généreuses.

PAR ALAIN BOUBLIL

Pour un socialiste, ces règles doivent reposer sur trois principes :

► La condamnation du protectionnisme à l'égard des pays en voie de développement ;

► Le refus de la concurrence déloyale ;

► La vigilance face au comportement des grands pays industriels.

Ne nous trompons pas d'adversaires. En refusant aux pays en voie de développement l'accès à ses marchés, la France briserait l'espoir né de l'adoption du système de préférences généralisées et condamnerait nombre de pays à l'enlisement dans la pauvreté, sans pour autant en tirer un quelconque bénéfice du côté de l'emploi ou du niveau de vie. La campagne menée actuellement par les tenants d'un protectionnisme électoral et catégoriel, sous le couvert de professions de foi innocentes, ne vise qu'à perpétuer des rentes de situation préjudiciables.

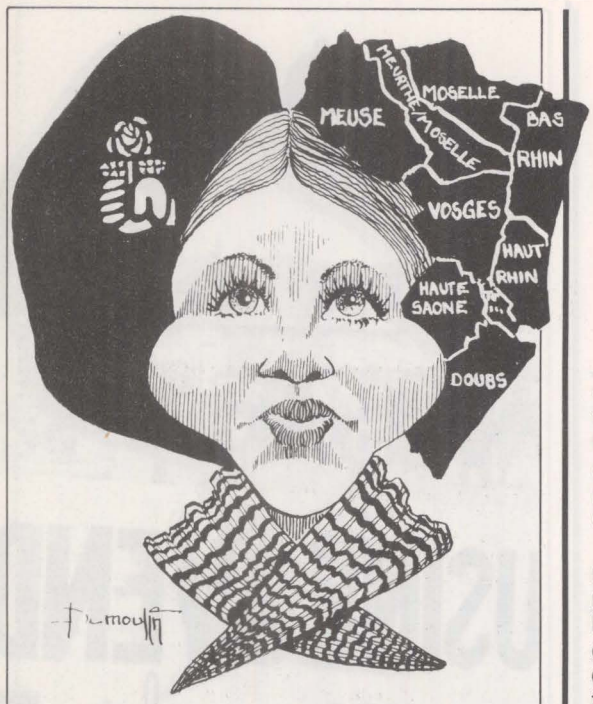
Les difficultés de la sidérurgie et du textile sont le fait du désinvestissement massif qui s'est produit dans ce secteur — touchant cruellement, de surcroît, la Lorraine et les Vosges — et non d'avantages déloyaux. Si l'acier espagnol ou brésilien est moins cher que l'acier français, c'est parce que les aciéries espagnoles ou brésiliennes sont modernes et qu'ainsi leur productivité est plus élevée. La concurrence des pays neufs agit comme un révélateur salutaire du fantastique gaspillage d'investissements qui s'est produit en France depuis 1965. L'orientation délibérée →



Montefibre à Saint-Nabord, Vosges.



Journée « ville morte » à Thionville pour protester contre la fermeture des aciéries.



des capitaux vers la spéculation immobilière, l'étranger ou le prestige stérile nous coûte aujourd'hui très cher : des pans entiers de notre industrie sont vétustes et inadaptés.

En rendre responsables les pays en voie de développement est injuste et stupide. Injuste,car ce sont bien les grands industriels du textile qui ont constitué des collections d'œuvres d'art somptueuses ou des écuries de chevaux de courses au lieu d'acheter des machines. Stupide, car c'est précisément avec les pays en voie de développement que la France compense son déficit commercial avec les pays industrialisés. Fermer nos frontières à leurs produits provoquerait immédiatement un effondrement de nos exportations de biens d'équipement.

Donc, c'est bien dans l'intensification des échanges, sous la forme de transferts de technologies et d'achats de matières premières et de demi-produits avec les pays en voie de développement que doit tendre notre politique extérieure, tout en rejetant la concurrence déloyale, qui est principalement le fait des firmes multinationales et de certains pays industriels.

En récupérant le slogan adopté par le groupe des 77 « Trade but not aid » (2), les firmes multinationales ont délocalisé certains investissements pour pouvoir retrouver dans quelques pays les conditions d'exploitation de la main-d'œuvre qui prévalaient encore au XIXe siècle : salaires de misère, cadences infernales, absence de sécurité sociale ou de garantie de l'emploi. En partageant avec l'Etat, le plus souvent totalitaire, qui les accueillait la rente née de l'exploitation de ces travailleurs, les firmes ont effectivement mis en péril certains secteurs des économies occidentales sans aucun bénéfice pour le pays qui les accueillait. En se spécialisant à l'extrême sur quelques produits, pas toujours en rapport avec les nécessités de leur marché intérieur, ces pays n'ont aucune chance de se développer grâce au commerce et à l'exportation. Tout au plus peuvent-ils devenir des ateliers de sous-traitance périphériques d'un monde capitaliste qui aurait ainsi élargi la sphère de l'exploitation : l'exemple de la fermeture de Saint-Nabord (Vosges) nous montre à quel point cette stratégie peut être génératrice de gaspillage et de coûts sociaux.

La contribution du commerce extérieur au développement de leur marché intérieur, c'est-à-dire du niveau de vie, est illusoire puisque précisément les salaires restent bloqués et la consommation sévèrement réprimée. Accorder une préférence à ce type d'exportation équivaut donc à donner une « prime à l'exploitation » aux firmes et aux Etats qui les soutiennent.

Le libéralisme ne ne divise pas

Mais la concurrence déloyale ne se limite pas à ces exemples. Certains Etats, en organisant les détournements de trafic, récupèrent à leur profit une partie de la rente. En transformant partiellement son appareil de production du textile en sociétés d'importation, l'Allemagne tente délibérément d'attirer ces productions pour les redistribuer en Europe avec une valeur ajoutée industrielle ridicule (un bouton de culotte et une étiquette), mais un grand profit commercial. Et la France, lors de la renégociation de l'accord multifibre, n'a pas pu ou n'a pas voulu imposer à son partenaire un minimum de discipline et de loyauté en instaurant la pratique de certificats réels de provenance.

Ce qui est grave, c'est que ces pratiques déloyales discréditent le commerce avec le tiers monde. L'une des raisons majeures de l'échec de la conférence Nord-Sud a bien été l'impossibilité pour les pays développés de faire la part entre les aspects positifs et les aspects négatifs du commerce international.

Le libéralisme ne se divise pas. On ne peut pas être libéral et mettre en question les privilèges des firmes multinationales ainsi que l'ordre établi par les pays dominants. C'est à cause de cela qu'il n'y a pas, pour la France, de solution libérale à ses difficultés extérieures.

Le troisième principe est donc la vigilance exigeante face aux grands pays industriels ; car ce sont eux, nos concurrents. C'est avec eux que le déficit s'est creusé de façon préoccupante, par son niveau et surtout par sa composition — qui reflète parfaitement les rapports de domination qui sont en train de s'instaurer par le biais de l'intégration économique internationale.

Les Etats-Unis d'abord, par le Trade Act, qui autorisera le président américain, une fois les accords de Genève conclus, de les remettre unilatéralement en cause, tout en bénéficiant des concessions de ses partenaires, acquises au cours d'une négociation pipée.

Les Etats-Unis ensuite, par la multiplicité des obstacles non tarifaires qui font qu'aujourd'hui, pour vendre aux Etats-Unis, il faut investir aux Etats-Unis, contribuant par là à financer le déficit extérieur et à rénover l'appareil industriel à nos frais.

Les Etats-Unis enfin, par le jeu de la toute-puissance du dollar, qui baisse pour faciliter les exportations ou qui monte pour revaloriser à point les stocks fabuleux de matières premières qu'ils détiennent.

Quant au Japon, non seulement il est impossible d'y vendre, puisque la quasi-totalité du commerce est contrôlée par les groupes industriels au travers des grandes sociétés de commerce international ; mais il est aussi impossible d'y produire, puisque les investissements directs sont interdits. Et on ne dira rien, par souci de concision, des multiples tracasseries des services administratifs ou techniques.

Enfin l'Allemagne, qui multiplie les détournements de trafics et rachète — entre autres — des P.m.e. françaises dans l'industrie mécanique pour en faire ses concessionnaires, n'est pas à l'abri de reproches et n'est pas en mesure de distribuer des leçons de moralité.

L'attitude à l'égard de telles pratiques doit être absolument intransigeante. L'ère de la naïveté libérale est révolue.

ALAIN BOUBLIL

(1) Accord général sur les tarifs et le commerce.
(2) « Commercez avec nous, au lieu de nous accorder des subventions. »

Ce dossier a été réalisé avec la collaboration de Marie-José Bernardot, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi et Emmanuèle Plas.

changer la vie politique en France

Un acte de barbarie

Septième P.-d.g. victime d'un rapt, en France, depuis deux ans, le baron Edouard-Jean Empain est certainement l'une des personnalités les plus puissantes du patronat français. Le groupe franco-belge Empain-Schneider qu'il dirige a réalisé 22 milliards de francs de chiffre d'affaires en 1977. Il emploie quelque 130 000 personnes à travers 150 sociétés. L'empire du baron Empain s'étend des banques à la construction navale, en passant notamment par l'électromécanique, la sidérurgie lourde, la mécanique et le nucléaire. Le développement des activités du groupe pour le secteur nucléaire — où il détient le monopole de la construction des réacteurs nucléaires — passe pour avoir bénéficié de l'appui personnel autant qu'efficace de Valéry Giscard d'Estaing.

Aussi personne n'est-il surpris lorsque, par « faveur exceptionnelle », le jeune baron belge devient, en 1976, à trente-neuf ans, membre du conseil exécutif du C.n.p.f.

Il est encore difficile de se faire une idée précise des mobiles de ce que François Mitterrand a qualifié, le 24 janvier à Marseille, d'« acte de barbarie sans excuse ».

Dès mardi soir, les Napap (Noyaux armés pour l'autonomie populaire) démentaient être liés à cet enlèvement. Plus sérieuse paraît la piste menant à la « bande à Baader ». Le chauffeur d'Empain, présent lors du rapt, n'a-t-il pas entendu l'un des agresseurs s'adresser à ses compagnons en allemand ? Les coups de téléphone se réclamant des Napap n'ont-ils pas exigé la libération d'Irmgard Moeller et de Rolf Pohle, détenus en R.f.a. ? Empain ne figurait-il pas, au même titre que Schleyer, sur une liste de personnalités établie par les terroristes allemands ? Dans quelle mesure ceux-ci ne pourraient-ils pas chercher à faire pression sur Helmut Schmidt par l'intermédiaire de son ami et collègue Giscard d'Estaing, jugé plus faible ?

L'absence de toute demande de rançon à la famille, après quarante-huit heures, ne permet toutefois pas d'écarter l'hypothèse du rapt à l'italienne. On sait que la pratique des « industriels du rapt » consiste à laisser les proches de leur victime dans l'incertitude pendant plus d'une semaine.

En attendant que la situation s'éclaircisse, Alain Peyrefitte a appelé tous les Français à s'unir contre le terrorisme, qui fait planer « une menace sur la démocratie ». Pendant ce temps, la police et la presse en oublieraient presque Yves Maupetit, toujours en fuite. N'est-il plus un « fauve dangereux » pour le public ? Qui menace le plus la sécurité des Français moyens, de Maupetit ou des kidnappeurs d'Empain ? La police est-elle bien mise aujourd'hui au service de l'intérêt du plus grand nombre ?

« Watergate » à la française : l'affaire de Troyes

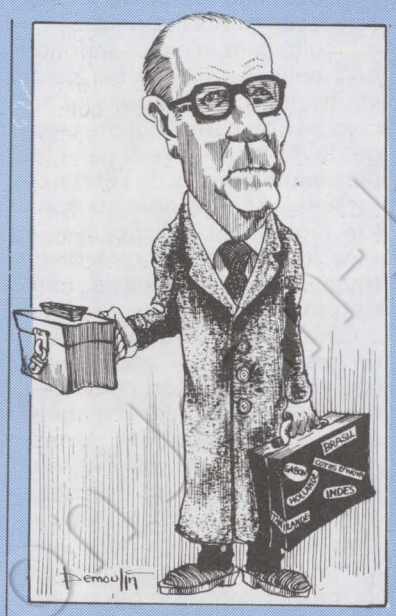
Face à une opinion quelque peu assoupie et à une presse « blasée » ou peu libre de ses appréciations, faut-il rappeler que François Mitterrand, interrogé sur les fraudes occasionnées par la mise en œuvre de la loi sur le vote des Français de l'étranger, a estimé que, « moralement, c'est aussi grave que Watergate » ?

Comment ne pas exiger que toute la lumière soit faite sur cet énorme scandale ?

Alors que le ministre des Affaires étrangères possède depuis plusieurs jours les résultats de l'enquête effectuée au Gabon par ses services, l'ambassadeur Delauney — celui dont le télégramme a prouvé que l'organisation de la fraude se situait au plus haut niveau — est toujours en poste.

Pris la main dans le sac, le Pouvoir paraît décidé à gagner du temps, sinon à étouffer purement et simplement le scandale. Question d'habitude. Pourtant, la Justice devra se prononcer. Tous les magistrats concernés manifesteront-ils l'indépendance qu'on est en droit d'attendre d'eux ? Certains, en tout cas, ont déjà accepté de recevoir des plaintes, comme à Montpellier.

A Troyes, le président du tribunal d'instance a fait placer sous scellés — à la demande d'électeurs socialistes, dont Jacques Pomonti, secrétaire fédéral de l'Aube — tous les documents concernant six cents demandes d'origine douteuse, dont un grand nombre émanent de Madagascar. Les attendus de son ordonnance méritent d'être soulignés, tant ils expriment ce qu'a toujours été l'analyse du P.s. sur l'application de la loi du 19 juillet 1977. Ainsi le magistrat dit-il : « Attendu que le premier principe est celui du caractère individuel du choix de l'électeur... la désignation de la circonscription par chaque Français résidant hors de France ne peut émaner que de son propre choix. C'est d'ailleurs ce qu'indiquait le ministre de l'Intérieur en présentant le texte aux députés (« J.o. », débats de l'Assemblée nationale, du 29 juin 1977, p. 4347) ». Un peu plus loin, ce magistrat ajoute : « Les demandes doivent donc être effectuées dans des conditions qui ne laissent place à aucun doute quant à l'expression personnelle de ce choix... Ce qui comporte pour conséquence nécessaire que l'électeur ne peut s'en remettre à un tiers inconnu et indéterminé du soin d'effectuer le choix à sa place ». Enfin, un autre attendu vise les cas contestés. Il prévoit : « La charge du caractère personnel du choix de l'électeur incombe à celui-ci ou à celui qui demande la validation de ce choix prétendu... »



Donc les milliers de demandes envoyées en blanc pour être remplies a posteriori par quelques mains non encore identifiées, celles raturées, surchargées, modifiées ou comportant plusieurs écritures qui font planer un sérieux doute sur l'authenticité du libre choix de l'électeur devraient être annulées chaque fois que les intéressés ne prouveront pas leur bonne foi et leur libre choix.

Découverte presque par hasard, difficile et longue à cerner, portée enfin devant la Justice, la fraude au niveau des inscriptions paraît aujourd'hui juridiquement définie. Reste à en obtenir l'annulation, puis la condamnation judiciaire sous peine qu'elle ne fonctionne malgré tout. Le moins que l'on puisse exiger d'ici là, c'est une totale humilité de ceux qui prétendaient encore, voici peu, donner à la gauche une leçon sur les libertés.

JEAN-LOUP REVERIER

L'exemple de l'illégalité

Des centaines de milliers d'électeurs et d'électrices ont reçu, ces jours derniers, par la poste, sous bande dispensée du timbrage, le numéro un d'un magazine de quarante pages en couleurs, intitulé « l'Exemple ». Numéro un et probablement unique, puisqu'il porte la date « janvier, février, mars 1978 » et qu'il s'agit, de toute évidence, d'une publication électorale au service de la majorité.

Les articles qui se veulent à la gloire de la France sont d'une platitude étonnante, du style de celles que l'on éditait autrefois à Vichy au temps de « Maréchal nous voilà ». Images idylliques, paysages superbes, visages d'enfants souriants, le tout constituant le bilan de la majorité au pouvoir contre « la société d'abandon, de non-sens, de rêverie et de désordre » qui résulterait du Programme commun.

Rien de bien original dans tout cela, sauf à poser une fois de plus la question : qui paie, et qui a autorisé cette publication, en infraction totale avec la législation, à bénéficier du tarif préférentiel de routage ?

changer la vie sociale

Chômage : 13 843 entreprises fermées

La C.g.t. vient de rendre publique son estimation du chômage au 31 décembre 1977 : le nombre de chômeurs s'élevait à 1 570 196. (Le Bureau international du travail, dont la C.g.t. utilise la méthode, conteste d'ailleurs ce chiffre.) Et on comptait, fin novembre, 784 000 chômeurs bénéficiant d'une allocation quelconque.

Des chiffres à rapprocher de ceux de l'Insee sur les entreprises disparues : en 1977, 13 843 entreprises ont fermé leurs portes. Ce qui constitue une augmentation de 11,7 % par rapport à 1976.

1978, paraît-il, ne s'annonce guère mieux.

Schlumpf : les ouvriers resteront

Pas d'expulsion pour les « Schlumpf », qui occupent l'usine Defrenne à Roubaix depuis sept mois. Ainsi en a décidé la cour d'appel de Douai. Les juges ont estimé que les ouvriers avaient prouvé leur souci de conserver l'outil de travail. Et que, en conséquence, une mesure d'expulsion ne présentait « aucun caractère d'urgence ou de nécessité ».

Les complices d'Hersant

La boulimie de Robert Hersant est désormais sans limites. En difficulté dans la circonscription de Neuilly où il s'est fait parachuter, il se présente aujourd'hui comme un « parlementaire chargé de mission » investi par « les plus hauts niveaux de l'Etat » de la tâche de diriger politiquement « le Figaro » et « France-Soir », « les deux grands quotidiens français d'audience et de notoriété internationales ».

Cette prétention affirmée dans un tract électoral confirme le côté mythomane du personnage. Mais elle confirme aussi qu'Hersant a bénéficié de très hautes complicités pour s'assurer la mainmise sur les deux quotidiens en question. Complicités toujours actives, puisque la loi interdit formellement à un même homme de diriger deux quotidiens tirant à plus de dix mille exemplaires.

La journée Chtcharanski

« Lorsqu'on demande à émigrer, on devient un hors-la-loi, et il est très important de savoir qu'il y a des gens qui se battent pour vous », écrit un Juif soviétique à qui son visa pour Israël a été refusé. L'un de ces hors-la-loi, le jeune mathématicien Anatoli Chtcharanski (trente ans) est au secret dans une prison soviétique depuis le 15 mars dernier (voir « l'Unité » n° 253). Après un visa refusé en 1973, Chtcharanski milita dans le Mouvement de défense des droits de l'homme et devint membre du Groupe de surveillance des accords d'Helsinki. Parce qu'il parlait anglais, il devint l'interprète du groupe. C'est lui qui rencontrait les journalistes occidentaux. Bon prétexte pour l'accuser maintenant d'espionnage.

Son procès devrait s'ouvrir bientôt à Moscou, mais l'avocat français choisi par sa femme, Me Roland Rappoport, n'a pas été autorisé à se rendre en U.r.s.s.. Les autorités soviétiques veulent-elles un procès exemplaire, propre à décourager les autres Juifs soviétiques de demander à émigrer ? Il semblerait. D'ores et déjà, ce procès est exemplaire, puisque l'arrestation d'Anatoli Chtcharanski a été précédée d'une campagne d'antisémitisme à la télévision, centrée autour du cas du mathématicien, comme on n'en avait plus vu depuis la mort de Staline.

A Paris, le Comité de défense d'Anatoli Chtcharanski organise, le 29 janvier prochain, une « journée de solidarité ». Cette journée est destinée à sensibiliser l'opinion publique. Seront présents autour de Daniel Mayer, président de la Fédération internationale des droits de l'homme, Thérèse Etner, conseiller socialiste de Paris, Laurent Schwartz et Avital Chtcharanski, la femme de l'accusé.

La journée se déroulera au centre Rachi, 30, bd de Port-Royal, 75005 Paris, de 14 à 22 heures. Une exposition-vente d'œuvres d'art, des débats, des récitals sont à l'ordre du jour de cette manifestation.

« D.u. », dix ans après

« Démocratie et Université », mouvement associé au P.s., fondé il y a dix ans par une équipe animée par Stelio Farandjis, vient de fêter son anniversaire par un débat sur le thème : « Union de la gauche et projet socialiste ».

Après qu'Alain Meyer eut souligné que l'Union de la gauche « n'est pas un choix volontariste arbitraire, mais correspond à une réalité sociale », Gérard Delfau a conclu : « Nous qui avons été il y a plus de dix ans, autour de François Mitterrand, les pionniers d'une stratégie unitaire, nous demandons à nos camarades communistes de comprendre qu'ils n'ont pas le choix : tant de souffrances et tant d'espoirs accumulés ne sauraient être vains. »

Bretagne socialiste

Le Manifeste socialiste pour la Bretagne, élaboré par les cinq fédérations bretonnes, veut montrer quelles transformations le pays du bout du monde peut attendre d'une victoire de la gauche. Au programme : le développement économique grâce à la valorisation des ressources locales, la promotion de la langue et de la culture bretonnes, le rattachement de la Loire-Atlantique à la région ; une région qui serait administrée par des élus au suffrage universel.

Des jeunes « parqués » en apprentissage

Le cas du Centre de formation d'apprentis (C.f.a.) de Châlons-sur-Marne est révélateur de la politique suivie par le gouvernement à l'égard de l'emploi des jeunes.

M. Beullac avait dit : « Tous les jeunes auront un emploi ou seront en apprentissage. » Mais il faut voir dans quelles conditions ! Obligation était déjà faite au Centre de formation d'apprentis d'accueillir des jeunes dont les contrats d'apprentissage sont signés deux mois après l'ouverture des cours. De plus, le secrétariat d'Etat à la Formation professionnelle avait stipulé qu'exceptionnellement pour 1977 la date limite d'entrée en apprentissage était portée au 31 décembre.

Le C.f.a. a donc été appelé à accueillir, dans la limite des places disponibles (c'est-à-dire en plus des 950 jeunes qui s'y trouvent actuellement), tout apprenti dont le contrat a été signé jusqu'au 31 décembre 1977. C'est donc quatre mois de scolarité qui manqueront aux apprentis visés par cette circulaire.

Même la chambre de commerce et d'industrie de Châlons, qui finance en partie ce centre destiné à fournir aux employeurs locaux la main-d'œuvre qu'ils désirent, a émis des réserves lors de sa dernière assemblée générale.

Mais qu'importe, doivent se dire MM. Barre et Beullac, si ces mesures pénalisent les jeunes dans l'apprentissage d'un métier ! L'essentiel est qu'ils disparaissent pour quelque temps des listes de l'A.n.p.e., afin de pouvoir affirmer, avant les élections, que le chômage est en légère baisse.

Mais le gouvernement s'imagine-t-il que les Français, et particulièrement les jeunes, sont dupes à ce point ?

(Un adhérent de la section P.s. de Châlons-sur-Marne).

changer la vie quotidienne

Quadrillage de la Butte ?

C'est la révolution sur la place du Tertre. Ce haut lieu de la culture montmartroise — et de l'attrape-touristes — va être nettoyé par la préfecture de Police. Pour « sauvegarder le bon ordre » sur la place, les peintres auront un permis d'un an, après avoir prouvé leur « professionnalité » ; c'est-à-dire à condition qu'ils soient affiliés à la Sécurité sociale des artistes ou à la Caisse de retraite (la Cavar). Un détail : la Cavar n'existe plus.

Les faux artistes ne manquent pas sur la Butte, riches Parisiens qui gagnent royalement leur vie. Mais, pour leur faire la chasse, les policiers vont-ils quadriller la place, ainsi qu'ils l'ont fait de la Contrescarpe ?

L'alcool tue toujours

Les Français continuent à se laisser tenter par le « coup de l'étrier » avant de prendre le volant : en 1977, l'alcool a tué sur la route plus qu'en 1976. Plus de 20 % des responsables d'accidents mortels avaient un taux d'alcoolémie de 0,8 gramme.

Malgré tout, le nombre des accidents (257 700) a baissé de 1,4 % par rapport à 1976, atteignant le niveau de 1969 en dépit d'une plus forte circulation.

Le « non » des évêques

Les évêques français ont dit « non » à la peine de mort. Par leur courage, ils ridiculisent le ministre de la Justice, Alain Peyrefitte, qui, en tant que président du Comité d'étude sur la violence, est pour l'abolition et, en tant qu'élu, se déclare pour le maintien de cette pratique qui ne subsiste plus qu'en France et dans les dictatures. « La peine de mort est un sujet d'actualité », a-t-il déclaré à l'Assemblée nationale, allusion aux élections prochaines.

On voit bien, alors, la signification de l'association « Légitime défense », créée quelques heures après le drame de Sucy-en-Brie pour soutenir les candidats favorables à la peine de mort. Composée d'avocats, de policiers et de magistrats, elle est présidée par François Roméro, magistrat à la Cour de cassation et ancien président de la Cour de sûreté de l'Etat au temps des procès de l'O.a.s. Un membre de la plus haute instance judiciaire en appelle à la loi du talion.

Grogne contre Chirac

A Paris, ça gronde dans les rangs. Les associations d'habitants ne sont pas satisfaites par le fonctionnement des commissions extra-municipales créées par Jacques Chirac après son élection à la mairie. Les comités réclament la fusion des commissions de l'Environnement et de l'Architecture. Ils demandent aussi la levée du secret administratif et plus de considération de la part du maire...

Les cadres et le socialisme

Socialisme et Entreprise organise, samedi 4 février, à partir de 9 h 30, au Palais des Congrès, porte Maillot, à Paris, un forum-rencontre où les cadres poseront les questions qui les préoccupent aujourd'hui aux responsables du Parti socialiste. Cette journée sera animée, notamment, par Jean-Paul Bachy, Jacques Delors, Lionel Jospin, Gilles Martinet, Louis Mexandeau, Christian Pierre, Pierre Uri, de nombreux syndicalistes et des personnages de l'entreprise.

La conclusion sera faite par François Mitterrand.

Pour participer à cette importante manifestation, veuillez adresser le plus rapidement possible un chèque barré, d'un montant de 50 F, correspondant à la participation aux frais (à l'ordre de Socialisme et Entreprise, 25, rue du Louvre, 75001 Paris).



dipapacéquoi par Piem

LE vendredi 27 janvier au soir, jour de la Sainte-Angèle, le maréchal d'Estaing-nous-voilà lance sa grande offensive.

C'est la bataille de Verdun sur le Doubs.

A la tombée du jour, le premier bataillon de Bon Choix de choc reçoit l'ordre d'attaquer. Il est équipé de lances Démocratie française à longue portée et d'arquebuses à courte-vue.

Légèrement en retrait, le chef de division Chirac et ses zouaves occupent le cote d'Alerte, prêts à intervenir en cas de repli.

Pour le bon choix, ch'est le grand choir. Les premiers abus tombent sur les positions adverses : abus de promesses électorales, abus à retardement et surtout abus de pouvoir. Des hommes et des femmes blessés par cette attitude et quelques éclats de voix sont évacués sur l'arrière par une compagnie de C.r.s.

Avec le soutien de Bigeard, le maréchal d'Estaing-nous-voilà lance ses para-phrases suivies des para-doxes et du deuxième para-graphe démagogique.

La gauche résiste à l'assaut et tient solidement ses positions.

Dans une belle envolée, le maréchal décide de lancer un chapelet de platitudes qui devrait faire l'effet d'une bombe sur les positions ennemies. Le résultat est nul.

La brigade des acclamations spontanées est envoyée en renfort sur les ailes coupées de la majorité menacée et est chargée de se livrer à une attaque de diversion.

Une patrouille de sondage est décimée par les résultats. Ses pourcentages impurs abreuvent les sillons.

Quelques salves d'applaudissements s'efforcent de couvrir les râles des blessés dans leur amour-propre.

Après une heure de blabla acharné, les troupes sont épuisées. Le terrain à conquérir est jonché de débris de Bon Choix calcinés. En essayant de lire entre les lignes, on ne voit que des cratères de phrases creuses qui transforment la campagne législative présidentielle en paysage lunaire où seul fleurit le sourire de Raymond Barre.

A 18 h 15, l'ordre de repli général est donné.

A cheval sur la cote d'Alerte, un zouave de Chirac murmure : « La main passe... »

changer la vie culturelle

Le Carnaval de la Carriera

« A travers des situations, des chants, des danses, des personnages de Carnaval, « Bogre de Carnaval » raconte une histoire de vie et de mort, une histoire de la vie quotidienne — celle d'Antoni Testanboi et de Marion, l'histoire de leurs amours, de leur mariage, la naissance et l'éducation de leur enfant, leur malmariage, la maladie d'Antoni et la mort finale de leur couple... »

« Bogre de Carnaval » est le dernier spectacle en occitan de la première troupe occitane de l'histoire du théâtre contemporain, Lo Teatre de la Carriera. « Bougre de Carnaval » (en français) est actuellement en tournée dans le Midi : à Graissevac le 27 janvier, Privas le 28, Sauveterre le 29, Nîmes les 2 et 3 février, Saint-Jean-de-Valériscle le 4, Pézenas le 5, Saint-Affrique le 10, Bédarieux le 11, Istres le 23, Miramas le 24, Cavaillon le 25, Martigues le 2 mars, Grasse le 3, Millau le 4, Grau-du-Roi le 5, Aix-en-Provence le 22, Port-de-Bouc le 24 et Port-Saint-Louis le 25.

Le Chêne Noir à Savigny

Il est plutôt rare qu'une jeune troupe théâtrale de province puisse « se montrer » en région parisienne. Alors, saluons l'office municipal de la jeunesse de Savigny-sur-Orge qui accueille le théâtre du Chêne Noir d'Avignon ce 27 janvier et Théâtre ouvert qui lui donne l'hospitalité au Centre Beaubourg du 1er au 16 février.

Le Chêne Noir, une compagnie permanente de dix-neuf personnes, existe depuis onze ans et poursuit un travail de création dans la Cité des papes pendant toute l'année, c'est-à-dire également en dehors de la période du Festival. Le dernier spectacle du Chêne Noir s'appelle « Fantastic Miss Madona » : c'est celui-là qui est présenté à Beaubourg dans une nouvelle version. Le précédent s'intitulait « Chant pour le delta, la lune et le soleil » : c'est celui qui est joué à Savigny-sur-Orge.

La cantatrice décapitée ?

Le Théâtre de la Huchette est en danger. Guy Pinard, qui vient de l'hériter de son père, a l'intention de le transformer en restaurant. C'est pourtant sur cette scène parisienne, ouverte deux ans après la dernière guerre, que furent créées la plupart des pièces de Jacques Audiberti et d'Eugène Ionesco. C'est là que débuta Jacques Fabbri. C'est là que cinq cent mille personnes ont vu « la Leçon » et « la Cantatrice chauve », qui sont régulièrement jouées depuis un quart de siècle. Les pouvoirs publics vont-ils laisser faire le sieur Pinard ? La cantatrice va-t-elle être décapitée ?

Chansons au Havre

Dans le même temps où la maison de la culture du Havre programme les poètes, la Ville du Havre présente une opération « Chanson dans la ville », du 27 janvier au 12 février. C'est la troisième année consécutive qu'une action de ce genre est menée.



« Fantastic Miss Madona ».



Serge Reggiani, vu par Solo.

Le moment fort du programme sera le fait de Marc Ogeret, Cora Vaucaire, Hélène Martin, Serge et Stéphane Reggiani, Toto Bissainthe, Pascal Auberson et Graeme Allwright. Auxquels il convient d'ajouter de jeunes talents moins connus : Steve Waring, Jean-Louis Caillat, Alain Meilland, etc.

Danses japonaises à Paris

Pour la première fois en Occident, depuis le 24 janvier et jusqu'au 25 février, le Nouveau Carré présente « le Dernier Eden », un ballet japonais en dix tableaux. Les danseurs utilisent la technique de la « danse Buto », autrement appelée « danse des Ténèbres ». Dans sa forme, il s'agit d'un double rejet des danses moderne et classique occidentales.

Historiquement, ce mouvement chorégraphique entendait s'opposer aux excès de l'influence américaine sur les îles nipponnes après la Seconde Guerre mondiale. Art nationaliste ? Retour aux sources asiatiques, en tout cas. Une curiosité.

Prévert à Dieppe

La Ville de Dieppe a inauguré, le 20 janvier dernier, une « maison pour tous » qui porte le nom de Jacques Prévert. A cette occasion, la maison Jacques-Prévert a commencé ses activités en mettant à son calendrier une série d'activités... autour de Jacques Prévert, intitulée « Mots et images ». Mouloudji a ouvert le feu le 20 janvier. La compagnie Jehan-Ango a suivi le 25 avec son « Spectacle Prévert ». Le 6 février, ce sera une soirée de témoignages « Jacques Prévert, parlons-en ! », avec Arnaud Laster, Nino Francq, Michel Fauré, Elsa Henriquez, Raymond Bussières, Jean-Paul Liégeois, Sébastien Maroto et Jean Wiener,qui ont été ses illustrateurs, ses collaborateurs ou ses amis. Le 15 février, du cinéma pour enfants ; à l'écran : « Bim le petit âne », « le Diamant » et « le Chien mélomane ». Le 25 février, la « Nuit du cinéma » commencera à 18 h 30 avec « l'Animal en question », un film d'André Pozner sur Jacques Prévert ; suivront des films (non déterminés) que Jacques Prévert fit avec Jean Grémillon, Marcel Carné et Pierre Prévert. Du 1er au 24 février, dans les locaux de la maison, sont prévues des animations scolaires pour les CM2 et les classes de 6e, 5e, 4e et 3e. Depuis le 20 janvier, et jusqu'au 26 février, dans le hall de l'établissement, en permanence : « Images de Jacques Prévert », un montage audiovisuel réalisé par Roger Lebreton sur les collages du poète ; deux « Lanternes magiques » d'Elsa Henriquez, illustrant deux textes de Jacques Prévert ; des « livres ouverts » sont exposés (« Varengeville », de Braque et Prévert, « Diurnes », de Picasso, Villers et Prévert, « Fêtes », de Calder et Prévert, « Arbres » de Ribemont-Dessaignes et Prévert) ; et aussi des peintures de Garlonn inspirées par des poèmes de Prévert ; et « Complicités », une suite de quarante-huit photographies de Doisneau, Izis, Trauner, Savitry et Villers, choisies par Jean-Paul Liégeois.

Une lettre d'Alain Bombard

Alain Bombard nous demande de publier la lettre qu'il a adressée aux candidats qui l'ont sollicité :

« Mes chers camarades,

C'est avec un profond regret que je dois répondre négativement à vos demandes, vous qui me faites l'honneur et l'amitié de penser que je pourrais vous aider dans votre campagne électorale.

A partir du 14 janvier, où je serai à Epinay, je me consacre entièrement à la campagne de notre camarade Christian Goux, qui se présente dans la quatrième circonscription de Toulon. Le scrutin y sera serré ; et, président de l'association de soutien à sa candidature, avec notre camarade Barbero comme vice-président, nous soutenons la position écologiste du Parti à ses côtés.

Il m'est matériellement impossible (car je dois aussi travailler au laboratoire !) de me déplacer autrement qu'en fin de journée et dans la région.

Pardonnez-moi de n'avoir pas répondu à chacun d'entre vous, mais je n'ai que ma femme (une camarade, elle aussi) comme secrétaire, et elle ne saurait répondre à tous.

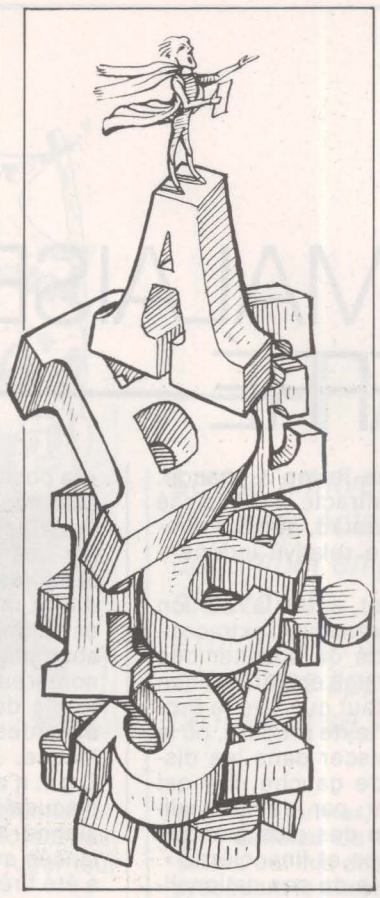
Je souhaite de tout mon cœur le succès de notre parti dans les circonscriptions où vous luttez, mais je ne peux matériellement vous y aider.

Avec tous mes regrets, je vous prie de croire, chers camarades, en mes vœux les plus ardents pour votre succès. Si mon nom peut vous être utile (mais pas de culte de la personnalité !), brandissez-le. Il vous appartient, à vous mes camarades socialistes. »

Arme alimentaire ou aide alimentaire ?

Militant socialiste et en même temps versé dans les problèmes internationaux, j'ai lu avec intérêt l'article intitulé « l'Arme alimentaire contre le tiers monde ». Je suis bien d'accord pour reconnaître que, si l'aide alimentaire est critiquable, c'est à cause de l'usage qu'en fait le système capitaliste. Mais il faut tout de même rendre justice à ce type d'aide, qui reste fondamentalement humanitaire dans son principe, et il serait vraiment dommage que quelques arbres cachent la forêt.

Première objection à l'aide alimentaire : elle ne serait jamais purement gratuite, mais liée à des achats en retour. C'est peut-être vrai pour l'aide américaine, mais inexact en ce qui concerne l'Europe des Neuf. Non



nos lecteurs ont la parole

seulement la C.e.e. n'a jamais appliqué ce principe pour l'aide alimentaire, elle l'a également abandonné pour l'aide financière et technique et pour les préférences douanières.

Deuxième objection : elle permettrait au pays donateur, par exemple les Etats-Unis, de stabiliser son économie en cas de surproduction. Bien que créant une situation de dépendance pour le receveur, je préfère cette solution aux résultats criminels de certaines politiques : il est des cas où les producteurs se voient pratiquement forcés de stocker, voire de détruire leurs excédents, afin de ne pas baisser les cours de leurs produits, alors qu'ailleurs dans le monde des hommes meurent de faim.

Troisième objection : l'aide alimentaire désorganiserait les marchés et les habitudes des Etats du tiers monde. Cependant, l'aide présente souvent un caractère d'urgence ou, du moins, un caractère exceptionnel ; il est plus important de sauver les vies humaines que de désorganiser provisoirement le marché. En outre, le décalage croissant entre la production agricole et les besoins alimentaires est parfois tel que l'aide doit aboutir à une augmentation de la consommation dans ces pays et non à une perturbation des courants commerciaux.

Sur le plan européen, les institutions telles la Commission ou le Parlement se montrent favorables au tiers monde, notamment dans leurs propositions de dépenses. Malheureusement, le Conseil des ministres, qui représente les gouvernements conservateurs des Etats membres, joue un rôle négatif. Dans un cadre plus général, l'aide au développement et le commerce avec le tiers monde peuvent changer la vie internationale. Faisons en sorte que ce soit dans le bon sens.

(NICOLAS NITSCH, Paris)

L'agriculteur et les maçons

Il était une fois un agriculteur dont la maison était en bien mauvais état : les murs se lézardaient et menaçaient ruine. D'évidence, la remise en état exigeait de gros travaux.

Voici cinq ans, alors que la maison n'avait pas encore atteint ce stade de délabrement, une équipe de maçons avait examiné l'ouvrage et, comprenant qu'un simple replâtrage ne saurait suffire, avait proposé à notre agriculteur un programme de travaux assez conséquents. L'agriculteur avait hésité, s'était presque décidé.

Mais une seconde équipe de maçons s'était présentée, qui avait su le convaincre, tant ils étaient beaux parleurs, qu'il n'était pas besoin de procéder à de tels travaux, qu'il suffisait de cacher les fissures sous un léger enduit et une belle couche de peinture.

Pourquoi cette seconde équipe avait-elle ainsi trompé notre agriculteur ? Simplement parce que ces maçons, qui se disaient nouveaux venus dans le pays, étaient ceux-là mêmes qui, sous d'autres casquettes, avaient procédé déjà à de nombreux replâtrages de la maison, et ils craignaient à juste titre qu'on les accusât d'avoir fait du mauvais ouvrage.

Notre agriculteur ne tarda pas à avoir regret de son choix : la peinture n'avait pas fini de sécher que les fissures réapparaissaient et s'élargissaient, que le toit commençait à s'effondrer pour de bon. Et il n'était de nul réconfort de s'entendre dire que la maison du voisin était en aussi mauvais état !

L'agriculteur jura qu'on ne l'y prendrait plus. Il n'était, heureusement, pas trop tard pour faire appel à la première équipe de maçons, et notre agriculteur lui demanda de réaliser sans plus tarder ce programme de travaux qu'elle lui avait proposé quelques années plus tôt et que l'état de la maison rendait plus nécessaire que jamais. Bien lui en prit, car si dans l'équipe il se trouvait un sempiternel rouspéteur qui disait blanc quand les autres disaient noir — et noir quand les autres disaient blanc —, c'étaient tous de bons maçons, qui avaient le cœur à l'ouvrage et qui, en fin de compte, étaient bien d'accord sur l'essentiel : faire en sorte, vite, que le toit ne s'effondre pas, que la maison ne s'écroule pas.

Pour ce qui était des détails de la finition, sur lesquels se querellaient nos maçons, le différend fut rapidement réglé : l'agriculteur, qui avait son idée sur la question, l'avait clairement fait connaître.

Sur le linteau de la porte de la maison, a été marquée en creux une inscription qui résistera à l'usure des ans, tant elle a été profondément gravée : mars 1978.

A côté de la porte pousse un rosier. Planté en pleine terre, soigneusement entretenu par l'agriculteur et sa famille, il est plus beau chaque année. On a peine à imaginer que là, jadis, ne poussaient que ronces et orties.

(DANIEL DELAPORTE)

Un syndicaliste au Forum

Représentant du personnel au conseil général de la Banque de France, j'étais avec Michel Rolant (secrétaire confédéral C.f.d.t.) un des rares syndicalistes présents au Forum de « l'Expansion » jeudi 5 janvier. Je suis intervenu dans le débat pour souligner les échecs au niveau du chômage (100 000 emplois supprimés en 1977 dans l'industrie et 1 000 chômeurs de plus par jour) et au niveau de l'indice des prix (taux de hausse équivalant à 1976 et qui aurait atteint les deux chiffres sans l'opération T.v.a. de janvier et le blocage astucieux de prix alimentaires bien choisis en novembre pour obtenir un indice miraculeux).

Il est bien évident que le présentateur de T.f.1, officiant d'une « messe barrienne », ne pouvait tolérer un perturbateur et a préféré passer les « merci M. Barre » des patrons plutôt que le débat sur l'indice des prix qui a amené le Premier ministre à répondre que la « norme » de 6,50 % qu'il avait annoncée en 1976 n'était pas un « objectif » et que c'était une contrevérité de parler d'échec (sic !).

Miracle quand même, ironie involontaire, mais démonstration éloquente, les téléspectateurs ont pu voir Raymond Barre balayer en deux phrases le problème « mineur » des smicards, puis s'étaler complaisamment sur le sort des pauvres cadres supérieurs, surchargés de responsabilités, qui ne gagnent que 30 000 F par mois !

(MAURICE GOUSSEAU, Paris)

C.G.T.:LE MALAISE CHIFFRÉ

La direction de la C.g.t. continue de nier un malaise... qui s'inscrit pourtant dans les chiffres. Même chez Renault la C.g.t. a reculé de 5% chez les ouvriers et de 10% chez les employés aux dernières élections professionnelles

François Mitterrand a commis une maladresse en mettant en cause la représentativité de la délégation C.g.t. qui s'est rendue auprès du P.s. Cette déclaration met en difficulté les membres de son parti qui exercent des responsabilités à tous les niveaux de la C.g.t. C'est une ingérence inacceptable dans les affaires de la C.g.t. » Au cours de l'émission Question de temps le 18 janvier sur Antenne 2, Georges Séguy a, une fois de plus, montré que la direction de la C.g.t. se ralliait, pour le moment, aux thèses du P.c.

Cette position ne date pas d'hier. Elle remonte exactement au 6 décembre 1977. C'est à ce moment que le ton a changé. Auparavant, un bref entracte avait laissé croire que la C.g.t. garderait, dans la querelle de la gauche, une relative indépendance.

Le 18 octobre, en effet, après la réunion d'une commission exécutive extraordinaire, la centrale décide de susciter des débats dans les entreprises en diffusant un manifeste intitulé : « Il faut que vive le Programme commun. » Un texte prudent, où la C.g.t. refuse de s'immiscer dans les discussions entre partis de gauche. Il y est question de « s'attaquer, par les nationalisations, à la domination des plus grandes puissances économiques et financières ». De l'ampleur souhaitable de ces nationalisations, on ne souffle mot. L'exigence du P.c. — le groupe et ses filiales — n'est pas reprise.

Sur la base de ce texte unanimiste, la discussion s'engage dans les entreprises. Les procès-verbaux des réunions remontent ensuite à Paris pour être discutés lors du prochain comité confédéral national, en décembre. Certains de ces procès-verbaux font état, mais très légèrement, de quelques difficultés. On y apprend parfois que « la position de la C.g.t. est comprise, mais cela nécessite beaucoup d'explications ». Certaines sections n'ont pas voulu préciser que les nationalisations comprenaient aussi les filiales. Une attitude qui est loin d'être majoritaire, il est vrai, mais dont il est significatif de noter l'existence. Des abstentions et des refus de vote — très peu nombreux — ont également été enregistrés : dans certains secteurs des P.t.t., dans des sections du Pas-de-Calais, de la Meuse. De tout cela, la direction de la C.g.t. n'a pas fait état. Dans l'ensemble, la discussion sur le manifeste n'a pas passionné les militants ; et cette opération, lancée avec de gros efforts — le manifeste a été tiré à 7 millions d'exemplaires au lieu des 6 prévus au début —, n'a finalement rempli qu'un seul rôle : permettre aux dirigeants confédéraux d'affirmer que leur position est comprise. Mais peut-être était-ce le premier, voire le seul objectif de ce débat.

Les 6 et 7 décembre, l'entracte est fini. Les membres du comité confédéral national sont réunis, comme ils le font deux fois par an. Sont présents : les responsables des Unions départementales et des fédéra-

HABILLEMENT: 288000 SALARIÉS EN COLÈRE

Du 30 janvier au 3 février, semaine d'action pour les 288 000 salariés de l'habillement à l'appel de la C.g.t. et de la C.f.d.t. « L'habillement, pas le textile », aime-t-on à préciser dans les fédérations de ces syndicats. En effet, les non-initiés mettent trop souvent ces deux branches industrielles dans le même panier et leur attribuent les mêmes problèmes.

Certes, il existe des deux côtés des problèmes d'emploi, de salaires et de conditions de travail. Mais d'une façon bien spécifique. « Ne serait-ce que parce que, dans l'habillement, nous pouvons nous vanter d'avoir ce que l'on fait de plus réactionnaire dans le genre petits patrons », affirme Léon Dion, secrétaire général de la fédération Hacuitex à la C.f.d.t.

Gérard Furnon, le P.-d.g. anti-C.g.t. d'Alès, n'en est que l'une des figures. De nombreux chefs d'entreprises familiales de l'habillement se reconnaissent volontiers dans cette droite musclée, antisyndicale au point d'en être illégale. Et cela au nom du « bon sens », bien entendu. La petite taille des entreprises et leur saupoudrage sur tout le territoire constituaient le meilleur rempart contre les syndicats. Et le frein le plus sûr de tout progrès social ou économique.

Aujourd'hui, encore, c'est une véritable prouesse, pour les organisations syndicales, d'obtenir des représentants patronaux qu'ils acceptent de négocier dans le cadre d'une commission paritaire. Après avoir accepté la date du 30 janvier pour discuter des garanties d'emploi dans la profession, la chambre patronale, une fois de plus, a renvoyé unilatéralement le rendez-vous au 13 février. C.g.t. et C.f.d.t. ont décidé de ne pas en tenir compte. Le 30 janvier, comme prévu, des délégations syndicales venues de tout le pays se présenteront rue de Richelieu, au siège de l'Union fédérale de l'habillement. Avec la ferme intention de se faire entendre.

Dans la foulée, compte tenu du mécontentement qui se dégage à la base, les deux confédérations ont jugé le moment opportun pour lancer une semaine d'action sur les principales revendications. Avec un temps fort le 1er février, jour où s'intensifieront les débrayages et les manifestations auprès des organismes patronaux dans chaque département.

Parler de salaire, dans cette profession, équivaut à parler du Smic : quatre catégories de salariés, en moyenne, voient leur salaire rajusté à chaque augmentation du Smic. D'après les chiffres du ministère du Travail, le gain moyen de l'ouvrier dans l'habillement (11,65 F l'heure) est inférieur de 32 % à celui de l'ouvrier toutes industries confondues (15,39 F l'heure). La revalorisation du travail manuel est passée par là !

Bilan pour les ouvriers de la catégorie A, royalement promus de l'indice 100 à l'indice 101 : 8 centimes de plus l'heure. Quant à la prime de 120 F annoncée à grand renfort de publicité, aucune trace, sauf dans les entreprises où les salariés ont fait grève pour l'obtenir. Lundi dernier, les deux cent cinquante salariés de Laura-Couture, en Vendée, reprenaient le travail, après avoir gagné leur prime et une augmentation de salaire.

Les conditions de travail, elles aussi, sont dénoncées de tout côté. L'augmentation de la productivité atteint parfois des seuils insoutenables. Des ouvrières, responsables, il y a peu,de quatre machines — ce qui était déjà énorme —, se voient attribuer deux machines supplémentaires. D'autres sont dénoncées par des voyants lumineux si elles ne tiennent pas la cadence...

« Revaloriser le travail manuel », disaient-ils...

Les oreilles de Lionel Stoleru n'ont pas fini de siffler durant cette semaine.

CHRISTINE COTTIN



tions, et les membres de la commission exécutive. Mais ces derniers ne votent pas, puisque le but du C.c.n. est de juger leur action.

C'est au cours de cette réunion qu'a été décidée la nouvelle stratégie de la C.g.t. On y a repris la théorie du P.c. sur les nationalisations, en arguant de l'immense déception des travailleurs si l'on ne nationalisait pas les groupes et leurs filiales. Il a été affirmé à plusieurs reprises que les travailleurs sauraient faire savoir qui les défend vraiment. Enfin, le droit d'expression à l'intérieur de la centrale a été refusé. Georges Séguy avait pourtant laissé entendre, quelques mois auparavant, aux défenseurs de cette thèse, qu'il n'était pas impossible qu'une opinion minoritaire puisse s'exprimer dans la presse officielle de la C.g.t.

Mais, là, la porte entrouverte a été refermée. Henri Krasucki s'en est chargé : dans la mesure où les positions confédérales sont décidées avec l'appui d'une majorité, a-t-il expliqué, il faut faire connaître à l'extérieur la position majoritaire et elle seule. C'est la première fois que cette théorie était aussi nettement énoncée par un responsable confédéral, et non des moindres.

Bref, tous ces points sont ceux que la direction de la C.g.t. développe maintenant officiellement. En niant les remous qui agitent la base. Et dont les élections professionnelles à l'usine Renault de Billancourt, la semaine passée, fournissent une nouvelle preuve. La C.g.t. y a reculé de 5 % par rapport à l'an dernier dans le collège ouvrier. Chez les employés et cadres, le recul est encore plus fort : 10 %. Les voix retirées à la C.g.t. se sont reportées principalement sur la C.f.d.t. (+ 3,8 % par rapport à 1977) et sur F.o. (+ 3,5 %).

Une des plus sévères mises en garde que la forteresse ouvrière, l'un des principaux fiefs cégétistes, ait jamais adressées à une organisation syndicale. Et qui contrebalance dans une large mesure les quelques lettres ou motions de protestations parvenues au siège du P.s. ou à la rédaction de « l'Unité » (notamment de la Fédération nationale des travailleurs de l'Etat ou du Comité régional Rhône-Alpes) pour soutenir Georges Séguy contre les critiques du Parti socialiste.

MICHELE KESPI

I.N.C. : —PAS D'ACCORD!—

Le 10e anniversaire de l'I.n.c., fêté avec éclat, a le mérite de tomber en pleine campagne électorale... Les employés, exploités et sous-payés, n'ont pas apprécié ce luxe et se sont mis en grève

Le 19 janvier, le personnel de l'Institut national de la consommation (I.n.c.) s'est mis en grève. Coup de semonce précédant le show du président de la République, le 23, inaugurant sur les chapeaux de roue une exposition express — ouverte au public l'espace d'un après-midi — sur les activités de l'Institut. Tout cela à l'occasion d'un dixième anniversaire : le 19 janvier 1968 se réunissait, en effet, le premier conseil d'administration de l'I.n.c. Anniversaire qui a le mérite de tomber en pleine campagne électorale. Et 50 millions de consommateurs, ça se cultive. Il faut avouer que l'on n'a pas lésiné : 30 millions de centimes ont été dépensés pour cette cérémonie.

« Nous, s'indigne une employée de l'I.n.c., nous n'avons même pas eu droit à une prime ! » Du coup, les cent cinquante salariés de l'I.n.c. ont décidé de cesser le travail pendant vingt-quatre heures et ont adressé au président de la République une lettre ouverte pour exposer les motifs de leur colère. « Savez-vous, écrivent-ils, que les consommateurs nous écrivent et que leurs lettres s'entassent pendant plusieurs semaines dans des sacs ! Quatre personnes sont chargées de dépouiller, répartir et expédier quatre mille lettres par jour... »

Tout y passe : le manque de standardistes qui fait que, neuf fois sur dix, les consommateurs tombent sur un standard occupé. Le manque de documentalistes : le service ne peut ouvrir ses portes qu'une demi-journée par semaine. Idem pour les services juridiques et techniques, qui sont incapables de renseigner ou de faire les essais comparatifs demandés. Manque de moyens et de personnel aussi aux revues de l'I.n.c. : « 50 millions de consommateurs » et « Consommateurs actualités », sans parler des pressions directes exercées par les producteurs, qui n'apprécient guère les études faites sur leurs produits (et par certains élus de la majorité qui défendent lesdits producteurs)...

Un tiers des salariés de l'I.n.c. gagnent moins de 2 500 F par mois. Depuis des années, le personnel se bat pour avoir un statut décent. Mais les crédits sont refusés. A un moment où le secrétariat d'Etat à la Consommation vient d'investir 1,2 milliard dans sa campagne de publicité, les salariés de l'I.n.c. ont décidé que c'en était trop. La C.g.t. et la C.f.d.t. envisagent ensemble les suites à donner à cette action.

« Giscard estime que le consommateur français est le mieux protégé du monde, affirme un juriste de l'I.n.c., mais il y a loin des textes de loi à la pratique quotidienne. » Si en dix ans la législation a, en effet, beaucoup progressé dans ce domaine (étiquetage informatif, publicité mensongère, loi sur le crédit, etc.), la plupart des textes ne sont pas appliqués... Et l'I.n.c. est de plus en plus dirigé vers la « concertation » avec les producteurs.

« Les contrats que nous signons avec les producteurs, estime un membre du personnel, ne sont pas toujours très utiles aux consommateurs... En revanche, nous n'avons plus de temps à consacrer aux vraies questions ! »

En réalité, pour le gouvernement, la fonction essentielle de l'I.n.c. est de récupérer les problèmes des consommateurs. Il s'agit avant tout d'individualiser les luttes (surtout éviter que les consommateurs s'associent et se politisent !) et de séparer le citoyen-consommateur et le citoyen-producteur, qui, dans la réalité, ne font qu'un... Une tentative très politique, qui se heurte à l'opposition d'une grande partie du personnel de l'I.n.c.

Henri Estingoy, le directeur de l'Institut, affiche clairement la couleur : il se présente aux prochaines élections législatives dans le XVIIe arrondissement de Paris sous l'étiquette P.r. Et l'on parle pour le remplacer d'un très proche collaborateur de Christiane Scrivener, secrétaire d'Etat à la Consommation, qui rêve de « reprendre en main » l'I.n.c.

L'Institut doit-il être au service de la politique gouvernementale ou au service des consommateurs ? Pour les dix ans de l'I.n.c., le chef de l'Etat s'est longuement attardé sur les mérites de l'économie de marché, « seule réellement au service du consommateur », mais il n'a pas répondu à cette question-là.

MARIE-JOSE BERNARDOT



Valéry Giscard d'Estaing et Christiane Scrivener.

ARGENTINE: LE "MUNDIAL" CONTRE LA JUNTE

La coupe du monde de football pourrait se transformer en une gigantesque conférence de presse qui éclairerait l'opinion publique sur la tragédie que vit l'Argentine

« J'irai en Argentine avec Hidalgo et nous gagnerons », vient de déclarer Jean-Pierre « Tartarin » Soisson sur Antenne 2 le 12 janvier. Drôle au plan sportif, cette petite phrase est révélatrice au plan politique. Elle démontre, une fois de plus, que les véritables enjeux des grandes compétitions mondiales ne sont pas ceux que l'on veut nous faire croire. Mais l'ancien secrétaire à la Jeunesse et au Sport risque de faire encore triste mine, car, dans ce domaine politique, le plus sérieux prétendant au titre de vainqueur du « Mundial » (la coupe du monde de football) est déjà connu : il s'appelle Videla, il est général de l'armée de terre et chef de la junte qui préside aux destinées de l'Argentine depuis mars 1976.

Sensibles aux événements du Chili, les Français ont du mal à imaginer que Videla puisse imposer à son peuple un régime encore plus dur que celui de Pinochet. Tout semble pourtant indiquer qu'il en est ainsi. Les chiffres : huit mille morts, quinze mille disparus, ne sont, malgré l'horreur, qu'une petite indication. C'est en Argentine que la technique de la disparition des opposants comme substitut à l'arrestation a été appliquée pour la première fois systématiquement. Elle tend aujourd'hui à se répandre.

Les militaires argentins sont allés si loin sur le chemin de l'horreur que, lorsqu'on interview leurs victimes, on a parfois l'impression que les prisonniers chiliens sont traités avec beaucoup de respect et de déférence.

Les tortures sont les mêmes partout ; mais, dans les prisons argentines, les visites n'ont lieu qu'une fois tous les quinze jours, les détenus et les membres de leurs familles sont séparés par une vitre et se parlent par l'intermédiaire d'un microphone. Les visites complètes des cellules ont lieu une fois par semaine et donnent l'occasion aux geôliers de casser tout ce qui leur tombe sous la main. Aucun mouvement ne se fait à l'intérieur de la prison sans qu'il y ait fouille complète des vêtements et du corps du prisonnier. Les conditions de détention sont si dures que beaucoup d'hommes et de femmes en meurent au bout de quelques mois, voire de quelques semaines.

En Argentine comme ailleurs, la répression n'est que le moyen d'une politique plus globale. Sous le gouvernement de Maria Estela (« Isabelita ») Peron, les militaires détenaient déjà l'essentiel du pouvoir. Mais les ambiguïtés populistes de la femme du « lider », le poids des syndicats — même jaunes — empêchaient l'application de la politique qu'ils souhaitaient. Aujourd'hui, sous l'impulsion de Martinez de Hoz, le ministre des Finances, le gouvernement argentin se livre à une importante restructuration économique ayant pour objectif la concentration du capital aux mains d'un groupe très restreint de propriétaires terriens et de grands industriels liés au capital international. Le ministre des Finances a beau dire : « Je ne fais pas une politique de récession, mais la récession est nécessaire au reconditionnement de nos structures », il est manifeste que cette politique économique entraîne une crise extrêmement grave.



Pétrole argentin payé en dollars !...

L'inflation d'abord : officiellement de 160,4 % en 1977, elle est évaluée par des économistes argentins en exil à 333,5 %. Les très nombreuses faillites de petites et moyennes entreprises entraînent des protestations de la part des patrons. Ainsi écrivaient-ils à la fin de l'année, dans un document de la Fédération économique de la province de Buenos Aires : « L'économie est dans une situation catastrophique (...), étouffée par l'inflation et par un marché considérablement réduit en raison de la faiblesse du pouvoir d'achat. »

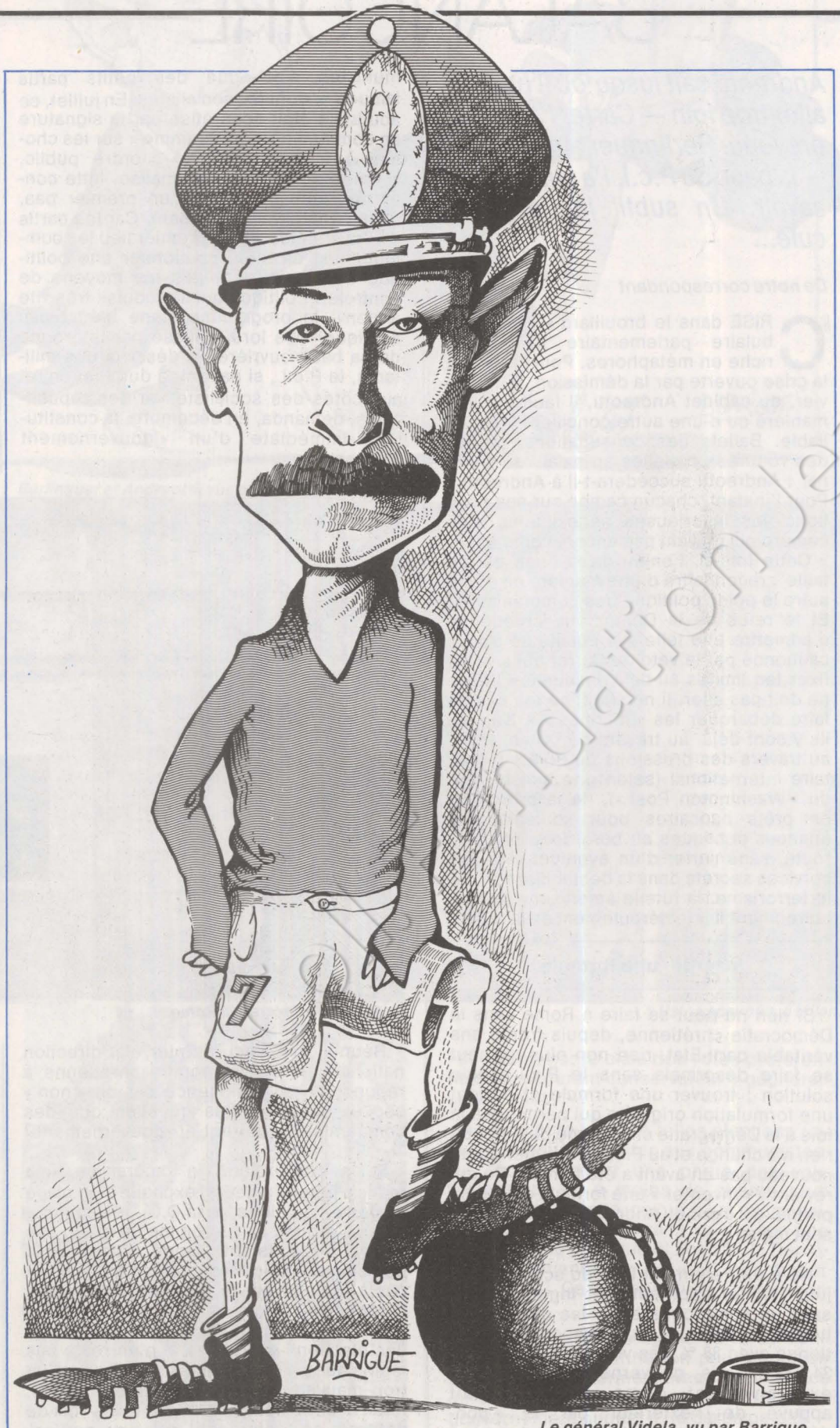
En fait, la tentative de retour aux bases agraires traditionnelles de l'Argentine se heurte à des difficultés : chute de la production de blé, obstacles à l'exportation de viande (le Marché commun est fermé à la viande argentine), etc. Cette politique n'arrive pas à relancer la production d'équipements pour l'agriculture, mais entraîne une grave crise industrielle. Ainsi peut-on considérer aujourd'hui que les industries textiles, par exemple, travaillent à 50 % de leur capacité.

La volonté d'ouverture vers l'extérieur ne s'accompagne pas de tous les succès que les militaires pourraient désirer. Leur seule grande victoire récente est le soutien officiel de David Rockefeller, qui vient d'écrire une lettre à Videla et qui doit se rendre en Argentine au mois de février. En échange de cela, il obtiendra une importante concession d'exploitation pétrolière dans la région de la Terre de Feu. Mais à quel prix pour les Argentins ? Pour s'en faire une petite idée, il suffit peut-être de savoir qu'ils sont obligés de payer en dollars le pétrole extrait en Argentine même par la firme nord-américaine Mocco, du groupe Standard Oil !

Cette politique économique catastrophique a, bien entendu, de très lourdes conséquences pour les travailleurs. Un exemple : les entreprises de chemin de fer de l'Etat ont licencié quarante mille personnes l'année dernière, et le ministre des Finances vient de déclarer qu'ils allaient devoir en licencier encore neuf mille cette année. Le chômage est très important, bien qu'aucun chiffre officiel sérieux ne permette de s'en faire une idée précise. Le sous-emploi prend des formes particulières. Beaucoup d'usines travaillent deux jours par semaine. D'autres donnent des congés forcés d'un mois à leurs employés, que ceux-ci acceptent (en allant même jusqu'à signer des documents) tant ils ont peur de perdre leur travail.

« En 1974, les travailleurs disposaient de 46 % du revenu national », rapporte le sénateur Hipolito Solari Yrigoyen. « En 1977, leur part n'était plus que de 20,9 %. Tel est l'effet du militarisme argentin, allié à un groupe économique dominant extrêmement réduit qui se conduit comme si ses privilèges étaient de droit divin. »

Malgré la répression, cette catastrophique situation économique et sociale entraîne des grèves importantes, qui ont marqué la fin de l'année dernière. Pour la première fois, elles ont pris un caractère offensif. Un an et demi seulement après le coup d'Etat militaire, les transports publics de passagers ont été paralysés. Au mois de novembre, dans la ville de Florencio Varela, à 30 km au sud de Buenos Aires, plusieurs centaines de travailleurs ont abandonné une importante usine textile, malgré la présence de militaires qui voulaient les forcer à rester à leur poste de travail. D'autres ont occupé leurs usines.



Le général Videla. vu par Barrigue.

Grève également chez les employés du Banco de Credito Argentino ou aux entreprises frigorifiques de la Corporation argentine de la viande de Rosario, au nord du pays. Il est à signaler que les ouvriers, outre les revendications salariales, exigeaient parfois la libération d'un camarade détenu par la police. C'est ce qui s'est passé, par exemple, au syndicat Luz y Fuerza de la capitale. Ce mouvement se développe suivant un rythme propre de poussées et d'accalmies seul susceptible de permettre la reconstitution de forces que les militaires s'emploient à briser.

Faucons et colombes

L'agitation sociale semble être aujourd'hui un point de friction entre deux courants militaires. D'un côté, les « faucons », alliés à l'oligarchie rurale, voudraient profiter de la lutte contre la guérilla pour liquider toute la gauche et les syndicats ; de l'autre, de très relatives « colombes » paraissent chercher un accord avec certains secteurs du péronisme syndical.

Le général Videla — qui ferait plutôt partie du deuxième groupe — est par ailleurs mis en question par certains militaires dont le porte-parole est l'amiral Massera, représentant de la marine dans la junte. Celui-ci vient, en effet, de rappeler l'accord qui unissait les commandants en chef des trois armes au moment du coup d'Etat.

Aux termes de cet accord, passé une période d'urgence que Massera estime terminée, le président de la République ne pouvait conserver son poste de commandant en chef de l'arme dont il est issu. Videla, qui est en même temps commandant en chef de l'armée de terre et président de la République, devrait donc choisir. S'il abandonne ses responsabilités militaires, il risque de n'être plus qu'un pantin. Mais redevenir simple militaire et accepter d'être remplacé à la tête de l'Etat lui semble sans doute insupportable. Il a donc répondu que l'on reverrait tout cela après le « Mundial ».

C'est dans cette Argentine déchirée que va se dérouler, au début du mois de juin, la coupe du monde de football. Deux positions s'affrontent en France chez les adversaires du régime militaire. Certains voudraient obtenir le boycottage de la compétition et le choix d'une autre capitale. Pour le Coba (Collectif pour le boycottage de l'organisation par l'Argentine de la coupe du monde de football), il ne serait pas moral « de jouer à Buenos Aires, au stade de River Plate, à huit cents mètres du pire centre de torture argentin, l'Ecole de mécanique de la marine ».

Mais les difficultés d'organisation d'une manifestation de cette importance sont telles qu'il est peu vraisemblable aujourd'hui que son déplacement soit obtenu. Il serait →

ITALIE : DEUX SUR UNE BALANÇOIRE

d'ailleurs très mal vu par les milieux populaires argentins : « Ils siffleront Videla quand il apparaîtra sur le stade, dit Solari Yrigoyen, mais ils veulent leurs matches de foot. » Ajoutons que, si cette bataille est engagée à fond, alors qu'elle a peu de chances d'être remportée, Videla ne manquera pas de tirer avantage en se présentant comme le défenseur du peuple argentin et de ses jeux.

La vraie question qui se pose aujourd'hui est de savoir comment utiliser le « Mundial » contre la junte. Celle-ci, qui vient de confier un énorme budget publicitaire à la firme américaine Burtson Matseller, entend évidemment s'en servir pour sa propre propagande.

Il reste que l'arme peut être retournée contre ceux qui l'utilisent. Pour les Montoneros : « Le boycottage ou l'envoi d'une équipe sportive accompagnée de journalistes ont leurs avantages respectifs. Nous préférerions, pour notre part, que des journalistes nombreux puissent aller en Argentine avec la volonté de décrire également ce qui se passe en dehors des stades. La coupe du monde pourrait alors se transformer en une gigantesque conférence de presse qui permettrait d'informer l'opinion publique mondiale sur la tragédie que vit notre peuple. »

La tâche ne sera, bien sûr, pas facile. Le gouvernement argentin, par exemple, vérifie très sérieusement les antécédents de tous les journalistes avant de les accréditer, et il donnera des cartes de couleurs différentes à ceux en qui il a confiance et aux autres. Il a même créé une unité militaire spéciale, aux ordres d'un général en activité, qui s'appelle Brigade du commandement du championnat du monde — responsable de tout le déroulement de la manifestation. Il n'en reste pas moins que des failles existeront dans ce dispositif, dont la principale est qu'il permet des pressions très importantes. Pour le Coba : « Si chaque équipe posait comme condition à sa venue la libération d'un certain nombre de prisonniers, le gouvernement argentin serait contraint de céder. »

La gauche française, surtout dans la perspective d'une victoire électorale, peut jouer un grand rôle dans cette affaire. Sans renoncer à l'éventuel changement de siège de la compétition, elle peut aider à ce que les journalistes et les sportifs ne tombent pas dans les pièges des militaires qui voudront leur montrer un pays qui n'existe pas — et qu'ils rapportent au moins une part de vérité.

FRANCIS PISANI

• Signalons la récente sortie, aux Presses de la Fondation nationale des sciences politiques, d'un important livre intitulé « Pouvoir militaire et société politique en République argentine ». L'auteur, Alain Rouquié, retrace, grâce à une importante documentation, l'évolution du cas argentin — dont il dit que « plutôt qu'une exception il serait un précurseur et préfigurerait l'avenir incertain des autres nations du continent, y compris de celles dont on vantait il y a quelques années la surprenante stabilité ».

Andreotti sait jusqu'où il peut aller trop loin — Carter l'a prévenu. Berlinguer aussi — la base du P.c.i. l'a fait savoir. Un subtil jeu de bascule...

De notre correspondant

« CRISE dans le brouillard » ? Le vocabulaire parlementaire italien est riche en métaphores. Pour résoudre la crise ouverte par la démission, le 16 janvier, du cabinet Andreotti, il faudra d'une manière ou d'une autre concilier l'inconciliable. Ballets des consultations, défilés des voitures officielles au palais du Quirinal : Andreotti succédera-t-il à Andreotti ? Pour l'instant, chacun campe sur ses positions, les laborieuses négociations d'un compromis n'ayant pas encore commencé.

Cette fois-ci, l'enjeu de la crise est de taille : reconnaître d'une manière ou d'une autre le poids politique des communistes ! Et le refus de la Démocratie chrétienne d'admettre une telle éventualité se trouve cautionné par le veto de Carter qui a voulu fixer les limites au-delà desquelles l'Italie ne doit pas aller. Il ne s'agit certes pas de faire débarquer les « marines » à Naples, ils y sont déjà au travers de l'Otan. Mais, au travers des pressions du Fonds monétaire international (selon une indiscrétion du « Washington Post »), de la promesse de prêts bancaires pour soulager des finances publiques au bord de la banqueroute, sans parler d'un éventuel rôle des services secrets dans la déstabilisation par le terrorisme, la tutelle américaine pèsera lourdement sur le déroulement de la crise.

Inventer une formule

Si rien ne peut se faire à Rome sans la Démocratie chrétienne, depuis trente ans véritable parti-Etat, rien non plus ne peut se faire désormais sans le P.c.i. Seule solution : trouver une formule et surtout une formulation originale qui permette à la fois à la Démocratie chrétienne de dire que rien n'a changé et au P.c.i. d'affirmer qu'un nouveau pas en avant a été franchi. Ce qui revient à « inventer » une formule qui a déjà permis au cabinet Andreotti de durer dix-sept mois.

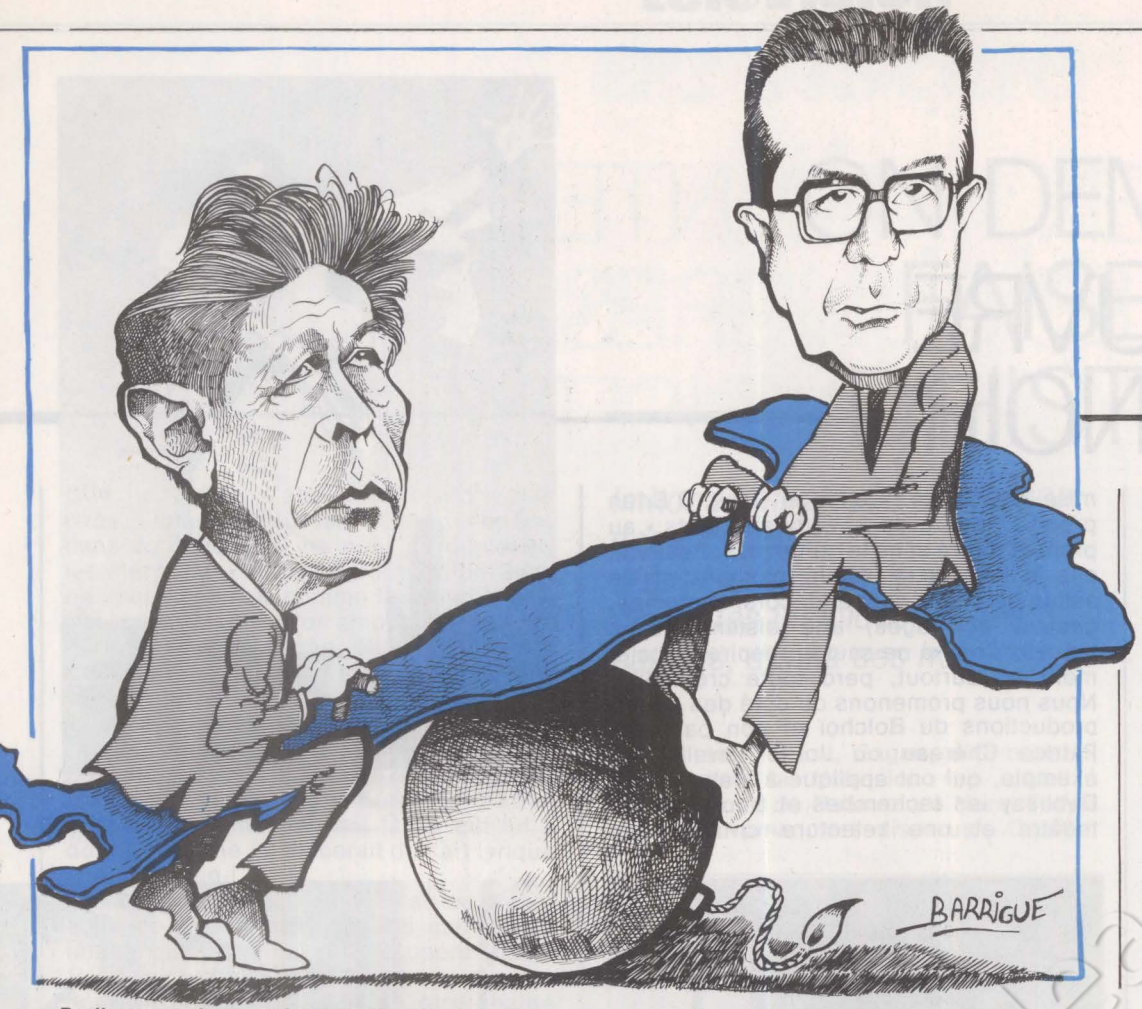
Né d'un Parlement issu du scrutin du 20 juin 1976 et apparemment ingouvernable sans un compromis entre les deux partis hégémoniques — la Démocratie chrétienne avec 38 % des voix et le P.c.i. avec 34,5 % —, le gouvernement Andreotti, exclusivement démo-chrétien, était appuyé de l'extérieur par la « non-défiance » (en clair, l'abstention) des communistes ainsi que des petits partis laïques — dont les socialistes. En juillet, ce soutien s'était concrétisé par la signature en commun d'un programme « sur les choses à faire d'urgence » : ordre public, réforme du secteur nationalisé, lutte contre le chômage. C'était un premier pas, mais il n'était plus suffisant. Car les partis de l'abstention, et en premier lieu les communistes, devaient cautionner une politique qu'ils n'avaient pas les moyens de contrôler. Politique qui se réduisit très vite à rien : le programme signé n'était pas appliqué. Dès lors, poussé par la grogne de sa base ouvrière, le désarroi des militants, le P.c.i., si patient, a durci le ton, et aux côtés des socialistes et des républicains, demanda, en décembre, la constitution immédiate d'un « gouvernement d'urgence ».



Le spectacle de la rue, à Rome.

Réunie mercredi dernier, la direction nationale de la Démocratie chrétienne a répondu à cette exigence par un « non » sec et unanime. Pas question que des communistes entrent au gouvernement !

Seule concession : le programme sera remis à jour. D'ailleurs, explique-t-on place du Jésus, au siège de la D.C., les communistes l'avaient salué comme un grand pas en avant. Et s'ils ont changé, c'est sous la pression de difficultés internes qu'ils n'ont pas à projeter sur le pays. La Démocratie chrétienne bloque la situation, mais se défend pourtant de vouloir avoir recours à des élections anticipées. Il n'en reste pas moins que sa droite ne les verrait pas d'un trop mauvais œil. Non seulement la D.C. ferait, à cette occasion, le plein des voix de droite et se renforcerait, mais proportion-



Berlinguer et Andreotti, vus par Barrigue.

bénéficiant de la confiance du P.c.i. dans un gouvernement, garantissant ainsi l'application d'un programme remis à jour.

Les communistes accepteront-ils de telles solutions ? Pour l'heure, le parti de Berlinguer est prêt à négocier durement, et ne démord pas de son exigence de « gouvernement d'urgence ». Car la « base » ne comprendrait pas, du moins dans l'immédiat, un compromis qui ne reconnaisse pas en termes politiques le consensus social offert durant dix-huit mois par le Parti. D'ailleurs, les problèmes posés par l'« organisation d'un consensus passif autour des institutions » (plutôt que de leur transformation) et le malaise qui en est résulté se sont traduits par un débat dans l'hebdomadaire théorique du parti « Rinascita ». Sections désertées, démobilisation des militants, incompréhension de la stratégie du Parti. « Il faut, a lancé Pajetta en conclusion, que nous apprenions nous aussi à ne plus dire la messe en latin. »

Le P.c.i. voudrait donc arriver, au minimum, à un engagement ferme de la Démocratie chrétienne sur le programme et à une structure gouvernementale qui garantisse un contrôle de l'exécutif.

Mais, d'une façon ou d'une autre, il faudra aboutir à une solution. Sous les menaces de la crise économique et de la violence terroriste, l'Italie ne peut s'offrir longtemps un vide politique. D'autant plus que les lenteurs du ballet parlementaire pourraient creuser encore le fossé entre le monde des partis de l'Etat et le reste de la société. Déjà blasée face à la violence, elle pourrait l'être par les jeux complexes des partis.

MARC SEMO







Usine occupée, à Milan.



L'ŒUVRE AU NOIR

Un extraordinaire fabricant de comédies musicales, Georges Gershwin fit un jour un opéra. Une « Carmen » noire où rôdent la mort, la chair, la drogue et la misère « Porgy ans Bess »

Le temps érode les mythes, à moins qu'il ne les embellisse. Et il en est des opéras comme des mythes. Au premier soir de « Porgy », l'impression prévalait que le mythe de Gershwin s'était rouillé quelque part.

Le livret de Porgy est éminemment scénique : Bess, Noire divine et fatale qui sans fin passe d'un amant à l'autre, a suscité l'amour sublime de Porgy, mendiant infirme, qui partira la chercher là-bas vers New York, vagabond noir de la route et de la femme illuminée. Ponctuée de rixes, l'œuvre a en outre l'ambition de peindre musicalement — comme c'est le cas de très nombreux opéras — le petit peuple, ici celui d'un port du sud des Etats-Unis. La richesse scénique de Porgy est d'autant plus grande que Gershwin y insuffle la générosité d'un homme qui, au faîte de sa célébrité, s'était plusieurs mois durant isolé pour observer et comprendre la vie des Noirs après avoir songé à écrire un opéra sur la « vie juive » et que l'on y ressent le souffle d'une époque qui allait être celle du « New Deal » rooseveltien.

La comédie musicale, dont Gershwin était devenu un extraordinaire fabricant, se mue soudain en une « Carmen » noire où rôdent la mort, le déchaînement des éléments et des sentiments, la superstition et le regard divin, la chair, la drogue et la misère. Bref, tous les ingrédients sont regroupés, esquissant une belle et grandiose image d'Epinal à l'écart des invraisemblances outrées que véhiculent la plupart des livrets d'opéra. Mais les ingrédients datent — la vie noire n'est plus ce qu'elle était.

Les Noirs ont pris la parole, alors que, sans y prendre garde, Gershwin s'était institué de lui-même leur porte-parole (sinon leur porte-musique), pour en présenter une image lyrique aux regards d'autres Blancs. Démarche qui ne diffère pas de celle d'un Faulkner. Or, que subsiste-t-il du roman faulknérien, si ce n'est la poésie, la vision, et non le document que l'histoire et l'ethnologie se sont chargées d'actualiser. De même, chez Gershwin demeure l'expression musicale et vocale à partir de laquelle chacun se sent libre de projeter des images de son cru.

Inversement, la perspective change lorsque, avec la représentation scénique, le spectateur se voit confronté aux illustrations qu'on lui propose et aux sons qu'on lui joue. D'où l'importance capitale de la mise en scène. Celle de Jack O'Brien prend l'histoire de « Porgy and Bess » au premier degré et ne le quitte plus. Réaliste, elle n'instaure à aucun moment et en aucun lieu de la scène (décors, costumes, gestes, éclairages) une distance sans laquelle l'opéra ne saurait respirer vocalement et, surtout, perd toute crédibilité. Nous nous promenons du côté des superproductions du Bolchoï et non pas vers Patrice Chéreau ou Jorge Lavelli, par exemple, qui ont appliqué à Wagner et à Debussy les recherches et trouvailles du théâtre et une relecture critique des œuvres à la lumière des sensibilités et acquisitions d'aujourd'hui.

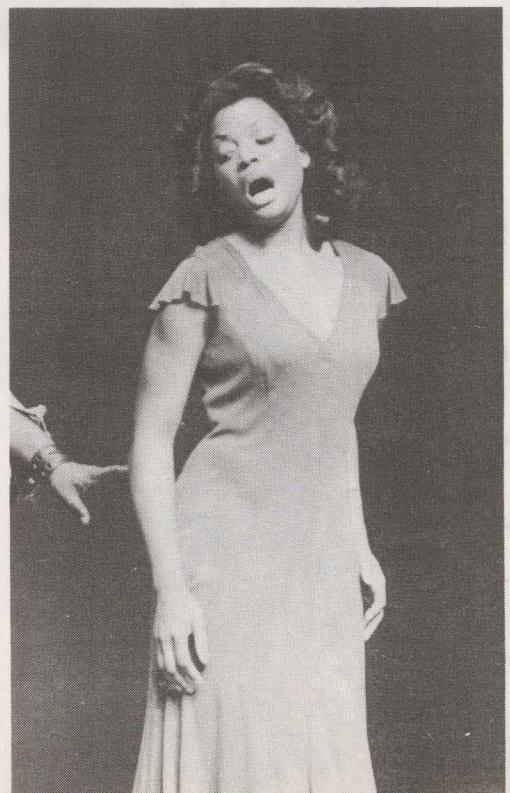




Sans doute faut-il faire la part des mauvais réglages et des mises au point à parachever : l'équipe de Houston y aura très vite remédié. Mais, par-delà les ratés (inévitables) du premier jour d'un spectacle, il n'est, à titre d'illustration, pas venu à l'idée de Jack O'Brien que Porgy, le mendiant infirme, symbolisait peut-être l'âme broyée mais invaincue du peuple et de l'homme noirs. Ou que Bess —image passablement phallocratique de la femme perverse et naïve, douce et tentatrice — signifiait (qui sait ?) plus, à elle seule, l'image de l'homme blanc que les policiers (blancs et stupides) enquêtant sur les rixes successives, à moins que Bess, mystique corps de Dieu, ne soit l'incarnation idéale pour Blancs et Noirs de l'amour qui se détruit et renaît sans cesse dans la suite infinie des êtres et de leurs cœurs.

Plaqué au premier degré, nivelé, sans ressorts autres que ceux de l'imitation réa-

Wilhemenia Fernandez (Bess).



ON DEMANDE FAISEURS D'HISTOIRES

liste, le drame n'atteint jamais d'autres rives, l'intériorité lui fait défaut : l'opéra, dans son essence, ne peut se déployer, les merveilleux duos de Porgy et de Bess ne sonnent jamais comme les chants intérieurs et profonds d'un amour total et contrarié. Faut-il, au terme, éluder une question générale : après tout, n'est-ce pas l'œuvre elle-même de Gershwin qui ne supporte pas la projection dans les miroirs des sensibilités et des regards qui trament nos perceptions actuelles ? Importé aux Etats-Unis, l'opéra né en Europe et y atteignant le sublime perdrait là ce qui lui a donné son âme ! Il en serait de l'art lyrique comme du vin !

Car, si du personnage de Bess est probablement née la vocation des cantatrices noires qui ont bouleversé l'opéra blanc, Bess aujourd'hui, pour être rendu dans sa complexité, ne devrait-il pas être chanté par des Blanches, tout comme Genet cherchait à tirer du travesti la vraie raison de vivre ?

Fût-ce pour cause de protectionnisme, l'argument doit d'autant moins être a priori écarté que Charles Ives, le véritable premier grand musicien classique yankee (qui n'est pas Gershwin) ne semble pas avoir, à notre connaissance, écrit d'opéras.

Faut-il bouder ce Porgy qui nous vient du Texas ? Certes point ! Le public français le fêtera, découvrant dans cette version originale ce qu'il a entendu ici ou là par bribes, vibrant aux negro-spirituals, au swing, aux belles mélodies de l'auteur de « Rhapsody in blue ». Ce plaisir-là est déjà suffisant, et suffisamment rare, pour courir au Palais des Congrès. Il ne saurait faire oublier que nous serons passés à côté d'une création. Qui en offrira, enfin, la primeur ?

CLAUDE GLAYMAN

---

* « Porgy and Bess », Palais des Congrès, jusqu'au 26 février. Se méfier que plusieurs des rôles ont des interprètes différents suivant les représentations. Idem pour les chefs d'orchestre.

• **Discographie**

« Porgy and Bess » par l'Opéra de Houston, avec Donnie Ray Albert (Porgy, qui chante au Palais des Congrès) et Clamma Dale (Bess, qui n'est pas au Palais des Congrès). Orchestre et chœurs, direction John DeMair (qui dirige une représentation sur deux à Paris). Un coffret de trois disques, RCA, RL 02109. Un disque d'extraits existe, ainsi qu'une cassette.

Il existe aussi une version Lorin Maazel, également en trois disques, chez Decca.

« Rhapsody in blue » — « Un Américain à Paris », New York Philharmonic et Columbia Symphony Orchestra, direction Leonard Bernstein (piano également Bernstein). Un disque CBS 75080.

Les trois préludes existent dans un disque collectif : « Musique américaine », pianiste Walter Chodack. Un disque Adès, 14002.

Imitons l'employée de maison des « Eygletière » qui, lasse d'écouter aux portes les dialogues insipides de ses patrons, donna ses huit jours

Après Chabrol, Sagan, d'Ormesson, Fallet, la télévision fait appel à Simone de Beauvoir, à Henri Troyat ou à des romanciers disparus : Colette,



Montherlant, pour lui fournir de bonnes histoires. Plus besoin de lire les livres, on les regarde, on les écoute, on les juge sur leur mine. « C'est trahir la littérature ! », s'indigneront les puristes. « C'est la doter d'un second souffle », riposteront les réalisateurs. Indifférent à cette querelle de spécialistes, le public ne demande qu'une chose : une émission de qualité. Mais rares sont les œuvres qui supportent sans dommage le passage à la moulinette des adaptateurs.

Prenez « les Eygletière », de Troyat, best-seller qui conte la vie d'une grande famille bourgeoise. On y trouve tous les ingrédients d'un mélo populaire : de l'amour, des trahisons, des ruptures et même une pointe d'érotisme pour épicer la sauce. Quant à l'exotisme, l'argent en tient lieu. Pour des millions de smicards, les mœurs des gens riches paraissent aussi saugrenues, aussi fascinantes que celles des Papous. Pourtant, le feuilleton dont les cinq épisodes occuperont l'écran à partir du 3 février (A. 2, à 20 h 30) n'échappe à l'ennui que par excès de ridicule. Il faut voir Antonella Lualdi déniaiser son beau-fils grippé en l'aidant à changer de pyjama. Et l'indignation de la vertueuse petite sœur en découvrant son frère dans les bras de sa belle-mère ! Et la colère divine foudroyant les jeunes pédérastes qui tentent, au volant d'une voiture de course, de sortir des sentiers battus.

Malheureusement, entre ces morceaux de bravoure, le récit se traîne entre les quatre murs d'un appartement superstanding dont les tentures vertes ont altéré le teint et l'humeur de la domestique espagnole. A la longue, elle s'est lassée d'écouter aux portes, écœurée par la platitude des dialogues et la monotonie des intrigues de ses patrons. Avant la fin du film, elle donne ses huit jours. Les téléspectateurs avisés n'hésiteront pas à suivre son exemple.

En revanche, nous leur recommandons « le Mal du pays », de Jean Chapot, qui domine la série « Brigade des mineurs » (A. 2, le 28 janvier, à 20 h 30). D'abord, parce que le plateau de Millevaches, où se déroule l'action, est infiniment plus photogénique que les sempiternels intérieurs du XVIe arrondissement. La vérité du ciel et des arbres éclaire le récit, s'impose aux personnages et force notre conviction. Quand le héros, un orphelin fugueur, revendique le droit de vivre au pays sans attendre sa majorité, quand, devant les ruines de la ferme paternelle, il déclare : « Je la retaperai », nous emboîtons le pas à sa révolte et à ses ambitions. « Mais il n'y a pas de travail par ici », soupirent les autochtones, tandis que le brave commissaire de police grommelle : « En outre, tu n'as pas l'âge. »

Nous voici confrontés à deux problèmes, apparemment sans solution : celui de la terre qui meurt et celui de l'adolescence qui ronge son frein. Peut-on compter sur la solidarité paysanne pour apporter une amorce de réponse ? Les femmes la boudent. Elles tendent le cou vers la ville et l'émancipation d'un métier. Mais, en chemin, les déserteuses croisent les enfants de la cité, affamés de nature.

Qui a raison ? L'émission ne se prononce pas, la réalité non plus. Au téléspectateur de choisir, ou mieux encore de reconnaître que la justice se situe au carrefour de toutes ces contradictions.

Inutile de chercher cette histoire dans votre bibliothèque. Il ne s'agit que d'un fait divers, comme on en lit parfois. Que demain un romancier s'en empare, ce ne serait que justice. Pourquoi la télévision ne renverrait-elle pas la balle à ceux dont les fictions l'alimentent ?

GABRIELLE ROLIN

FEN : A NANTES LE CONGRES VA "S'AMUSER"

Jamais simple un congrès de la Fen... Et cette année moins que jamais, avec une majorité « l'esprit tranquille et serein » et une minorité « faisant le gros dos sous l'orage »

« ILS sont fous ! On va s'ennuyer mortellement. » C'est ainsi que l'on commentait, ii y a huit mois, la nouvelle selon laquelle le prochain congrès de la Fédération de l'Education nationale (550 000 adhérents) se tiendrait à Nantes une quarantaine de jours avant les législatives. Chacun imaginait alors la gauche bien unie, volant radieuse vers la victoire. Comme la Fen regroupe des représentants de toutes les nuances de la gauche française, on voyait d'avance les orateurs successifs se congratulant mutuellement du succès prochain, avec çà et là de petites piqûres — histoire de ne pas perdre l'habitude.

Or, on sait ce qu'il est advenu le 22 septembre. Aussitôt, regain d'intérêt. « A Nantes, ça va être saignant. » Et chacun d'imaginer Alfred Sorel, animateur de la principale minorité de la Fen (Unité et action), largement contrôlée par des militants communistes (mais où il y a aussi des socialistes), caracolant sabre au clair sus à André Henry, secrétaire général de la centrale d'inspiration socialiste : Unité, indépendance et démocratie (U.i.d.). Du beau spectacle en perspective, sur le thème du « virage à droite ».

Il est pourtant fort possible que ces deux scénarios pèchent l'un et l'autre par simplisme. Ils tiennent compte assez mal de la spécificité de la Fen. Voilà une organisation qui, il y a trente ans, a choisi l'autonomie pour ne pas avoir à se diviser entre F.o. et C.g.t. Au prix de l'existence de tendances organisées, elle a maintenu son unité à travers toutes les péripéties des rapports entre courants socialistes et parti communiste. En sorte qu'il est plus prudent d'éviter les transpositions mécaniques entre le domaine syndical et le domaine politique...

La majorité, pour sa part, s'en va à Nantes, selon André Henry, « l'esprit tranquille et le cœur serein ». Il est vrai que la conjoncture le lui permet. Au nom de la non-intervention des syndicats dans la vie politique, elle a toujours refusé d'engager la Fen, explicitement, sur le Programme commun et dans l'Union de la gauche. La situation de cette dernière ne constitue donc pas pour elle une impasse. « Evidemment, dit André Henry, la perspective d'une victoire de la gauche unie nous sourit autrement plus que celle d'une victoire de la gauche désunie, pour ne rien dire du maintien au pouvoir de la droite. Mais nous n'avons pas fondé notre stratégie syndicale là-dessus. Notre combat restera le même. Le résultat des élections déterminera seulement le contexte de ce combat. »

De surcroît, U.i.d. a marqué quelques points au cours des dernières années. L'érosion quasi ininterrompue qu'on observait depuis 1963 avait été arrêtée en 1973. Depuis, une lente récupération s'effectue. D'autre part, le principal syndicat Unité et action, le Snes (second degré), a perdu 4 000 adhérents en deux ans, ce qui ne peut que diminuer l'influence de cette tendance. Les responsables majoritaires attribuent ce phénomène à la manière dont le Snes est dirigé : grèves assez fréquentes sur des plates-formes fourre-tout, avec peu de résultats. A dire vrai, l'explication ne paraît pas suffisante. La crise est plus profonde et concerne cette fraction du corps enseignant elle-même.

Dès lors, la sérénité affichée par André Henry se comprend, de même que les ouvertures qu'il ne devrait pas manquer de faire : « Nous pouvons, dit-il, faire ensemble un certain nombre de choses positives sans avoir réglé les divergences politiques de fond qui nous séparent. »

Dans la tendance opposée, les choses se présentent de façon encore plus nuancée. Les militants U. et A. n'avaient de cesse, depuis 1972, que la Fen se rallie comme la C.g.t. au Programme commun. On imagine le désarroi dans lequel les a plongés la crise de l'Union de la gauche. La phase de sectarisme que traverse le P.c.f. ne peut pas ne pas préoccuper ces enseignants, pour la plupart attachés à un certain libéralisme de la pensée. Leur tendance spontanée : faire le gros dos sous l'orage, attendre et voir venir.

S'il en est ainsi, on peut présumer que, paradoxalement, le congrès de Nantes pourrait être assez terne en dépit de l'importance des enjeux que recouvrent des affrontements internes parfois complexes. Ces enjeux ne sauraient pourtant faire oublier que, toutes tendances confondues, le type de syndicalisme que représente la Fen a de sérieux problèmes à résoudre.

Et d'abord un problème de désaffection. Lors des dernières élections au conseil de l'Enseignement général et technique, les divers syndicats de la Fen, sans distinction de tendance, ont encore perdu quelques points, au profit d'organisations corporatistes, de F.o. et de la C.f.d.t. Si la Fen obtient encore presque partout la majorité absolue, l'érosion de son influence est un fait. Sans doute beaucoup d'enseignants, les jeunes en particulier, ne se reconnaissent-ils pas dans les querelles souvent byzantines qui opposent les tendances. Ils se débattent entre mille difficultés, qui ne se résument certes pas à des problèmes matériels. Plus d'argent, moins d'heures, moins d'élèves, bien sûr ! Mais chacun sent bien que ce n'est pas suffisant pour vaincre la crise de l'école. De leur syndicat ils attendent davantage...

Au sein de la direction de la Fen, on est conscient de ce problème. Autre chose est de savoir si on lui apporte une réponse adaptée. Un des buts du projet éducatif de la Fen — « l'école de l'éducation permanente » — est de faire face à ce type d'interrogation. Au-delà, il s'agit de donner un peu plus d'homogénéité à l'organisation.

Les clivages de tendance recouvrent, en effet, de plus en plus des oppositions entre corps d'enseignants. Aux instituteurs et à leurs alliés (U.i.d.) s'opposent les professeurs et leurs alliés (U. et A.). A ceux qui ont peu fait d'études supérieures ou n'en ont pas fait, ceux qui en ont fait. Ne voit-on pas les professeurs accuser les instituteurs de vouloir les chasser du premier cycle (de la sixième à la troisième), et réciproquement ? Dérision — et pourtant réalité !

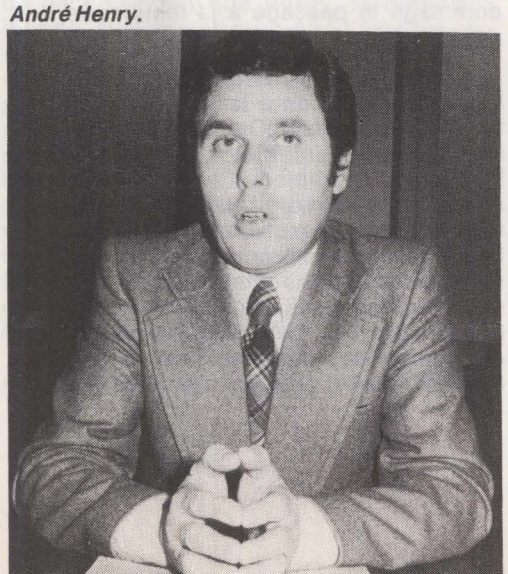
« C'est en réfléchissant concrètement sur ces questions, dit André Henry, que nous serons forcés d'avancer. En approfondissant notre réflexion sur notre projet, nous avons constaté que certaines critiques étaient fondées. A leur façon, nos camarades minoritaires en ont fait autant. Voici quelques années, quand on évoquait la formation des maîtres, ils parlaient d'abord durée. Désormais, comme nous, ils mettent le contenu en premier. »

Pour avancer donc, travailler ensemble, ce qui suppose des règles de travail en commun... On se retrouve ramené à l'inéluctable question des tendances et, au-delà, à une interrogation sur la nature même de la Fen. Cartel de syndicats autonomes, chargé de gérer leur plus petit dénominateur commun, ou fédération à part entière ayant pouvoir sur les syndicats qui la composent ? C'est l'éternel débat — le seul véritable, au fond, entre ces appareils opposés, structurés, que sont les tendances de la Fen, car c'est un débat sur la nature et le lieu du pouvoir dans cette organisation, donc un débat politique.

Si affrontement il doit y avoir, c'est là-dessus — une fois de plus — qu'il se passera.

JEAN-PIERRE MOULINS

André Henry.



au risque de vous plaire

spectacles

FILMS

*** Andrei Tarkovski : le Miroir.**

Qu'y a-t-il de plus admirable : la richesse de l'inspiration, l'ampleur de l'émotion, le souffle fantastique de cet « Amarcord » soviétique, qui s'enchaîne admirablement sur la dernière séquence de l'œuvre précédente de Tarkovski, le méconnu « Solaris » ? D'approche difficile, certes, voici un film-poème qui, à travers les jeux de la mémoire et du rêve, nous parle de l'essentiel. (Le cinéma Olympic reprend, du même Tarkovski, le film qui l'a révélé : « Andrei Roublev ».)

*** Jean-Daniel Simon : Angela Davis, l'enchaînement.**

Bien autre chose qu'un reportage ou un documentaire : un vrai film, intelligent, chaleureux, monté très sec, très efficace. Un beau plaidoyer pour que toute lutte se mène sous le signe de l'unité. (Voir aussi notre précédent numéro.)

• Victor Fleming : Autant en emporte le vent.

Un événement : c'est pour la première fois la version intégrale et d'origine qu'on peut voir, sans les innombrables tripatouillages de format et de tirage couleurs dont ont été victimes, depuis vingt-quatre ans, les aventures et les amours de Clark Gable, Vivien Leigh et Olivia de Havilland...

*** Wim Wenders : l'Ami américain.**

De l'intrigue policière d'origine, qui jette un brave citoyen Lambda dans l'engrenage du meurtre-contrat, Wenders n'a gardé que ce qu'il fallait pour dynamiter le genre. Et privilégier ses propres thèmes, celui du voyage ou celui de l'américanisation dévorante de la vieille Europe.

*** Douglas Trumbull : Silent running.**

La deuxième chance d'un beau film de science-fiction que la discrétion dans la poésie et l'humour tendre ont peut-être empêché d'obtenir un succès plus fracassant.

*** Ingmar Bergman : l'œuf du serpent.**

Voir le numéro 278 de « l'Unité ».

• Hal Needham : Cours après moi, shérif.

Le vieux genre de la poursuite sur la route heureusement renouvelé, des gags à 200 à l'heure, une réalisation consue main... Bonne surprise.

*** Sydney Pollack : Bobby Deerfield.**

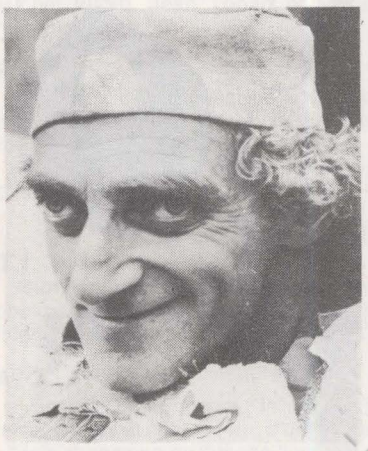
De l'amour Al Pacino - Marthe Keller, le coureur automobile et la malade incurable, Pollack tient la gageure d'avoir fait un anti-« Love story ». Mais la « distance » qu'il prend, aux antipodes du sentimentalisme, devient excès. Raté sans doute, mais avec quel talent !

*** Hommage à Howard Hawks.**

De « la Rivière rouge » à « Monkey business » et de « Rio Bravo » à « Les hommes préfèrent les blondes », douze sommets (Action-Lafayette, à partir de mercredi).

*** Marta Meszaros : Neuf Mois.**

Splendide portrait de femme, une petite ouvrière hongroise qui ne veut ni (se) mentir ni s'aliéner et qui, pour cela, paie le prix de l'incompréhension des hommes. Moins que jamais Jancso n'est seul au firmament du cinéma hongrois.



Marty Feldman.



Rod Steiger dans le rôle de W.C. Fields.

*** Diane Kurys : Diabolo menthe.**

Trois minutes d'émotion vraie (le récit de Charonne), ça ne suffit pas à sauver cette chose racoleuse. Où de très jeunes actrices cabotinent sous la direction d'une réalisatrice qui a soigneusement recensé tout ce qui peut solliciter chez les spectateurs de très suspectes complicités. Ça marche, d'ailleurs...

*** Marty Feldman : Mon « beau » légionnaire.**

Dans le style parodique à la Mel Brooks et avec la complicité involontaire de Gary Cooper, Feldman — l'acteur aux yeux globuleux — a réalisé et joue, en compagnie d'un Peter Ustinov irrésistible en ganache coloniale, une énorme farce qui restera comme l'une des charges les plus délirantes et les plus dévastatrices envers la Légion et l'armée en général.

• Arthur Hiller : W.C. Fields et moi.

Dans l'histoire de sa vie rarement drôle, elle, la vie du grand comique américain, incarné par Rod Steiger. Que dis-je, « incarné » ? Recréé, ressuscité au

à ne pas manquer

Neruda en tournée

Au moment où reparaît « le Chant général » (aux Editions Gallimard), les Tréteaux du Midi jouent « Splendeur et mort de Joaquin Murieta », de Pablo Neruda.

Seule pièce de théâtre du poète chilien, elle constitue un chant d'exil à la gloire d'un bandit héroïque. Neruda en disait lui-même : « C'est une œuvre tragique, mais elle est aussi, par instants, écrite en farce. Elle se veut un mélodrame, un opéra, une pantomime. » La mise en scène de Jacques Echantillon respecte cette dualité. Le spectacle a déjà été joué dans le Midi, de Montpellier à Arles, en passant par Nice, Grasse, Béziers et Carcassonne.

La tournée continue : à Chartres le 27 janvier, Poitiers le 31, Liège les 2, 3 et 4 février, Rochefort le 10, La Rochelle le 11, Clamart le 14, Tunis les 17 et 18, Bienne (Suisse) le 20, Bruxelles le 23, Saint-Quentin le 28, Arras le 1er mars et Esch-sur-Alzette (Luxembourg) le 3.

Zola à Montreuil

« J'ai voulu peindre la déchéance fatale d'une famille ouvrière dans le milieu empesté de nos faubourgs... Mais il ne faut pas conclure que le peuple tout entier est mauvais, ils ne sont qu'ignorants et gâtés par le milieu de rude besogne et de misère où ils vivent. » Ainsi écrivait Emile Zola à propos de sa suite romanesque « les Rougon-Macquart ».

« L'Assommoir » est l'un des romans de cette série. Le Théâtre à Coulisse vient d'en signer une adaptation scénique. Elle est présentée les jeudis, vendredis et samedis, à 20 h 30, et le dimanche, à 16 h ; jusqu'au 12 février, à Montreuil, au Studio-Théâtre (19, rue Antoinette ; téléphone : 858-65-33).



Pablo Neruda.

Les rêves de Ribes

Combien Jean-Michel Ribes a-t-il déjà écrit de pièces ? Une bonne dizaine depuis « les Fraises musclées », en 1970. Elles ont toutes été jouées. A trente ans, Ribes échappe à l'anonymat qui est le lot commun des jeunes auteurs dramatiques. Retenons l'exception et espérons qu'elle deviendra la règle.

Le Théâtre de la Ville présente, jusqu'au 23 mars, « Jacky Paradis », de Jean-Michel Ribes, l'histoire d'un jeune « marginal » d'aujourd'hui. Et « Par-delà les marronniers », du même Ribes, est joué au théâtre Campagne-Première ; il s'agit là de l'aventure tragique de trois « marginaux » d'hier : Jacques Vaché, Arthur Cravan et Jacques Rigaut, qui furent salués par André Breton et les surréalistes. Ribes rêve en marge...

La fête d'Antirouille

Quoi de neuf dans la presse pour les jeunes depuis deux ans ? Pratiquement rien. Si ce n'est « Antirouille », un mensuel. Quelque chose comme un anti-« Salut les copains ». Où rien n'est « show-biz », où tout est différent : la musique, les chansons, les petites annonces et les articles. Autant dire un journal qui vit sans publicité ni soutien commercial. Résultat logique : « Antirouille » a cent mille lecteurs, mais des difficultés financières.

La fête d'« Antirouille » devrait ramener quelques subsides dans les caisses du mensuel. Elle aura lieu le 3 février, de 18 h à minuit, à l'Hippodrome de Paris (Porte de Pantin). A l'affiche : le groupe Ange, le groupe Imago, Jacques Higelin, Djamel Allam, Ripoche, Michèle Bernard, etc. Allez à la fête pour sauver « Antirouille » !

prix d'un merveilleux travail d'acteur sans beaucoup d'équivalents dans l'histoire du cinéma.

*** Festival Charles Chaplin.**

« L'Emigrant », « le Kid », « les Lumières de la ville », « la Ruée vers l'or », « Charlot soldat », « les Temps modernes », « le Pèlerin » : un ultime hommage. (Le cinéma Action-Lafayette reprend aussi « le Dictateur ».)

*** Jacques Tati : Mon oncle.**

Un oncle cycliste-poète, écologiste avant l'heure et l'une des grandes réussites d'un auteur comique français, espèce rarissime.

REVUES

• Cinéma 78 (janvier).

Le cinéma allemand, l'avance sur recettes, Minnelli - Wise - Ken Adam, Jean-Daniel Simon, « Je suis un autarcique »... Un sommaire tous azimuts.

• Positif (décembre).

Un numéro 200 très spécial. Pour fêter son quart de siècle, « Positif » présente un éblouissant ensemble de contributions inédites de cinéastes : articles ou synopsis de Bunuel, Capra, Boorman, Comencini, Kazan, Losey, Ophüls, Polanski, Sirk, Vidor, photos de Resnais et Wenders, dessins de Fellini, Iosseliani, Minnelli, Rosi, etc.

• Téléciné (janvier).

En plus de ses analyses habituelles des programmes du grand et du petit écran, « Téléciné » présente (sous format renouvelé) une série d'études sur la télévision, sur l'image publicitaire, sur France-Culture et sur le court métrage.

• L'Avant-scène cinéma (novembre).

Accompagné d'un dossier, le découpage d'un film capital : « Providence », d'Alain Resnais.

• La Revue du cinéma (janvier).

Perle d'un excellent sommaire, la suite du dossier sur la crise du cinéma : le mépris des distributeurs et patrons de salles envers le spectateur. Il faut assi signaler l'intérêt du numéro spécial de cette revue (« la Saison cinématographique 1977 », à demander à l'Ufoleis-Ligue de l'enseignement, 3, rue Récamier, 75341 Paris Cedex 07) : il commente sous forme de dictionnaire tous les films sortis en France pendant l'année écoulée.

S. R.



disques

PIANISTES DE TOUS ÂGES :

*** Bela Bartok : « Sonate. En plein air. Six danses populaires roumaines. Quinze chants populaires hongrois. Six danses bulgares ». Michel Beroff (piano) — EMI, un disque 2C069-14143.**

Lui-même grand interprète, Bartok a souvent composé pour le piano. Ici il s'agit d'œuvres de sa maturité. La source folklorique induit le modernisme, et le piano a souvent les apparences de la percussion. Beroff incomparable (inspiration et puissance).

*** Du même Bartok : « Mikrokosmos ». Lorant Szücs (piano pour cahiers 1 à 4). Kornel Zempleni (piano pour cahiers 5 à 6). Hungaroton. Un coffret de trois disques SLPX II405/7.**

Cent cinquante-trois pièces destinées aux apprentis. Ou de l'enseignement considéré comme du grand art (cf. Bach). De l'austérité à l'épanouissement, du très beau Bartok joué par des spécialistes d'une pureté et d'une discrétion hors pair.

*** Wolfgang Amadeus Mozart : « Deux concertos pour piano n° 12 en la majeur, Kv 414. N° 19 en fa majeur, Kv 459 ». Maria Jào Pirès (piano) et Orchestre de chambre de Lausanne, direction Armine Jordan. Erato, un disque STU 71057, offre spéciale.**

Pirès grande mozartienne. Sonorité et poésie. L'extraordinaire troisième mouvement fugué du « dix-neuvième » est resplendissant.

*** Claude Debussy : « L'œuvre de piano (I) : Préludes. Images. Children's Corner ». Théodore Paraskivesco (piano). Calliope, un coffret de trois disques (en souscription).**

Toute nouvelle intégrale impose la comparaison avec les versions de référence : Walter Gieseking (disponibles en disques isolés FMI) ou Robert Casadesus (CBS vient de ressortir les Préludes en un seul et précieux disque CBS 76668). Paraskivesco perd en naturel ce qu'il gagne en effet, ses notes se dispersent et sont trop jouées en rafales. Discutable !

*** Frédéric Chopin : « Dix-huit valses ». Bruno Rigutto (piano). IPG 7481.** De ces petits univers superbes et complexes, Rigutto donne une version discrète et juste. Même face à Cortot, cela ne démérite pas.

*** Robert Schumann — Alexandre Scriabine : « Concerto sans orchestre (grande sonate n° 3 en fa mineur op.14) et sonate n° 5 op. 53 ». Vladimir Horowitz (piano). En concert 1975/76, RCA RL 11766.**

Dans la folie du Russe et l'ambition de l'Allemand, Horowitz règne en aristocrate. Grandes enjambées de clavier sèches et lyriques. Impressionnant !

*** Franz Liszt : « Années de pèlerinage, version intégrale ». Lazar Berman (piano). Un coffret Deutsche Grammophon, trois disques 2563820/2 (en souscription).**

Pas le Liszt brillant, mais celui qui vivait la correspondance des arts et des lieux. Berman est né pour servir cette musique : la subjectivité se lie à la rigueur et à la clarté dans une virtuosité toujours maîtrisée.

POUR TOUS LES GOÛTS :

*** Jean-Sébastien Bach : « le Clavier bien tempéré ». Louis Thiry (orgue). Un coffret Arion, Arn 532012 (en souscription).**

« Suites pour violoncelle seul ». Nikolaus Harnoncourt, violoncelle. Un coffret Harmonia Mundi, HM 381/3.

Bach n'a jamais écrit le « Clavier » exclusivement pour le clavecin ; l'orgue se justifie pleinement. Louis Thiry a su mettre en valeur complexité et finesse de ces piè-



Charlie Chaplin.



Vladimir Horowitz.



Claude Debussy.



Bela Bartok.



Nello Puccini.

ces. La version Harnoncourt pour le violoncelle est décevante. A préférer la version Fournier.

*** Franz Schubert : « Messe en la bémol majeur ». Wendy Fathorne, Bernadette Greeevy, Wynford Evans, Christopher Keyte. Orchestre Academy of Saint Martin in the Fields, direction George Guest. Chœurs de Saint John's College Cambridge. Argo ZRG 869.**

*** « Trois sonates pour violon et piano op. 137 ». Nell et Ivar Gotkovsky RCA, RL 37026.**

La sixième messe de Schubert est un pur chef-d'œuvre. Solistes un peu inférieurs à la version Sawallisch (Philips). Quant aux sonates, surtout l'émouvante « troisième » en sol mineur.

*** Gaetano Donizetti : « l'Elixir d'amour ». Ileana Cotrubas, Geraint Evans, Placido Domingo, etc. Chœurs et orchestre de Covent Garden, direction John Pritchard. Un coffret CBS, deux disques 79210 (en souscription).**

Les téléspectateurs ont vu récemment « Roberto Devereux », de Donizetti, qui oscille toujours entre le sérieux et le bouffe. Le second l'emporte ici avec, en prime, Geraint Evans et un Placido Domingo à la voix peut-être trop sérieuse.

*** Puccini, Mercadante, Boïto, Verdi : « Prélude symphonique, Caprice, Prélude d'Elgar, Symphonies, la Bataille de Legnano ». Orchestre national de Monte-Carlo, direction Claudio Scimone. Frato, STU 71040.**

Détonant mélange de pièces de Puccini (ô Wagner), de Verdi (partie la plus intéressante du disque) et de voisins des deux maîtres. Scimone expert. Amusant et passionnant.

JAZZ

*** Tommy Mc Lennan : Mississippi blues (R.c.a. PM 42.040).**

Redécouverte d'un bluesman mort il y a vingt ans. Rugueux et pathétique à souhait, cet inconnu ne dépare pas la belle collection Bluebird, qui nous a aussi donné à réentendre ces derniers mois Roosevelt Sykes, Tampa Red, Walter Davis, Big Joe Williams et Jazz Gillum.

*** The four brothers : Together again (R.c.a. PL 42.253).**

Zoot Sims et ses anciens copains de 1947 se retrouvent pour un album plein de musicalité et de swing discret. Trois autres perles de cette collection « Masters » : les disques des saxos Gene Quill — Phil Woods, l'étonnant pianiste Phineas Newborn et le compositeur Bop George Russel (42.185, 6 et 7).

*** Fats Waller, vol. 20 (R.c.a. PM 42037).**

Rabelais au piano : irrésistible. Dans la même collection Black and White, les volumes 19 (avec la fameuse suite « Black, brown and beige ») et 20 d'Ellington, Charlie Barnet (PM 42.041) et The Savoy bands (42.044).



télévision

VENDREDI 27 JANVIER

T.f. 1

« La Fessée », de Jean de Létraz : une comédie qui vole aussi haut que son titre. Même les sados-masos risquent d'être déçus (20 h 30).

A. 2

« Les Eygletières », chronique d'une grande famille bourgeoise dont Henri Troyat tira un best-seller et la télévision un navet (20 h 30).

« Pourquoi écrire des livres politiques » : question pertinente que Bernard Pivot pose à Claude Estier, à Jean-Marie Benoist — challenger giscardien de Marchais —, à René Andrieu, membre du comité central du P.c., à Jean Montaldo, « Fanfan la Tulipe » d'extrême droite, à Albin Chalandon, P.-d.g. d'Elf-Erap (21 h 35).

« Oncle Vania » : Tchekhov cruel et tendre, interprété par Michel Vitold, Jean Topart et Maria Mauban. A ne pas manquer (22 h 50).

F.r. 3

Vivre aux champs. Est-ce une utopie ? Peut-on devenir paysan ? René Dumont, Michel Debatisse et d'autres invités répondent (20 h 30).

La France, ton métier fout le camp : une radioscopie du Creusot (21 h 30).

SAMEDI 28 JANVIER

T.f. 1

Numéro un : Michel Sardou, minet patriotique et phallocrate dont le sex-appeal émeut les dernières jeunes filles (20 h 30).

A. 2

« Brigade des mineurs : le mal du pays ». Le retour à la terre, envers et contre tout, d'un orphelin cévenol (20 h 35).

Voir, magazine de l'image, suit, en coulisse, le voyage de Jimmy Carter, nous révèle un dessin animé de Michel-Ange, rend hommage à Guignol, etc. (22 h 05).

F.r. 3

Jazz New Orleans, glorifié par Jean-Christophe Averty (21 h 35).

DIMANCHE 29 JANVIER

T.f. 1

« Un camion en or massif » : téléfilm américain. Pour tromper l'ennui de la retraite, Henry Fonda, ancien flic, organise un hold-up (18 h 10).

« Le Roi et quatre reines » : film de Raoul Walsh. Clark Gable aux prises avec quatre veuves, un shérif, des bandits, tout ce qu'il faut à son bonheur (20 h 30).

Expressions : coup d'œil sur la danse, l'opéra, les musées et l'apostolat d'un mécène (21 h 50).

A. 2

Un homme, un jour : Jiri Pelikan, ancien directeur de la radio tchèque, en exil depuis 1968, évoque le « printemps de Prague » (21 h 40).

F.r. 3

« Le Loup du bois » : un rapt d'enfant qui se termine par une chasse à l'homme (20 h 30).

Alain Bombard, l'Homme en question : vingt mille lieues sur les mers avec notre capitaine Haddock (21 h 35).

« Break up », film de Marco Ferreri : Marcello Mastroianni, magnat du caramel, se lance dans la pub (22 h 30).

LUNDI 30 JANVIER

T.f. 1

« Qu'est-il arrivé au bébé de Rosemary ? », suite de Rosemary's baby : le fils du diable tient, hélas ! de son père, mais aussi de son angélique maman (20 h 30).

A. 2

Spécial législatives 1978 autour des actualités télévisées : face à face, Robert Fabre et Jean-Pierre Soisson (21 h 35).

Photojournalisme : l'actualité captée par trois caméras de génie (22 h 25).

F.r. 3

« La Statue en or massif » : la tumultueuse carrière d'un acteur qui reçoit un oscar (20 h 30).

MARDI 31 JANVIER

T.f. 1

Adjudant X : pour être « sous-off », faut-il être sadique, demeuré ou idéaliste ? Ce reportage esquisse une réponse (21 h 30).

A. 2

« Racines » : Kunta le rebelle tombe amoureux d'une belle esclave, renonçant ainsi à retourner en Afrique. Le feuilleton sera suivi d'un débat sur le passé des Noirs américains (20 h 30).

F.r. 3

« Les Hors-la-loi » : Alan Ladd se venge d'une petite ville de l'Arizona qui l'humilia jadis (20 h 30).

MERCREDI 1ER FEVRIER

T.f. 1

« L'inspecteur mène l'enquête » : jeu policier. Le candidat découvrira-t-il pourquoi la charmante héroïne est allée se faire assassiner dans un hôtel miteux de la frontière belge ? (20 h 30).

Indication : Barrère et Lalou nous présentent Mme Ruth Carter-Stapleton, sœur du président des Etats-Unis et proche parente de Dieu, avec qui elle communique en direct. Lui succéderont des bébés nageurs, des cardiologues, radiologues et autres savants laïques (22 h).

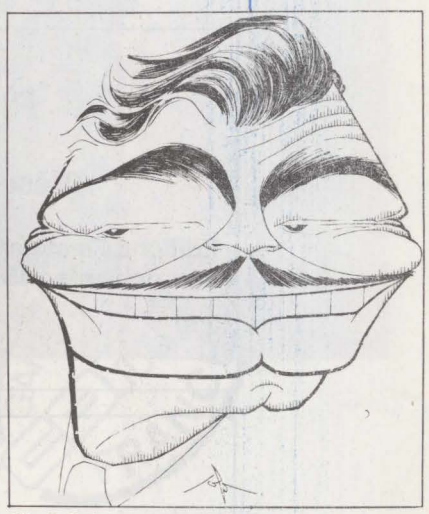
A. 2

Cartes sur table : Georges Marchais (20 h 30).

Alain Decaux raconte : l'assassinat d'Alexandre de Yougoslavie, le 9 octobre 1934 sur la Canebière (21 h 40).



Simone de Beauvoir.



Clark Gable, vu par Solo.

F.r. 3

« La Femme rompue », de Simone de Beauvoir, dont c'est la première œuvre portée à l'écran : une descente aux enfers de la solitude (20 h 30).

JEUDI 2 FEVRIER

T.f. 1

« La Filière », de Gilles Perrault : traquée par les Allemands, la troupe de fugitifs parvient à franchir le Cher, mais à quel prix ! (20 h 30).

L'Evénement. Face à face, Pierre Mauroy et Michel d'Ornano (21 h 30).

A. 2

« Messieurs les Jurés » : l'affaire Servoz. Une surprise-partie s'achève sur un crime. Le suspect, jeune drogué, ne se souvient de rien (20 h 35).

« Légendaires » : le culte de saint Yves, patron des avocats (22 h).

F.r. 3

« Le Détective » : Frank Sinatra, détective exemplaire, enquête dans les milieux homosexuels. Les succès qu'il remporte le dégoûtent de son métier (20 h 30).

PETITES ANNONCES

Pour Paris, Bretagne, Normandie, cherchons inspecteurs commerciaux ayant expérience vente à domicile et voulant travailler dans un milieu en accord avec leurs idées.

Ecrivez à J.J. Schoemann, Editions Martinsart, 58, rue des Capucins, 41200 Romorantin ; ou téléphonez à Roland de Boistel (887-51-28), 72, boulevard de Sébastopol, 75003 Paris.

Villers-Saint-Paul (Oise), 50 km de Paris, 5 500 habitants, recrute secrétaire général de mairie. Très urgent.

Adresser candidatures (avec C.v.) à M. le Maire, 60870 Villers-Saint-Paul.

Ville de Saint-Egrève (Isère) recherche un directeur des services techniques, par voie de concours sur titres (directeur des services techniques des villes de 10 000 à 20 000 habitants).

Les candidatures, accompagnées d'un C.v., devront être adressées avant le 28 février à M. le Maire, hôtel de ville, 38120 Saint-Egrève.

Syndicat d'initiative d'Epinay-sur-Seine recherche pour son bureau d'information une hôtesse d'accueil pour travail à temps complet.

Se présenter ou écrire au service Information, mairie d'Epinay, 3, rue Quétigny, 93800.

Mairie du Val-d'Oise recrute pour premier emploi un licencié en droit ou en sciences économiques.

Ecrire au journal, qui transmettra : 12, cité Malesherbes, 75009 Paris.

presse-édition publicité

c'est une réalisation norsogepress

209, rue d'Arras _ Lille
Tél. 52.01.09

faites connaitre votre ACTION

faites connaitre votre REGION

par l'intermédiaire

DE NOTRE SOCIETE

LIBERER L'ECOLE

Plan socialiste pour l'Education nationale

Préface de François Mitterrand
Présentation de Louis Mexandeau et de Roger Quilliot

Editions Flammarion
Prix de vente : 15 F en librairie

Au Club socialiste du livre :
12 F de 25 à 100 exemplaires,
10,5 F au-dessus de 100.

CLUB SOCIALISTE DU LIVRE
5, rue Viollet - le - Duc
75009 PARIS
(878-29-64)

En vente :

« Le PROGRAMME COMMUN DE GOUVERNEMENT DE LA GAUCHE Propositions socialistes pour l'actualisation ».

Prix de vente public : 10 F (chez FLAMMARION).
Au CLUB SOCIALISTE DU LIVRE : 8 F de 25 à 100 exemplaires ; 7 F au-dessus de 100 exemplaires.
Envoyez dès maintenant vos commandes.

l'unité

Rédaction : 12, cité Malesherbes
75009 Paris - Tél. : 878.40.73
Administration : 41, bd de Magenta
75010 Paris - Tél. : 208.23.50
Directeur général : Pierre Mauroy
Directeur de la rédaction : Claude Estier

REDACTION EN CHEF
Nicole Chaillot, Guy Perrimond

REDACTION
Robert Butheau, Marie-José Bernardot, Christine Cottin, Georges Frameries, Claude Fuzier, Frédérique de Gravelaine, Michèle Kespi-Backmann, Jean-Paul Liégeois, Jean-Pierre Moulins, Gilberte Muller, Francis Pisani, Emmanuèle Plas, Jean-Loup Revérier, Gabrielle Rolin, Maurice Séveno, Antoine Violet

SECRETARIAT DE REDACTION
Eugène Simongiovanni (révision), Mauricette Duchemin (maquette)

DOCUMENTATION
Véronique Nélertz

DESSINS
Jean-Pierre Coureuil, Barrigue, Solo, Teich, Lacroux

PHOTOS
Pascal Lebrun

AVEC LA COLLABORATION DES MEMBRES DU SECRETARIAT NATIONAL ET DU BUREAU EXECUTIF DU PARTI SOCIALISTE

ADMINISTRATION
Conseiller technique : François de Grossouvre
Secrétaire administrative : Jacqueline Daimé
Publicité : Renée Skoblinsky, 12, cité Malesherbes - Tél. 878.40.73
Coordination : Ofres, 67 boulevard de Clichy, 75009 Paris.
Directeur de publication : Claude Estier
Société éditrice : S.a.r.l. l'Unité
Cadet Photocomposition, 75009 PARIS
Imprimerie E.T.C., 76190 Yvetot

Diffusion N.m.p.p. Commission paritaire n° 52 325

REFLEX 24x36 A CELLULE INCORPOREE, PRESELECTION AUTOMATIQUE, OBJECTIF 6 LENTILLES 2/58

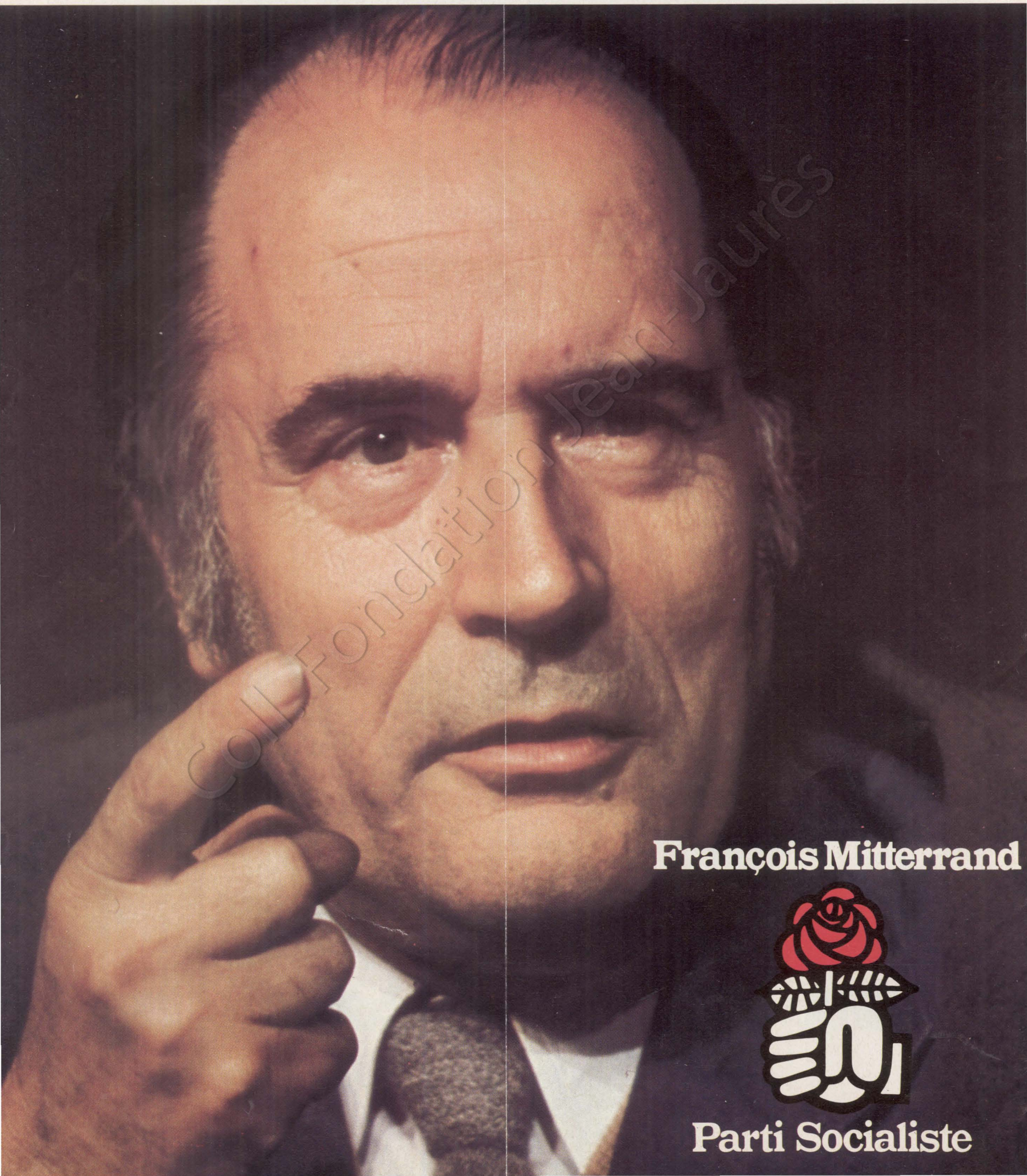


ZENIT EM.

PRIX - QUALITE - PERFORMANCES

Coll. Fondation

La victoire en votant



François Mitterrand

Parti Socialiste

Jean Jaurès
Coll. Fondation